

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS!

OCTOBRE-NOVEMBRE 1946

PRIX : 30 Fr.

Publications de la

QUATRIÈME INTERNATIONALE



L. TROTSKY

un article inédit sur

L'industrie nationalisée et la gestion ouvrière

- Le Quatrième Plan Quinquennal et la crise dans l'économie soviétique.
- Le Proche-Orient au carrefour (II. Le rôle du sionisme), par T. CLIFF.
- Démocratie ou bonapartisme en Europe ? par E. GRANT.
- Nouvelles du Mouvement Ouvrier et de l'Internationale.

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

IV^E INTERNATIONALE

Organe du Comité Exécutif International de la IV^e Internationale

Nouvelle vague de luttes révolutionnaires

VOICI venir le second hiver depuis la fin de la guerre. La vague révolutionnaire qui, au lendemain de la « libération » de l'Europe, secoua le monde avait échoué. En Europe, grâce à l'appui des staliniens et des socialistes, le capitalisme parvenait à remettre sur pied des institutions étatiques bourgeoises. En Extrême-Orient, il ne pouvait pas rétablir la domination coloniale sous son ancienne forme, mais avec l'aide et la complicité des bourgeoisies indigènes, il aboutissait à quelques compromis lui donnant l'espoir d'une nouvelle période d'exploitation des richesses fabuleuses de ces régions.

Depuis bientôt un an, un peu partout, et plus particulièrement en Europe, la situation semblait piétiner; les élections montraient dans la plupart des pays d'Europe occidentale un équilibre sensiblement identique entre le parti stalinien, le parti socialiste et le nouveau parti de la bourgeoisie, un parti à tendance catholique qui succédait aux vieux partis parlementaires d'avant-guerre en déroute, qui se drapait de tendances sociales, faisant valoir des titres de « résistants » et collaborait au gouvernement avec les partis qui étaient suivis par la majorité de la classe ouvrière.

Ce piétinement était-il le signe d'une stabilisation nouvelle de la société bourgeoise? Tout d'abord, observons que la paix n'est pas encore conclue. Il ne s'agit pas pour nous, bien entendu, de la formalité de la signature, mais d'un équilibre qu'une telle signature entérinerait. Tous les gouvernements, aussi bien le gouvernement impérialiste des Etats-Unis que le gouvernement dirigé par la bureaucratie soviétique, ne peuvent pas pour l'instant songer à autre chose qu'à trouver un terrain d'entente; car aucun Etat n'est à présent capable de mener, matériellement et politiquement, une nouvelle grande guerre. Mais il s'agit maintenant pour eux, dans leurs disputes et marchandages, de tirer le maximum de la victoire et de prendre les meilleures positions pour le troisième conflit mondial qui se dessine déjà au lointain. La paix se prépare avec beaucoup de difficultés, sous le signe des expériences de Bikini. Les semaines se succèdent aux semaines pour trouver des compromis sur de multiples questions de détail au sujet des satellites de l'axe.

Rien n'illustre mieux cet état de fait que les récentes déclarations successives de Wallace, Eden et Staline. La Conférence dite de la Paix, au Palais du

Luxembourg, était dans l'impasse; ni les Etats-Unis ni l'U.R.S.S. ne pouvaient formellement bouger sans paraître capituler. C'est alors que Wallace cria au danger des Etats-Unis entraînés par l'impérialisme anglais dans une guerre contre l'U.R.S.S. et à la nécessité d'un compromis avec celle-ci. A la suite de quoi, Eden, parlant officieusement pour le Foreign Office, vint témoigner des pures intentions de la Grande-Bretagne prête, au contraire, à aider à trouver ce compromis. Finalement, Staline contribua à faciliter l'opération : il n'y a pas de danger de guerre à présent, tout le monde veut la paix. Et, Wallace étant sacrifié pour avoir enfreint les règles de la solidarité ministérielle, Byrnes n'en trouve pas moins un compromis avec Molotov qui a cédé de son côté également.

Mais ni le problème allemand ni le problème japonais n'ont encore été pris à bras le corps par les vainqueurs. L'économie allemande est encore presque complètement paralysée, ce qui a beaucoup plus de signification quant au développement de l'économie des principaux pays européens que la reprise de production inhérente à la reconversion de l'industrie sur le pied de paix et au besoin général en moyens de consommation.

Les dirigeants n'ont guère d'illusions sur la situation présente de leurs régimes. Ils savent qu'ils opèrent à la petite semaine et que des chocs terribles les attendent; les récentes baisses de la Bourse de New-York ont suscité des inquiétudes parmi les milieux capitalistes les plus avertis.

Mais, ce qui passe de plus en plus à nouveau au premier plan, c'est l'intervention des masses travailleuses. Dans la crise révolutionnaire engendrée à la suite de la seconde guerre mondiale, nous voyons se développer une nouvelle vague de luttes, un nouvel assaut révolutionnaire.

Le trait dominant de cette nouvelle vague, c'est qu'elle est constituée au départ essentiellement par de nombreuses et puissantes grèves ayant comme revendication principale l'amélioration des conditions de vie des masses. Deux années pendant lesquelles l'inflation et la montée des prix se sont accentuées, ont dévalué les salaires, sans parler dans nombre de cas de la suppression des heures supplémentaires imposées pour la production de guerre et des diminutions de salaires qui en résultèrent.

La vague de grèves s'étend déjà sur plusieurs pays. En France, en Belgique, en Italie, les grèves se succèdent, se multiplient, s'étendent. Chaque corporation qui entre en lutte suscite l'éveil d'autres corporations voisines. De même en Amérique, où le nombre des grévistes a atteint une moyenne quotidienne de plusieurs centaines de milliers depuis des mois, et même s'est élevé à des millions pour certaines journées. Grèves également en Chine, au Japon.

Mais ces mouvements, à point de départ économique, acquièrent à divers titres une importance politique considérable. C'est tantôt leur extension, leur expansion, sur des mots d'ordre transitoires, mettant en cause la propriété capitaliste, comme cette exigence des travailleurs de l'automobile américaine de l'ouverture des livres de comptes. C'est tantôt la revendication de l'échelle mobile, qui accentue le déséquilibre de l'économie capitaliste. C'est aussi, au Japon par exemple, l'établissement d'une certaine forme de contrôle ouvrier. C'est enfin, et l'exemple des postiers en France en est l'expression la plus caractéristique, que nombre de ces luttes grévistes se déclenchent et se déroulent malgré et contre les vieilles directions ouvrières et qu'elles amènent les travailleurs à constituer, pour les besoins mêmes de leurs luttes, des COMITES DE GREVE, une forme d'organisation où naissent à la fois les soviets de demain et se trempe la nouvelle direction révolutionnaire du prolétariat.

Aux Etats-Unis, là même où les grèves sont encore dirigées par les bureaucrates syndicaux qui ne veulent pas perdre les positions conquises pendant le New Deal et la guerre, la poussée des masses dépasse le terrain syndical et met de plus en plus à l'ordre du jour cette éventualité tant redoutée et si habilement combattue par Roosevelt, la création d'un troisième parti, la création d'un parti du travail américain.

Enfin, si les mouvements à origine économique prédominent, ils ne sont pas les seuls à remplir le tableau; on peut aisément relever l'existence de mouvements de caractère nettement politique. C'est le mouvement des « squatters » en Angleterre, quoiqu'il ne soit pas directement dirigé contre le gouvernement travailliste, qui a mis en cause la propriété capitaliste. Ce sont les soulèvements fréquents de partisans et de paysans en Italie. C'est, en Grèce, où, en dépit d'une lourde défaite, le retour de la monarchie a donné lieu à une résistance des masses s'élevant à une nouvelle guerre civile. C'est en Afrique du Nord et dans tout le monde arabe du Proche et du Moyen-Orient que la révolte gronde, prête à se manifester avec impétuosité à la première provocation impérialiste. C'est aussi l'Allemagne, cette Allemagne dont on disait que la vie y avait presque disparu, où l'acquiescement de Papen et de Schacht par les magistrats alliés de Nuremberg a provoqué la grève de plusieurs centaines de milliers de travailleurs berlinois, un premier geste qui ne restera pas unique en son genre.

A ce tableau d'un monde capitaliste où les classes se heurtent dans des conflits puissants, où les travailleurs si souvent et si odieusement trahis se lancent une fois de plus dans des batailles pour améliorer leur sort, à ce tableau d'un monde capitaliste déchiré, il faut aussi ajouter le tableau de la société soviétique elle aussi en proie à une crise profonde. Les victoires militaires, et tout le prestige qu'une publicité écœurante a conféré au gouvernement du Kremlin et à Staline en particulier, ne peuvent résorber les contradictions exacerbées des classes en U.R.S.S., les aspirations croissantes des tendances néo-capitalistes dans l'industrie et dans l'agriculture, les besoins renouvelés des masses qui se sont sacrifiées sans compter pendant plusieurs plans quinquennaux puis dans la guerre, qui ont entrevu ce qu'étaient les pays capitalistes économiquement plus avancés, et qui ne peuvent se résigner à subir sans espoirs des conditions de vie et de travail absolument épouvantables. Depuis plusieurs semaines, le gouvernement soviétique a de nouveau recours à son système maintes fois employé de dénonciations de saboteurs, de traîtres, de malfaiteurs à la tête des grandes entreprises industrielles et agricoles, son système d'épuration afin de donner quelques boucs émissaires au mécontentement des masses et d'opérer un nouveau tournant dans l'ignorance complète des objectifs nouveaux. Toute la société soviétique en subit les effets; les trusts et les kolkhozes de la lointaine Sibérie tout comme les écrivains de Leningrad ou les journalistes des *Izvestia* de Moscou.

**

Jusqu'à présent, les luttes ouvrières qui constituent cette nouvelle vague se sont terminées par ce qu'on peut appeler des demi-victoires ou des demi-échecs plutôt que par des échecs ou des victoires caractérisés. La bourgeoisie, dans l'ensemble, craint de pousser les travailleurs à des mesures plus vigoureuses, car elle sait mieux que quiconque les forces limitées dont elle dispose et elle se montre disposée à des compromis. La classe ouvrière qui ne se sent pas stimulée et dirigée dans les combats, mais freinée et retenue par ceux qu'elle suit encore dans sa grande majorité, n'a pas tendance à se lancer à fond. Mais nous n'avons encore vu que les combats préliminaires. Jusqu'où iront les batailles de demain?... Nul ne peut se hasarder à le prédire. Mais ce qui est certain c'est que les batailles posent à notre organisation un objectif essentiel, décisif, sinon pour la vague présente, du moins pour l'étape suivante: il importe qu'au cours des luttes actuelles, les sections de la Quatrième Internationale réussissent à briser leur vieille coquille de groupe propagandiste — qu'elles n'avaient pu casser ni au cours de la guerre mondiale ni lors de la première vague révolutionnaire et parviennent à regrouper une large avant-garde révolutionnaire solidement liée aux masses par leur activité dans les entreprises et dans les quartiers ouvriers.

Depuis plusieurs mois, un processus se poursuit dans ce sens. La social-démocratie est en pleine crise de décomposition. Les partis staliniens voient se former, pour la première fois depuis plus de quinze années, des oppositions dans le sein de plusieurs d'entre eux. Par contre, sans manifestation spectaculaire, la plupart des sections de la Quatrième Internationale sont en développement. A la période de scissions d'avant-guerre fait place une période de réunifications. En dépit des difficultés matérielles extrêmes, les liens ont été renoués, l'activité dans la classe se poursuit de plus en plus intensément, de nouveaux éléments viennent se joindre aux anciens, à la fois des jeunes et des éléments plus âgés, riches d'une expérience de masses. Partout nos cadres se trempent et se préparent à intervenir et à participer plus activement et plus résolument dans les batailles ouvrières.

Les vieux partis traîtres ont laissé comme héritage à notre mouvement non seulement le poids de lourdes défaites — nous avons tout fait à la mesure de nos forces pour les éviter — mais aussi une confusion, un fatras idéologique contre lesquels nous ne consacrerons jamais trop de nos forces. Dans les années 1919 et suivantes les jeunes partis de la Troisième Internationale eurent à se débarrasser d'un passé hérité de la social-démocratie; nos sections ont l'avantage de posséder un capital idéologique considérable, elles doivent veiller à le mettre en valeur dans ces batailles, et à rendre vivant notre programme dans la conscience des millions de travailleurs qui se dressent contre le régime capitaliste et se heurtent aux dirigeants traîtres de la social-démocratie et du stalinisme.

Les premiers pas effectués par nos sections sont encore bien petits, nos succès sont encore bien maigres et nous n'avons aucune raison de vivre dans la satisfaction béate des progrès accomplis; mais le chemin parcouru depuis bientôt deux ans, nous permet d'avoir confiance qu'à travers les difficultés encore plus grandes que nous traverserons, la Quatrième Internationale ira de l'avant et, à la pointe des combats des travailleurs, mènera ceux-ci à la victoire.



L. TROTSKY

L'industrie nationalisée et la gestion ouvrière

En 1938 quand, au Mexique, le gouvernement Cardenas expropria l'industrie pétrolière des impérialistes anglo-américains, des journaux, tels que le Daily News de New-York, attribuèrent cette décision à l'influence de L. Trotsky, qui s'y trouvait alors en exil.

Ceci était faux. Trotsky ne pouvait, en retour du droit d'asile qui lui était accordé, intervenir dans la politique mexicaine. Il dut se borner à définir sa position en général, sur l'expropriation, dans un article daté du 5 juin 1938 et publié, aux Etats-Unis, dans le Socialist Appeal, le 25 juin de cette année. On ignorait que Trotsky s'était prononcé plus complètement sur un autre aspect de l'expropriation, à savoir sur la mise sous gestion ouvrière de l'industrie pétrolière.

En avril 1946, Joseph Hansen, ex-secrétaire de L. Trotsky, rendit visite, à Mexico, à des amis de Trotsky; l'un d'eux lui dit avoir parlé toute une après-midi à Trotsky au sujet de cette expérience unique de gestion ouvrière d'une industrie expropriée dans un état capitaliste. Trotsky promit d'étudier plus à fond la question et, trois jours plus tard, lui fit remettre un court article écrit en français, non daté et non signé, mais avec des corrections manuscrites de la main de Trotsky. Le contenu de l'article ne permet aucun doute quant à l'authenticité de cet article; la camarade Natalie Trotsky en est également convaincue. Cet article a été écrit en mai ou juin 1938. Nous en donnons ci-dessous une traduction faite sur le texte anglais paru dans le numéro d'août 1946 de Fourth International.

DANS les pays industriellement arriérés, le capital étranger joue un rôle décisif. D'où la faiblesse relative de la bourgeoisie nationale par rapport au prolétariat national. Ceci crée des conditions particulières de pouvoir étatique. Le gouvernement louvoie entre le capital étranger et le capital indigène, entre la faible bourgeoisie nationale et le prolétariat relativement puissant. Ceci confère au gouvernement un caractère bonapartiste sui generis d'un caractère particulier. Il s'élève, pour ainsi dire, au-dessus des classes. En fait, il peut gouverner soit en se faisant l'instrument du capital étranger et en maintenant le prolétariat dans les chaînes

d'une dictature policière, soit en manœuvrant avec le prolétariat et en allant même si loin jusqu'à lui faire des concessions, acquérant ainsi la possibilité d'une certaine liberté vis-à-vis des capitalistes étrangers. La politique actuelle (du gouvernement mexicain — *note du traducteur*) en est au second stade; ses plus grandes conquêtes sont l'expropriation des chemins de fer et des industries pétrolières.

Ces mesures se situent entièrement dans le domaine du capitalisme d'Etat. Toutefois, dans un pays semi-colonial, le capitalisme d'Etat se trouve sous la lourde pression du capital privé étranger et de ses gouvernements, et il ne

peut se maintenir sans le soutien actif des travailleurs. C'est pourquoi, sans laisser échapper de ses mains le pouvoir réel, il tente de placer sur les organisations ouvrières une part considérable de la responsabilité pour la marche de la production dans les branches nationalisées de l'industrie.

Que doit être la politique du parti ouvrier dans ce cas? Ce serait évidemment une erreur désastreuse, une complète déception que d'affirmer que la voie vers le socialisme ne passe pas par la révolution prolétarienne, mais par la nationalisation opérée par l'Etat bourgeois de diverses branches de l'industrie et par leur transfert dans les mains des organisations ouvrières. Mais il n'est pas question de cela. Le gouvernement bourgeois lui-même a effectué la nationalisation et a été contraint de demander la participation des ouvriers dans la gestion de l'industrie nationalisée. On peut, bien entendu, esquiver la question en mentionnant le fait qu'à moins que le prolétariat s'empare du pouvoir, la participation des syndicats dans la gestion des entreprises de capitalisme d'Etat ne peut pas donner des résultats socialistes. Toutefois, une telle politique négative de la part de l'aile révolutionnaire ne serait pas comprise des masses et renforcerait les positions opportunistes. Pour les marxistes, il n'est pas question de construire le socialisme avec les mains de la bourgeoisie, mais d'utiliser les situations qui se présentent dans le capitalisme d'Etat et de faire avancer le mouvement révolutionnaire des ouvriers.

La participation à des parlements bourgeois ne peut plus donner d'importants résultats positifs; dans certaines conditions, elle peut même mener à la démoralisation des députés ouvriers. Mais ceci n'est pas, pour les révolutionnaires, un argument en faveur de l'antiparlementarisme.

Il serait inexact d'identifier la politique de participation des ouvriers dans la gestion de l'industrie nationalisée à la participation de socialistes dans un gouvernement bourgeois (ce que nous appelons *ministérielisme*). Tous les membres du gouvernement sont unis les uns aux autres par des liens de solidarité. Un parti représenté au gouvernement doit répondre pour toute la politique du gouvernement dans son ensemble. La participation à la gestion d'une certaine branche de l'industrie accorde la possibilité complète d'une opposition politique. Dans le cas où les représentants ouvriers sont en minorité dans la direction, ils ont toute possibilité de faire connaître

et de publier leurs propositions qui ont été rejetées par la majorité, de les porter à la connaissance des ouvriers, etc., etc.

La participation des syndicats à la gestion de l'industrie nationalisée peut être comparée à la participation des socialistes aux *municipalités*, où les socialistes obtiennent quelquefois une majorité et se trouvent obligés de diriger une importante administration municipale, tandis que la bourgeoisie continue de dominer l'Etat et que subsistent les lois de la propriété bourgeoise. Les réformistes, dans les municipalités, s'adaptent passivement au régime bourgeois. Les révolutionnaires dans ce domaine font tout ce qu'ils peuvent dans l'intérêt des ouvriers et en même temps enseignent aux travailleurs à chaque pas qu'une politique municipale est impuissante sans la conquête du pouvoir étatique.

A vrai dire, la différence réside en ce que, dans le domaine des municipalités, les ouvriers occupent certaines positions au moyen d'élections démocratiques, tandis que dans le domaine de l'industrie nationalisée, le gouvernement lui-même les invite à prendre certains postes. Mais cette différence a un caractère purement formel. Dans les deux cas, la bourgeoisie est obligée de céder aux ouvriers certaines sphères d'activité. Les travailleurs les utilisent dans leurs propres intérêts.

Ce serait légèreté d'esprit que de fermer les yeux aux dangers provenant d'une situation dans laquelle les syndicats jouent un rôle dirigeant dans l'industrie nationalisée. Le fondement du danger se trouve dans la connexion des hauts dirigeants syndicaux avec l'appareil du capitalisme d'Etat, la transformation des représentants mandatés du prolétariat en otages de l'Etat bourgeois. Mais si grand que ce danger puisse être, il ne constitue qu'une partie d'un danger général, plus exactement d'une maladie générale, à savoir la dégénérescence bourgeoise des appareils syndicaux à l'époque impérialiste, non seulement dans les vieilles métropoles, mais aussi dans les pays coloniaux. Les dirigeants syndicaux sont, dans l'écrasante majorité des cas, des agents *politiques* de la bourgeoisie et de son Etat. Dans l'industrie nationalisée, ils peuvent devenir et ils deviennent déjà des agents *administratifs* directs. Contre cela, il n'y a d'autre voie que la lutte pour l'indépendance du mouvement ouvrier en général, et en particulier pour la formation au sein des syndicats de solides noyaux révolutionnaires qui sont capables, tout en maintenant l'unité du mouve-

ment syndical, de lutter pour une politique de classe et pour une composition révolutionnaire des organismes dirigeants.

Un danger d'une autre sorte réside dans le fait que les banques et les autres entreprises capitalistes dont une branche, l'industrie nationalisée, dépend au point de vue économique peuvent utiliser et utiliseront des méthodes spéciales de sabotage pour placer des obstacles sur la voie de la gestion ouvrière, pour la discréditer et pour la mener au désastre. Les dirigeants réformistes essayeront d'esquiver ce danger par une adaptation servile aux exigences de leurs fournisseurs capitalistes, en particulier des banques. Les dirigeants révolutionnaires, au contraire, tireront du sabotage des banques la conclusion qu'il est nécessaire d'exproprier les banques et d'établir une *seule banque nationale* qui serait le centre comptable de toute l'économie. Bien entendu, cette question doit être indissolublement liée à la question de la *conquête du pouvoir par la classe ouvrière*.

Les diverses entreprises capitalistes, nationales et étrangères, comploteront inévitablement avec les institutions étatiques en vue de placer des obstacles sur la voie de la gestion ouvrière de l'industrie nationalisée. D'autre part, les organisations ouvrières qui participent à la gestion des diverses branches de l'industrie nationalisée doivent s'unir pour échanger leurs expériences, elles doivent se soutenir économiquement, elles doivent agir en unissant leurs forces sur le gouvernement,

sur les conditions de crédit, etc. Evidemment, un tel bureau central de la gestion ouvrière des branches nationalisées de l'industrie doit être en contact étroit avec les syndicats.

En résumé, on peut dire que ce nouveau domaine de travail renferme à la fois les plus grandes possibilités et les plus grands dangers. Les dangers consistent dans le fait que, par l'intermédiaire de syndicats contrôlés, le capitalisme d'Etat peut tenir en échec les ouvriers, les exploiter cruellement et paralyser leur résistance. Les possibilités révolutionnaires consistent dans le fait que, se basant sur leurs positions dans des branches exceptionnellement importantes de l'industrie, les ouvriers peuvent mener l'attaque contre toutes les forces du capital et contre l'Etat bourgeois. Laquelle de ces possibilités l'emportera? Et dans combien de temps? Il est naturellement impossible de faire des prédictions. Cela dépend entièrement de la lutte des diverses tendances au sein de la classe ouvrière, de l'expérience des ouvriers eux-mêmes, de la situation mondiale. En tous cas, pour utiliser cette nouvelle forme d'activité dans les intérêts de la classe ouvrière et non de l'aristocratie et de la bourgeoisie ouvrières, il ne faut qu'une condition : l'existence d'un parti révolutionnaire qui étudie soigneusement chaque forme d'activité ouvrière, critique toute déviation, éduque et organise les ouvriers, gagne de l'influence dans les syndicats et assure une représentation ouvrière révolutionnaire dans l'industrie nationalisée.

Le quatrième plan quinquennal

et la

crise dans l'économie soviétique

L'article ci-dessous a paru dans le numéro de septembre 1946 de Fourth International, la revue théorique des trotskystes américains. Nos lecteurs pourront constater que les dangers signalés dans cet article ont été récemment confirmés par les nouvelles qui parviennent de l'Union Soviétique, et notamment par ces décrets visant les tendances pro-capitalistes dans les fermes collectives.

UN an auparavant, en août 1945, le Kremlin annonçait avec vanité la reprise de la planification; le quatrième plan quinquennal était prévu pour commencer en janvier 1946 et finir le 31 décembre 1950. Cependant, c'est seulement sept mois plus tard, le 18 mars 1946, que le quatrième plan quinquennal fut promulgué légalement à la première session du Soviet suprême. Presque simultanément, on fut informé d'une nouvelle épuration s'effectuant dans chaque sphère de l'économie, de la vie sociale et culturelle soviétique.

Cette épuration est en elle-même la preuve que l'économie se développe dans les affres d'une profonde crise. Cette crise n'a évidemment pas été atténuée, mais au contraire énormément avivée par la guerre. Loin d'être capable de diriger la progression économique et culturelle du pays de façon plus efficace et plus aisée que dans la période d'avant-guerre, le régime de

Staline s'avère comme un obstacle toujours croissant au futur développement soviétique.

Quoique une année se soit écoulée depuis l'annonce du plus récent plan, on n'a pas rendu publics les chiffres fixés comme objectifs pour l'année courante. Le Kremlin adopta cette pratique du secret en 1939 et entend visiblement la continuer. Mais nous avons les « chiffres de contrôle » généraux pour l'année 1950, c'est-à-dire pour la dernière année du plan et ils sont extrêmement suggestifs.

Nous pouvons obtenir un tableau très imagé des conditions de l'économie soviétique aujourd'hui en juxtaposant les « chiffres de contrôle » de 1950 avec ceux prévus pour 1942 — la fin du troisième plan quinquennal, et avec la prétendue production telle qu'annoncée en 1940, c'est-à-dire immédiatement avant le déclenchement de la guerre.

	Prétendue production en 1940	Troisième plan quinquennal Chiffres de contrôle en millions de tonnes	Plan de 1950 Chiffres de contrôle
Fonte brute	15,0	22,0	19,5
Acier	18,3	28,0	25,4
Produits laminés	15,0	21,0	17,8
Charbon	166,0	243,0	250,0
Pétrole	31,0	48,5	35,4

Ainsi que le montre le tableau ci-dessus, c'est seulement dans l'industrie charbonnière que le nouveau plan lui-même prétend fixer des objectifs supérieurs aux niveaux d'avant-guerre. Il va sans dire qu'aujourd'hui l'industrie charbonnière ne produit rien qui soit près du chiffre de 1950. Les chiffres comparatifs pour la fonte brute, l'acier et l'acier laminé apportent une preuve décisive des dévastations amenées par la guerre aux branches clefs de l'industrie soviétique et du fait qu'en dépit de tout le pillage et de tout le saccage dans les régions occupées par l'Armée Rouge, l'économie soviétique reste dans une situation extrêmement critique. Les chiffres des objectifs pour 1950, dans ces industries-clefs, sont bien en-dessous des chiffres de 1942 et pas trop au-dessus des objectifs du second plan quinquennal, les chiffres de 1937.

Quel commentaire froudroyant du programme stalinien de construction du socialisme « dans un seul pays », sans parler de la dernière vantardise éhontée de « l'entrée dans le communisme ».

Dans la période du second plan quinquennal, l'industrie soviétique se développa à un taux annuel moyen de 16,5 %. Si l'oligarchie du Kremlin était capable de réaliser la reconstruction soviétique à ces rythmes antérieurement atteints, les chiffres de 1950 seraient presque le double des objectifs réels. Mais les rythmes de 1937 ne furent plus jamais atteints. Pour le troisième plan quinquennal, le taux annuel d'accroissement fut brutalement réduit à 11 %. Mais il fut même impossible d'atteindre ces objectifs beaucoup plus bas. Ce que l'oligarchie stalinienne peut aujourd'hui espérer de mieux dans le domaine de l'industrie lourde, c'est de la ramener, en 1950, aux environs de ce qu'elle était en 1937, à la fin du second plan quinquennal.

En ce qui concerne l'industrie pétrolière, les chiffres de comparaison témoignent d'une situation de crise aiguë. Les chiffres de 1950 sont bien au-dessous des niveaux fixés tant pour 1937 (46,8 millions de tonnes) que pour 1942 (48,5 millions de tonnes), niveaux qui ne furent ni l'un ni l'autre atteints. On a maintenant la confirmation officielle que la reconstruction du bassin houiller du Donetz ne sera pas achevée avant 1949 et que la production de pétrole dans la région de Bakou est tombée aux environs de la moitié de son volume d'avant-guerre. Ceci en partie explique les intrigues du Kremlin en Iran et son anxiété pour s'as-

surer quelques-unes des ressources pétrolières du Proche-Orient.

Toutes les autres branches de la vie économique se trouvent littéralement en état de crise. La bureaucratie n'a d'autres espoirs que de restaurer simplement le système des transports soviétiques à des niveaux atteints plusieurs années auparavant. L'objectif établi pour le chargement quotidien en marchandises — pour 1950! — est un chiffre de 115.000 contre le chiffre de 1941 de 103.000 wagons de marchandises. La nouvelle longueur de lignes qui est de 8.200 km., est inférieure à celles posées au cours des plans précédents.

Il existe la preuve intrinsèque que le Kremlin lui-même sait que même ces objectifs, extrêmement modestes, ne peuvent pas être atteints et ne le seront pas. Les chemins de fer ne peuvent fonctionner sans locomotives. Le propre chiffre officiel de Moscou, relatif aux locomotives détruites pendant la guerre, est de 15.800. Pourtant le chiffre de production de locomotives pour 1950 n'est fixé qu'à 2.200. (Le plan de 1937 prévoyait 2.800 locomotives par an.) Mais même avec ce chiffre, les chemins de fer soviétiques seraient encore, en 1950, à court de 5.000 locomotives. En fait, le Kremlin s'attend à une beaucoup plus grande disette. Voici une citation de la loi régissant le quatrième plan quinquennal :

« Le matériel roulant sera accru par addition de 6.165 locomotives à vapeur pour grande distance, 555 locomotives électriques pour grande distance, 865 locomotives Diesel pour grande distance, 472.500 wagons de marchandises (en termes de wagons à deux essieux) et 6.000 voitures de voyageurs. (« Supplément spécial pour le quatrième plan quinquennal », Bulletin d'Information de l'Ambassade soviétique aux U.S.A., juin 1946). »

Les additions essentielles aux chemins de fer soviétiques se ramènent donc à 7.585 locomotives pour grande distance. Les chemins de fer soviétiques si étendus recevront, dans le meilleur des cas, moins de la moitié des locomotives détruites pendant la guerre.

La situation n'est pas moins grave quant au matériel roulant. Le passage ci-dessus mentionné parle d'une « addition » envisagée de 472.500 wagons de marchandises, en face d'une destruction de guerre officiellement reconnue de 428.000 wagons de marchandises.

La sérieuse crise de l'industrie soviétique est doublée d'une façon beaucoup plus aggravée par la crise dans l'agriculture. La production de blés — pour 1950! — est calculée suivant une récolte moyenne de 12 quintaux par hectare seulement. Cette production est non seulement bien inférieure à celle des pays capitalistes avancés; elle est également bien inférieure aux niveaux auxquels la machine et les stations de tracteurs sont capables de couvrir les frais. Selon les meilleurs chiffres disponibles, l'agriculture mécanisée demande pour couvrir ses frais des récoltes de 20 à 22 quintaux par hectare. Ces bas rendements persistants signifient que l'Etat doit continuer à verser des milliards en subsides, qui se traduisent dans le prix élevé de la farine et du pain.

Bien plus, l'agriculture soviétique, comme on le sait, dépend d'un équipement mécanisé. Des centaines de milliers de tracteurs, de combinés et d'autres machines agricoles ont été détruits pendant la guerre. La loi en cours promet que l'on fournira aux fermes collectives « pas moins de 325.000 tracteurs ». Mais, en attendant, le plan fixe une production annuelle (en 1950) de 112.000 tracteurs. On peut voir ce que ce futur taux de production signifie par comparaison avec le second plan quinquennal (1937). A cette époque on calcula que l'on ne pouvait faire face aux besoins des fermes collectives avec moins de 195.000 tracteurs par an. On ne peut échapper à la conclusion que, dans les meilleures conditions, le pain, aliment principal des masses, continuera non seulement à être rare, mais sera aussi cher dans la prochaine période immédiate.

Dans ces circonstances il est hors de question pour l'agriculture soviétique d'atteindre une productivité de 12 quintaux par hectare, un niveau jamais atteint jusqu'alors. La prétention selon laquelle en 1950 la récolte annuelle sera « accrue de 27 % au-dessus du chiffre de 1940 » n'est rien moins que fantastique.

Outre la nourriture, la production de moyens de consommation affecte les masses de la manière la plus vitale et la plus directe. Dans tous les plans quinquennaux précédents, les masses avaient eu à porter un fardeau intolérable à cause de l'accent mis sur la fabrication de produits de l'industrie lourde. La loi du quatrième plan quinquennal est volontairement vague et trompeuse sur ce point. Outre une promesse selon laquelle « le rationnement du pain, de farine, de céréales et

de macaroni (et pas de lait, de graisses, de viandes et d'autres aliments de base) serait abolie à l'automne 1946 », le Kremlin n'a que ceci à dire relativement à la production des moyens de consommation :

La production et la vente à la population de produits alimentaires de qualité élevée, de tissus, de vêtements et de chaussures seront étendues.

Ceci apparaît être un mensonge complet. Même en 1950, les masses soviétiques ne recevront pas la quantité (pour ne rien dire de la qualité) de moyens de consommation qu'elles recevaient aussi loin qu'en 1937, vers la fin du second plan quinquennal. Ceci peut être prouvé par les « chiffres de contrôle » de 1950. Une analyse de deux articles essentiels, les tissus de coton et les chaussures, suffira.

Tissus de coton et chaussures

Le plan de 1937 prévoyait 5.100 millions de mètres de tissus de coton. Tout ce que le Kremlin est maintenant capable d'offrir (sur le papier) est un maximum de 4.686 millions de mètres dans cinq ans. Voici la répartition officielle pour les diverses Républiques soviétiques :

Chiffres de contrôle de la production de coton en 1950

(en millions de mètres)

République fédérative soviétique Russe	4.185,50
République fédérative soviétique Usbek	160,90
République fédérative soviétique Kazak	19,10
République fédérative soviétique Azerbadjan	57,25
République fédérative soviétique Latvienne	25,00
République fédérative soviétique Kirghiz	0,69
République fédérative soviétique Tadjik	17,80
République fédérative soviétique Arménienne	44,80
République fédérative soviétique Turkmène	22,00
République fédérative soviétique Estonienne	121,40
Total	4.654,44

On observera que ce total se trouve être inférieur d'environ une trentaine de millions de mètres du « chiffre de contrôle » général. De telles fraudes secondaires ne sont pas du tout rares dans le système généralement falsifié des statistiques staliniennes. On notera également qu'on a omis de la liste six des seize Républiques fédérées (Ukraine, Russie blanche, Géorgie, Lithuanie, Moldavie et Finno-Carélie). La production dans ces régions est si insignifiante que les auteurs du plan qui inscrivent soigneusement la production infinitésimale projetée des Kirghizes, ne se donne même pas le soin de la spécifier.

En ce qui concerne les chaussures, les statisticiens du Kremlin ont même été encore plus négligents. La différence entre les « chiffres de contrôle » de 1950 de 240 millions de paires et la répartition de la production par république s'élève à environ 50 millions de paires, soit 20 %. Voici la répartition :

CHAUSSURES

Chiffres de contrôle de 1950

(en millions de paires)

République socialiste soviétique fédérative de Russie..	156,30
République socialiste soviétique fédérative de Uzbek...	6,15
République socialiste soviétique fédérative de Kazak...	6,80
République socialiste soviétique fédérative de Géorgie..	9,50
République socialiste soviétique fédérative d'Azerbadjan	5,15
République socialiste soviétique fédérative de Moldavie	1,45
République socialiste soviétique fédérative de Lettonie	1,66
République socialiste soviétique fédérative de Kirghiz..	0,92
République socialiste soviétique fédérative de Tajik....	1,37
République socialiste soviétique fédérative d'Arménie..	2,55
République socialiste soviétique fédérative de Turkmène	1,47
Total.....	193,32

De ce total, seule la production pour la République russe est désignée comme chaussure de cuir, soit 156 millions de paires. Le plan de 1937 prévoyait 180 millions de paires de chaussures de cuir. Les masses soviétiques ont à attendre cinq années rien que pour avoir la possibilité d'obtenir moins d'une paire de chaussures par tête et par an.

En somme, les chiffres pour les tissus de coton, ainsi que pour les tissus de laine, et autres produits de consommation sont inférieurs aux chiffres correspondants non seulement pour le troisième mais aussi pour le second plan quinquennal. Sans aucun doute le Kremlin vise à obtenir des quantités supplémentaires de moyens de consommation de la zone qu'il occupe. Mais les demandes et les besoins pour restaurer l'industrie soviétique sont si immenses et les buts envisagés si bas par comparaison — que la réalisation même du plan ainsi que l'organisation des relations commerciales avec les régions occupées sont nettement mises en doute.

La loi du quatrième plan quinquennal déclare que « le nombre des ouvriers manuels et intellectuels engagés dans les industries nationales de l'U.R.S.S. en 1950 est prévu à 33 millions 500.000 personnes ». Un chiffre officiel antérieur de la force de travail, celui de 1938, au début du troisième plan quinquennal, était de 27.800.000. Ainsi, selon la comptabilité du Kremlin lui-même, il faudra un supplément de 5.700.000 ouvriers pour maintenir la production aux mêmes niveaux ou même à des niveaux inférieurs à ceux obtenus avant la guerre avec une force moindre.

Comment expliquer cela ? Premièrement, il est reconnu officiellement qu'il s'est produit une grande baisse dans la productivité du travail. Cette baisse affecte à la fois l'industrie lourde et l'industrie légère. Il est tout à fait courant de trouver dans la presse de Moscou des déclarations telles que celle-ci prise dans un éditorial de la *Pravda* (31 mai) :

Les travailleurs dans l'industrie légère font face à des difficultés gigantesques afin d'atteindre la productivité d'avant-guerre et rétablir le réassortiment d'avant-guerre des produits (souligné par nous).

Il est impossible de déterminer l'étendue complète de ce déclin, car c'est un des secrets les plus soigneusement gardés au Kremlin.

Deuxièmement, le programme du quatrième plan quinquennal pour l'industrie lourde comporte une concentration beaucoup plus grande que dans les deux plans précédents sur la mécanique, avec insistance particulière sur l'accroissement de la production de machines-outils et d'équipement de base. Ici encore on voit clairement combien l'industrie soviétique a été terriblement ravagée par la guerre. Des entreprises immenses ont été détruites et l'usure générale de l'industrie fut si énorme que des millions et des millions d'ouvriers soviétiques sont une fois de plus forcés de reconstruire une grande partie de l'équipement en capital qu'ils avaient construit antérieurement au prix de sacrifices inouis.

Un fait d'une importance également grande est que la bureaucratie n'a pas d'espoir d'obtenir cet afflux de main-d'œuvre dans l'industrie par les canaux normaux, en attirant dans les villes un nombre croissant de paysans au moyen de meilleures conditions de travail et de standards de vie plus élevés dans l'industrie que dans l'agriculture.

Par exemple, le 20 avril, *La Pravda* rapporte que les usines de textile dans la ville d'Ivanovo souffraient du manque de main-d'œuvre; les métiers ne fonctionnaient pas; la direction ne pouvait obtenir d'aide. Voici le commentaire de la *Pravda* :

Ce qui est particulièrement en cause, c'est la question d'organiser une école du type FZO attachée à l'usine. A son défaut, l'usine ne sera pas capable de renouveler ses cadres d'ouvriers qualifiés (souligné par nous).

Les « élèves » qui vont à de telles « écoles FZO » sont des filles et des garçons, de 14 ans et au-dessus, conscris pour le travail des enfants. Selon les chiffres officiels (*Pravda*, 5 juillet) ces enfants fourniront dans la période prochaine la force de travail suivante :

Ouvriers métallurgistes ..	1.860.000
Mines (charbon et minerai)	545.000
Métallurgie	150.000
Transport	500.000
Construction	1.285.000
Total.....	4.340.000

Cette main-d'œuvre enfantine est à présent enrégimentée au taux d'environ 500.000 par an. En 1950 le taux

sera élevé à 1.200.000 par an, soit virtuellement la force additionnelle requise. Cet aspect du plan est considéré avec tant d'importance que l'on a établi de façon permanente un ministère spécial, le Ministère des réserves du travail.

Croissance de la bureaucratie

Le problème de la main-d'œuvre en Union Soviétique fut rendu aigu tant dans l'industrie que dans l'agriculture par le déclin de la productivité du travail et par le nombre énorme des victimes de guerre civiles et militaires. Il fut en outre aggravé par un autre facteur que l'on vient juste de « découvrir » dans la presse officielle russe. Le voici : la vie économique fléchit sous l'expansion pendant la guerre — et jusque-là encore inconnue — de la bureaucratie. Celle-ci a non seulement énormément accru ses privilèges et son pouvoir, mais elle s'est immensément accrue en nombre. En plus de l'énorme nouvelle caste militaire, il y a un appareil de police considérablement élargi, en particulier la police secrète ou Guépéou dont les troupes spécialement instruites (et très privilégiées) ont été multipliées par six, passant de 250.000 à environ 1.500.000. Parallèlement à cet appareil gonflé de répression, il y a les hordes d'« administrateurs » et de « techniciens » dans les états-majors civils.

L'énorme croissance du temps de guerre de la bureaucratie se reflète dans l'accroissement des effectifs du parti russe qui passent de 1,4 million dans les jours d'avant-guerre à plus de 5 millions. Elle trouve également son expression dans une proportion plus élevée de fonctionnaires par rapport aux ouvriers. Ainsi une proportion d'un « administrateur » pour cinq ou six ouvriers n'est pas du tout rare. La proportion d'avant-guerre était légèrement inférieure à 1/10. Mais ceci était considéré comme trop élevé à l'époque. Dans les derniers mois, la *Pravda* a cité des cas de proportion égale à 1/3. Et à une récente session du Soviet suprême de la République russe on exposa des conditions beaucoup plus scandaleuses. Le député N. M. Vassiliev, ministre du Contrôle étatique, cita le cas d'une savonnerie employant six ouvriers tout en maintenant un appareil administratif et technique de quinze personnes; une autre usine de quatre ouvriers avait six administrateurs. Le ministre Vassiliev ajouta alors :

On permet aux choses d'aller si loin que, pour le maintien d'un appareil administratif, certaines entreprises dépensent des sommes plusieurs fois supérieures à la valeur de leur production totale. Par exemple, le Volo-chayevsk promkombinat a une production valant 4.000 roubles et paye en salaires à l'appareil administratif 10.700 roubles.

Ces remarques plutôt révélatrices, selon la *Pravda*, exposant la « prodigalité inadmissible de certains dirigeants de l'économie, prodigalité qui s'exprime en personnel illégalement nombreux, en dépenses improductives, en arrangements de toute sorte de *vecherinkas* (soirées) et banquets, en paiements de primes illégales ». Parmi les industries mentionnées se trouvaient le bois, les textiles, la viande et le lait. Les directeurs de cette dernière étaient accusés d'avoir gaspillé de cette façon 45 millions de roubles dans l'année passée.

« Gaspilleurs et fraudeurs »

Ce qui précède est une partie d'une campagne nationale « exposant » les « gaspilleurs et les fraudeurs ». Pour n'en citer que quelques-uns : dans la République Kirghize les dirigeants de cinq firmes de construction ont été accusés d'avoir gaspillé 2.664.000 roubles (*Pravda*, 30 mai). Dans la région d'Astrakhan on dressa des accusations de fraude de propriété de fermes collectives contre le « secrétaire-adjoint du Comité régional Korchunov, contre le secrétaire du personnel du Comité régional Permyakov; le Président du Comité exécutif régional Malyavin, et le Procureur régional Chascheschnikov » (*Pravda*, 4 juillet). Le trust du poisson de la Volga-Caspienne a été accusé de frauder 130.000 quintaux de poisson « seulement pour l'année dernière » (*idem*). « Le comité provincial du parti n'a aucune raison quelconque d'être surpris des faits de dégénérescence morale et d'actes criminels de la part de dirigeants ouvriers dans la région de Krasnoyarsk qui ont été maintenant retirés de leurs postes et déferés à la justice. Dès 1944 il y avait des cas de détournement de biens de fermes collectives » (*idem*).

De tels cas se multiplient en progression géométrique. La *Pravda* a un langage de plus en plus féroce. Par cette plus récente épuration, le Kremlin espère répéter avec succès ses exploits passés, en fournissant des

boucs émissaires acceptables pour sa propre mauvaise gestion, en particulier pour les disettes intolérables et les épouvantables conditions de vie et de travail.

Si grave que soit la situation dans l'industrie et dans les transports, elle est au bord de la catastrophe dans deux autres domaines, la finance et l'agriculture. Des processus d'inflation avaient commencé même avant la guerre; mais la guerre a complètement ébranlé la structure fiscale du pays. Ce n'est pas pour rien que les auteurs du quatrième plan quinquennal parlent en termes de « prix de 1926-1927 ». Le rouble est aujourd'hui une quantité purement imaginaire. Il faudra plusieurs années et de nombreuses convulsions avant que la devise du pays soit à nouveau stabilisée.

La situation chaotique de l'industrie soviétique en général et de son système fiscal en particulier est révélée de la façon la plus crue dans les chiffres généraux pour le budget du nouveau plan. Là les différences et falsifications atteignent des proportions véritablement fantastiques.

Le texte de la loi du plan affirme que le « volume total de la production de l'U.R.S.S. dans son entier en 1950 » s'élèvera à « 205 milliards de roubles (en prix de 1926-27) ». Ceci représenterait, paraît-il, « un accroissement de production industrielle de 48 % comparé à l'année d'avant-guerre 1940 ».

Les auteurs du plan projettent en outre un revenu annuel de « 177 milliards de roubles » qui représente, paraît-il, un accroissement de « 30 % au-dessus du niveau d'avant-guerre ».

Sur la base de ces « estimations », des gens non habitués aux méthodes statistiques stalinienne en sont venus à la conclusion que l'Union soviétique est sur le point non seulement de rétablir ses niveaux d'avant-guerre, mais de les dépasser rapidement. Comment le revenu national pourrait-il être augmenté de 51,5 milliards de roubles par rapport à 1940, lorsque le revenu national était porté à 125,5 milliards de roubles sur la base de niveaux de production inférieurs?

Les jongleurs du Kremlin tentent de tourner cette difficulté en accomplissant des exploits à perdre le souffle dans le domaine des salaires. Ils sont très explicites quand ils demandent aux ouvriers un accroissement de productivité dans l'industrie de 36 % et de 40 % dans la construc-

tion « en comparaison des niveaux d'avant-guerre ». En revanche, tout en esquivant soigneusement la question des heures de travail, des conditions, des taux de salaires, etc..., ils promettent des salaires annuels moyens de « 6.000 roubles, ce qui est considérablement au-dessus de 1940 ». Ils évaluent le total des salaires payés en 1950 à la somme formidable de 25,3 milliards de roubles. Nous voici à la première différence — une petite affaire de 51,3 milliards de roubles (une force de travail totale de 35,5 millions à une moyenne de 6.000 roubles ferait un total de salaires de 201 milliards de roubles).

Mais cet accroissement inexplicable de 25 % dans les chiffres de salaires n'épuise pas la générosité du Kremlin. Les auteurs du plan promettent que l'industrie soviétique et les institutions d'état *contribueront* en plus, « dans la période 1946-50, un total de 61,6 milliards de roubles », soit environ de 12 milliards de roubles par an pour les assurances sociales, etc... Ainsi, un total de 264,3 milliards de roubles sera payé aux ouvriers en 1950. La question s'impose littéralement au lecteur : comment une industrie, dont la production brute sera de 205 milliards de roubles en 1950, pourra-t-elle payer, en salaires et en assurances sociales seulement, plus de 264 milliards de roubles ? Sur cette base, comment l'industrie pourra-t-elle payer un profit quelconque à l'état qui dépend de ces profits comme principale source de revenu ? Et d'où viendra le capital pour les réinvestissements nécessaires dans l'industrie et pour une expansion ?

Le montant annuel des salaires ne colle ni avec la production brute projetée, ni avec le revenu national estimé. Il ne concorde qu'avec le besoin urgent du Kremlin de jeter de la poudre aux yeux de ses propres masses profondément mécontentes et de jeter un voile statistique sur la grave crise qui ébranle l'économie soviétique.

La situation agraire

Dans l'agriculture, la situation peut se résumer comme suit. En 1940, les fermes collectives disposaient de 523.000 tracteurs, de 182.000 moisonneuses-combinées, et d'une énorme quantité d'autre équipement. Les pertes officielles de guerre s'établissent à 137.000 tracteurs, 49.000 com-

binés et plus de 5 millions de charrettes, de herses et autres instruments aratoires. En outre, « les machines travaillant dans les régions de l'arrière furent usées plus rapidement en raison de l'absence de cadres instruits et de pièces séparées » (*Information Bulletin*, Ambassade soviétique aux Etats-Unis, 16 mai).

L'ampleur de la disette en « cadres instruits » peut être mesurée par le fait que la loi du quatrième plan propose (en face de la disette de main-d'œuvre aiguë existante) de fournir à l'agriculture 2.300.000 opérateurs de tracteurs et de combinés et « autres ouvriers qualifiés ».

La récolte courante commença tôt en juillet. Les récoltes avaient antérieurement souffert de la sécheresse. Mais les machines et instruments disponibles sont toujours non réparés ou immobilisés par manque de combustible. Ainsi dans la province de Poltava, quoique la moisson ait déjà été commencée, 40 % des combinés ne sont pas encore réparés. Dans les régions de Krasnodarsk et de Stravropol, beaucoup de machines « sont encore à l'atelier de réparation, bien que les entreprises collectives aient commencé la moisson quelques jours auparavant ». Dans les provinces de Saratov et de Koubuyshev, « la moitié des combinés doit encore être réparée ». La *Pravda* du 6 juillet, qui relate tout cela, avertit :

Un autre délai dans la réparation des combinés peut conduire à de graves résultats.

Autrement dit, les récoltes, déjà fortement réduites, peuvent être perdues par des échecs dans la moisson.

Mais la *Pravda* même n'a que peu d'illusions au sujet d'une amélioration en temps opportun dans la situation, car l'éditorial du même numéro exige l'emploi de « toutes les machines ordinaires pour la moisson et de tout l'équipement manuel ».

Il ne faut pas oublier, poursuit l'éditorial, que dans de nombreuses régions, le gros des blés est moissonné avec des faux et des faucilles. Pour cette raison, la préparation de simples moissonneuses est une tâche de non moindre importance que la réparation de combinés.

Mais il se trouve qu'il y a également une disette grave de ces « simples machines ».

Néo-bourgeoisie rurale

Mais il y a même une menace plus sérieuse au système des fermes collectives et, par conséquent, à la fourniture de blé à la population urbaine. Le recul de la mécanisation, le manque de main-d'œuvre, la rareté des produits manufacturés ont considérablement renforcé les tendances centrifuges au sein des fermes collectives. Les autorités sont inquiètes de ce que les paysans, notamment les éléments agrariens néo-bourgeois (les « fermiers collectifs millionnaires ») conservent le blé. Les colonnes de la presse moscovite sont remplies d'avertissement sur avertissement que la plus stricte comptabilité doit être tenue et que « la garde la plus stricte établie sur le blé des fermes collectives à travers toutes les étapes de la moisson, tout le long des routes, depuis les champs jusqu'aux granges d'Etat, aux coffres des fermes collectives (Pravda, 6 juillet).

Le même numéro relate que dans deux régions (Dnepopetrov et Krasnodarsk), les livraisons de blé furent refusées aux granges d'Etat et avertit sinistrement :

On ne peut considérer ces faits autrement que comme des pratiques antisoviétiques dont le but est de ruiner les livraisons de graines.

Les conditions critiques semblables dominent l'élevage du bétail. Le cheptel soviétique ne se releva jamais complètement des excès de la « collectivisation à 100 % » provoquée par Staline (laquelle mena à une destruction massive du bétail par les paysans) et il fut en outre appauvri par la guerre. Une comparaison des chiffres pour 1929, pour l'année 1945 et les objectifs prévus de 1950 du quatrième plan quinquennal révèle la situation grave dans ce secteur :

Années	(en millions)			
	Che- voux	Bêtes à cornes	Chèvres et mout.	Porcs
1929 ...	34,6	67,1	147,0	20,4
1945 ...	10,5	47	69,4	10,4
1950 ...	15,3	65,3	121,5	31,2

Pendant que le Kremlin brosse un tableau pas trop encourageant de l'avenir, le bétail meurt par manque d'alimentation ou est abattu pour la viande. Telle est la situation relatée dans la Pravda du 15 juin pour la

région de Buriat-Mongolie, une des plus importantes régions d'élevage. En outre, on cite de nombreux cas de grandes différences entre les chiffres officiels et le nombre réel d'animaux sur les fermes collectives. « Où est la garantie que des conditions semblables n'existent pas dans d'autres régions ? » demande la Pravda.

Les mêmes forces qui sapent les livraisons de blés se manifestent également dans l'élevage du bétail. Ceci est prouvé par le rapport suivant de la région de l'Altaï, une des plus grandes régions d'élevage du pays :

Ici, l'élevage est affermé à divers organismes agricoles. D'autres faits le confirment également : La production de lait se développe médiocrement dans la région; un certain nombre de fermes collectives permettent un grand déclin du bétail et l'aliénation des veaux (Pravda, 5 juillet).

Les paysans refusent de ramasser le foin. Une pratique courante dans les fermes est de vendre le foin qui est ramassé par des étrangers, dans la plupart des cas par les gros bonnets locaux. Que font les fermiers collectifs pendant ce temps ? La réponse est fournie par un rapport de la région de Vorochilovsk :

Nombre d'entre eux sont occupés sur leurs propres parcelles (occupées) de terre. Ils ont préparé depuis longtemps le foin pour leur propre bétail. D'autres fermiers collectifs dépendent leur temps sur les marchés de Stravopol'sk (Pravda, 6 juillet).

Le rapport conclut par ce commentaire édifiant :

Il est triste à dire que l'on peut observer des choses semblables non seulement dans la région de Vorochilovsk, mais ailleurs également.

Pour y remédier, le Kremlin a pris un décret spécial offrant des encouragements spéciaux pour la récolte du foin. En plus de sa paye régulière, chaque paysan recevra 10 % de ce qu'il récoltera. Pour chaque hectare au-dessus de 40, il recevra en supplément 20 kilos de foin ou, s'il préfère, des quantités équivalentes en pommes de terre et en légumes. Mais jusqu'à présent, il n'y a pas eu d'amélioration sensible. Il est encore beaucoup plus profitable pour le paysan de s'occuper de sa propre terre ou de son bétail ou de « dépenser son temps » sur les marchés. Les plus grandes difficultés sont dans l'avenir et non dans

le passé. La *Pravda* reconnaît tout à fait franchement, dans son éditorial du 5 juillet, que la crise atteindra son point culminant vers la dernière partie de cette année. Elle dit :

Voici les mois décisifs de lutte pour le plan. De cette lutte, dépend le succès pour toute l'année et par conséquent le succès de tout le plan quinquennal.

Ainsi l'oligarchie du Kremlin, malgré sa politique de pillage et de

rapine en Europe et en Asie, se trouve à nouveau aux prises avec une grande crise dans tous les domaines de l'économie soviétique. Le lancement d'une épuration de masse simultanément au lancement du nouveau plan est un rappel sinistre que l'économie soviétique, sous la direction de Staline, est condamnée à un état permanent de convulsions et de crises. Quoi qu'elle fasse, la clique du Kremlin ne peut atteindre la stabilité. Son régime reste aussi ébranlé, ses cercles dirigeants aussi apeurés que dans les jours les plus critiques de 1929.

« Quel régime social correspond au contrôle ouvrier de la production? Il est clair que le pouvoir n'est pas encore aux mains du prolétariat; car, dans ce cas, nous aurions non pas le contrôle ouvrier sur la production, mais le contrôle de l'Etat ouvrier sur la production comme introduction au régime de la production étatique sur la base de la nationalisation. Nous ne parlons ici que du contrôle ouvrier sous le régime capitaliste et le pouvoir de la bourgeoisie. Or, la bourgeoisie qui se sent bien en elle ne permettra jamais la dualité du pouvoir dans ses entreprises. Le contrôle ouvrier n'est donc réalisable qu'à la condition d'un changement brutal du rapport des forces au désavantage de la bourgeoisie et de son Etat. Le contrôle ne peut être imposé que par force à la bourgeoisie par le prolétariat, qui est en voie de lui arracher le pouvoir, et par là même la propriété des moyens de production. Ainsi le régime de contrôle ouvrier est provisoire, transitoire, par son essence même, et ne pouvant que correspondre à la période de l'ébranlement de l'Etat bourgeois, de l'offensive du prolétariat, de la retraite de la bourgeoisie, c'est-à-dire à la période de la révolution prolétarienne comprise dans le sens le plus large du mot. »

L. TROTSKY (20 août 1931).

Le Proche-Orient au carrefour^(*)

II. Le rôle du sionisme

Selon le nombre des révoltes opposant telle communauté à telle autre, on peut déterminer le nombre de jours qu'il reste à vivre à l'impérialisme et à ses agents dans une colonie.

Pendant des décades, l'impérialisme français a provoqué de sérieuses frictions entre les chrétiens et les musulmans en Syrie et au Liban, et l'impérialisme britannique entre les musulmans et les coptes en Egypte et les Arabes et les Assyriens en Irak. Pour cette raison, le sionisme fut soutenu en Palestine comme une force contre le mouvement national arabe.

A la fin de la deuxième guerre mondiale, cependant, les problèmes auxquels l'impérialisme anglais avait à faire face deviennent infiniment plus difficiles. D'un côté l'Angleterre a intérêt à écarter la France de la Syrie et du Liban et par là même ne peut accepter aisément les frictions entre musulmans et chrétiens, étant donné que cela ne ferait qu'aider à renforcer la position de la France qui s'appuie sur la minorité chrétienne. D'un autre côté l'Angleterre a intérêt à poser des blocs solides sur la voie de la pénétration américaine dans le Moyen-Orient, et par là ne peut voir favorablement les conflits entre dirigeants arabes « indépendants » et Etats arabes « indépendants », car elle a intérêt à bâtir un front uni de rois et de ministres réactionnaires ; de là est sortie la Ligue Arabe.

De plus, la tentative de l'impérialisme de provoquer des conflits entre les Musulmans et les Coptes en Egypte échoua tristement (pour des raisons que nous ne pouvons traiter ici). Et étant donné que l'Egypte est le chaînon

le plus faible de la chaîne impérialiste dans le Moyen-Orient, car les antagonismes sociaux y sont les plus profonds, les difficultés pour l'impérialisme britannique de détourner l'attention des masses vers des buts chauvins y sont très grandes. L'impérialisme britannique doit alors résoudre un problème très grave : comment maintenir une unité de tous les pays arabes — unité dont les buts et les limites sont déterminés bien entendu par l'Angleterre — et maintenir la paix entre les diverses communautés du peuple arabe d'une part, et de l'autre continuer sa politique du « diviser pour régner » dans sa forme la plus achevée.

Ici l'impérialisme se souvient d'une arme qu'il a utilisée pendant plus de vingt ans pour soumettre la population de l'un des pays arabes et qu'on espère utiliser maintenant à des fins beaucoup plus importantes : le sionisme. Le sionisme occupe une place spéciale dans les défenses impérialistes. Il joue un rôle double : d'abord directement, comme un pilier important de l'impérialisme, donnant son soutien actif et s'opposant à la lutte libératrice de la nation arabe, et ensuite en tant que valet passif derrière lequel l'impérialisme peut se cacher et vers lequel il peut orienter la colère des masses arabes.

Si à Tel-Aviv qui a 250.000 habitants il n'y a pas un seul travailleur arabe, si une rumeur selon laquelle il y a trois Arabes qui travaillent dans un

(*) Voir la première partie dans le numéro d'août-septembre.

café juif est suffisante pour qu'une foule de milliers d'individus accourent briser les vitres et le matériel, si un fellah arabe qui osait, avant la guerre, venir vendre ses produits sur un marché juif était battu et ses produits volés, etc... (pendant la guerre ce genre de chose n'était plus coutumier, ni aujourd'hui en raison de la rareté des produits), si d'un seul coup vingt villages de la Vallée de Jezreel étaient balayés lorsque la terre était achetée à un banquier syrien, Sursuk, si des milliers de paysans évinés ne pouvaient chercher du travail comme ouvriers agricoles sur la terre même que leurs familles avaient travaillée pendant des générations, s'il y avait des « épurations » continues d'Arabes de la vie économique, qui font inévitablement penser aux « épurations » de Juifs pratiquées par les nazis en 1933-39, si à partir de tels actes « innocents » les sionistes en viennent maintenant à parler de faire de la Palestine un Etat juif et d'expulser tous les Arabes du pays, qu'y a-t-il d'étonnant alors à ce que les Arabes s'opposent au sionisme jusqu'à la mort?

Le sionisme décharge l'impérialisme de toute responsabilité dans les actes de spoliation et d'oppression. Voyons quelques exemples. Une Compagnie Electrique Anglaise qui monte une entreprise en Palestine nomme un Juif comme administrateur général. Le résultat est que, alors que dans chaque colonie la lutte anti-impérialiste est menée par des grèves, des manifestations et des boycotts contre les compagnies concessionnaires étrangères, en Palestine le boycott déclaré par les Arabes contre la Compagnie Electrique Palestinienne prend une autre allure : celle de manifestation anti-juive. Dans cette voie les sionistes, qui déclarent dans un but de propagande que les positions-clefs de l'économie sont entre leurs mains, bien qu'ils ne soient que des partenaires débutants sinon de simples auxiliaires, aident l'impérialisme à sucer le sang du pays.

Un autre exemple rendra cela encore plus clair. Alors qu'en Syrie et au Liban avaient lieu de grandes manifestations, certaines d'entre elles sanglantes, qui furent couronnées de victoire contre l'établissement de la Compagnie de camions Steel Bros, en Palestine, les sionistes « socialistes », la Fédération Générale des Travailleurs Juifs (Histadrut) se mirent au service, en échange d'une misérable récompense, de la Steel Bros, et permirent à la Compagnie de s'implanter fermement dans le pays.

En Palestine il y a un policier ou « ghaffir » (police spéciale) pour cent habitants alors qu'il y en a un pour 676 en Angleterre. Le budget de police palestinien s'élève à 27 % du budget de 1941-42 (sans compter les travaux publics entrepris pour des buts policiers, comme la construction de stations de police, etc...) alors qu'en Angleterre il n'est que de 0,3 % du budget en 1942-43. De si considérables forces de police ne sont pas — à Dieu ne plaise — créées pour servir les intérêts de l'impérialisme. Non, c'est le sionisme qui, durant des années, insista pour qu'on augmente les forces de police, insista pour que l'ordre règne et exigea une forte poigne contre les Arabes !

Alors que les budgets de l'Education et de la Santé à eux deux n'atteignent même pas 1,65 % du budget de la Police (en Angleterre ils sont cinq fois plus grands), les sionistes n'ont jamais émis la moindre protestation contre ce fait, mais ils ont fait des embarras parce que le gouvernement répartitionnait le budget de l'éducation entre Juifs et Arabes proportionnellement au nombre d'enfants dans les deux communautés. Ils exigèrent que le gouvernement attribue une plus grande part du budget aux Juifs étant donné que ces derniers payent plus d'impôts (car ils sont les plus riches). Et ceci fut exigé même par ceux d'entre les sionistes qui s'intitulent socialistes ! L'impérialisme est ainsi débarrassé de la responsabilité de l'analphabétisme général et des mauvaises conditions sanitaires qui prévalent dans le pays.

L'impérialisme n'a pas à supporter la responsabilité du fait que les grandes compagnies étrangères et les gros capitalistes et propriétaires fonciers, juifs ou arabes, ne payent pratiquement pas d'impôts. Tous les sionistes, de la droite à l'extrême « gauche », s'opposent au prélèvement d'impôts et cela freinera d'ailleurs la construction d'entreprises sionistes.

En Palestine il n'y a même pas la moindre loi pour la protection des exploitants paysans. Ni les propriétaires fonciers arabes ni le gouvernement n'ont besoin de prendre des responsabilités de ce point de vue. Au contraire, le gouvernement, de temps à autre, en vue de se présenter comme un bienfaiteur, proclame son désir d'envisager des lois pour la protection des exploitants et, même, projette des cartes et des plans de développement agraire. Une fois encore, ce sont les sionistes qui s'opposent à des

lois et plans de ce genre sous prétexte que cela empêcherait la colonisation sioniste qui nécessite l'éviction des agriculteurs arabes.

S'il existe en Palestine un régime absolument autocratique, sans le moindre Parlement ou même quelque organisme représentatif élu, l'impérialisme une fois encore peut rejeter toute responsabilité de cet état de fait très facilement : les sionistes s'opposent à l'établissement d'organismes démocratiques de ce genre car cela générerait aussi l'expansion sioniste.

Si l'armée britannique, pendant les années 1936-39, tua des milliers de partisans arabes (de la même manière que les Italiens tuèrent les Abyssins, ou les Japonais, les Hollandais et les Anglais tuent les Indonésiens aujourd'hui) ce ne fut pas pour maintenir sa domination — Dieu les en garde ! — mais pour protéger les Juifs ! (1)

Il est tragique de voir que les fils du même peuple qui a été persécuté et massacré d'une manière bestiale, et qui aujourd'hui est la victime innocente de la haine nationale du fascisme, la forme exacerbée de l'impérialisme — se trouvent orientés dans une mystique chauvine et militariste, et deviennent l'instrument aveugle de l'impérialisme pour subjuguer les masses Arabes. De la même manière que l'ordre social actuel est à condamner en raison des calamités qu'il entraîne pour les Juifs, il est aussi à condamner par le fait que l'on peut exploiter ces calamités pour des buts réactionnaires et d'oppression.

Le sionisme ne libère pas les Juifs de leurs souffrances. Au contraire, il les menace d'un nouveau danger, celui d'être le tampon entre l'impérialisme et la lutte libératrice nationale et sociale des masses arabes.

Le récent terrorisme sioniste semble jeter le doute sur l'appréciation ci-dessus des relations entre le sionisme et l'impérialisme. Si les sionistes lut-

tent aujourd'hui contre le gouvernement anglais, n'est-ce pas une preuve qu'ils poursuivent une politique anti-impérialiste ?

Le sionisme et l'impérialisme ont à la fois des intérêts communs et des intérêts antagonistes. Le sionisme veut construire un Etat capitaliste juif fort. L'impérialisme a effectivement intérêt à l'existence d'une société capitaliste juive entourée de la haine des masses coloniales, mais non pas à ce que le sionisme devienne un facteur trop puissant. En ce qui concerne ce dernier point, il est prêt à prouver sa « justice » envers les Arabes, et il est prêt à faire la part de leurs justes revendications aux dépens du sionisme. Pour s'assurer les services des sionistes en tant que soutiens directs dans toute insurrection anti-impérialiste, et ce qui est encore plus important, en tant que tampon, l'impérialisme n'a pas nécessairement besoin de laisser fleurir le sionisme. Une population sioniste de 600.000 individus peut remplir un tel rôle de façon tout à fait suffisante.

Le sionisme

peut-il être anti-impérialiste ?

L'impérialisme peut tranquillement tracer des plans étendant ou restreignant les frontières d'un développement du sionisme, une chose au moins pour lui ne souffre aucun doute : quoiqu'il arrive au cours d'un soulèvement des peuples de l'Orient contre l'impérialisme, le sionisme ne passera pas du côté révolutionnaire. Ceci est clairement révélé par toutes les activités et les déclarations de l'organisation terroriste la plus active de Palestine — l'« Irgun » (National Military Organisation). Dans l'une de ses brochures « A la mémoire du Docteur Raziel » elle écrit : « Nous devons combattre les Arabes dans le but de les subjuguer et de diminuer leurs exigences : nous devons les rejeter de l'arène politique. Cette lutte contre les Arabes encouragera la Diaspora et la consolidera. Elle attirera l'attention des nations du monde entier qui seront obligées d'honorer le peuple qui lutte avec ses propres armes. Et nous trouverons un allié qui soutiendra l'armée du peuple dans sa lutte. » (Mai 1943)

Il est vrai que les sionistes ne sont pas satisfaits du fait que ce n'est pas eux qui fixent les limites de la coopération entre le sionisme et l'impéria-

(1) Il est intéressant de remarquer que les compagnies anglaises installées en Palestine font tout leur possible pour s'accommoder de l'antagonisme juif-arabe, et pour l'exacerber. Ainsi, l'« Anglo-American Tobacco Company » a intentionnellement bâti deux entreprises séparées. L'une à Tel Aviv (Maspero) fournit le marché juif, emploie des ouvriers juifs, et vend sous le slogan : « Achetez des produits 100 % juifs ». L'autre (Karaman, Dick et Salti) fournit le marché arabe, emploie 500 ouvriers arabes, et travaille sous la façade d'une entreprise nationale arabe. Ainsi, par exemple, elle combine la vente de ses cigarettes avec une propagande contre la vente des terres aux Juifs.

lisme mais ce dernier. Néanmoins, même dans les jours de plus grande tension dans les relations entre eux et le gouvernement anglais, ils ne cessèrent jamais de dire que les intérêts du sionisme n'allaient pas à l'encontre de ceux de l'impérialisme.

Ainsi, par exemple, l'un des membres de l'Agence Juive écrivait quelques jours avant les grands actes terroristes du 2 Novembre (anniversaire de la Déclaration Balfour):

« L'un des mauvais principes du système traditionnel (de la politique anglaise — T.C.) est que les autorités britanniques ne font des compromis qu'avec ceux qui savent comment dé-ranger et briser la paix alors qu'elles ont coutume de traiter à la légère et de trahir un allié fidèle, patient et pacifique. Si c'est cela la manière d'obtenir une alliance avec l'Angle-terre, nous ne pouvons éviter d'es-sayer de suivre cette voie, étant donné que nous avons intérêt à une alliance à sens unique à la place d'une alliance mutuelle. Les Yishuv (popu-lation juive de Palestine . . T.C.) n'ont pas l'intention d'expulser les Anglais du pays pour être leurs héritiers. Nous ne voyons pas la moindre con-tradiction entre une immigration mas-sive, un Etat juif, et des bases larges et solides pour l'Angleterre dans ce pays. Au contraire, nous devons envi-sager cela très favorablement. » (Dr Y. Sneh, « Sur les raisons fondamen-tales de la crise », Ha'aretz, 26 octo-bre 1945.)

C'est le même thème qui revient interminablement jour après jour. Il est intéressant de noter que même lorsque l'impérialisme révèle son grand désir d'utiliser les Juifs comme boucs émissaires, le thème ne varie pas. Les procès pour détention d'armes de ces deux dernières années ont été une preuve tout à fait claire des intentions de provocation de l'impérialisme. Depuis maintenant de nombreuses années, des milliers d'Arabes ont été arrêtés sans jugement, et tout Arabe trouvé porteur d'armes durant le sou-lèvement national de 1936-39 était condamné à mort ou pour le moins à un emprisonnement prolongé. Les sionistes ne formulèrent pas le moins mot de protestation de telle sorte

que la colère des masses Arabes oppri-mées se déchargea sur les Juifs.

On fit alors une tentative pour com-pléter la provocation : les Juifs trou-vés en possession d'armes étaient jugés publiquement. Dans tout l'Orient les journaux arabes commencèrent à écrire que les sionistes étaient en train de s'armer contre les Arabes et que l'Angleterre était la protectrice des Arabes. Mais évidemment les sio-nistes ne dirent pas que les procès pour détention d'armes de ces deux dernières années n'étaient qu'un mail-lon de la chaîne de la politique impé-rialiste « Diviser pour régner ».

Même en ce moment ils font tout ce qu'ils peuvent pour prouver qu'ils ne sont pas des ennemis de l'impéria-lisme, mais au contraire ses alliés. Ainsi, par exemple, dans le procès pour détention d'armes du 28 Novembre 1944, Epstein, membre de l'Hashomer Hatzair, le parti sioniste « Socialiste Révolutionnaire », déclara aux juges : « Vous qui venez d'Angleterre saurez sûrement apprécier les dangers et les difficultés qu'impliquent les entrepri-ses de développement et de colonisation dans les pays arriérés. Aucune entre-prise de colonisation dans l'histoire de l'Humanité n'a eu lieu sans se heurter à la haine des indigènes. Il faut des années et parfois des généra-tion pour que ces hommes (les indigènes — T.C.) deviennent capables d'apprécier et de comprendre le bien-fait que représente l'entreprise pour leur avenir. Mais le peuple anglais ne recula pas devant la tâche de déve-lopper ces pays arriérés (conquête impérialiste = « développement » T.C.) sachant qu'en agissant ainsi vous accomplissiez une mission historique et humanitaire. Vous avez sacrifié les meilleurs de vos enfants sur l'autel du progrès (et qu'est-ce que les Com-pagnies de pétrole y gagnèrent — T.C.)

Si les sionistes ne sont pas anti-impérialistes (et évidemment être à la fois et en même temps contre le peu-ple arabe et l'impérialisme est impos-sible), alors pourquoi tous ces actes terroristes? La réponse est simple. Les sionistes sont dans une voie sans issue. La victoire du prolétariat occi-dental et des masses de l'Orient met-tra un terme aux rêves sionistes. Si la vague révolutionnaire mondiale atteint ses objectifs, alors tous les peu-ples faibles, y compris les Juifs du monde entier, seront sauvés. Mais les Juifs de Palestine, dans leur situation particulière ne peuvent être sauvés que s'ils cessent d'être le tampon entre la lutte libératrice nationale et sociale

des masses arabes et l'impérialisme. La classe capitaliste juive de Palestine est condamnée quoi qu'il arrive. En conséquence ils sont incapables de quoi que ce soit si ce n'est d'un aventurisme aveugle basé sur la foi dans les miracles ou pour le mieux d'une lutte pour tenir un peu plus longtemps.

La meilleure perspective que les sionistes peuvent espérer est que l'Angleterre leur accorde un Etat Juif, même si ce ne doit être qu'un Etat minuscule dans une petite partie de l'étroite Palestine. Ils pensent que le plan de partage de la Palestine peut convenir aux intérêts de l'impérialisme britannique dans certaines conditions. Un tel plan perpétuera l'existence de deux mouvements irrédentistes, une lutte sioniste aiguë pour la moindre possibilité de travail et le plus petit lopin de terre dans l'Etat Juif, et la faiblesse économique de l'Etat Arabe mutilé. Tels sont les côtés positifs du plan du point de vue de l'impérialisme.

Les sionistes basent leurs calculs sur ce facteur et sur un autre. Il est vrai que la position du sionisme dans la lutte entre le peuple colonial et l'impérialisme est prédéterminée et ne changera pas quelle que soit la conduite de l'impérialisme, mais sa place dans la lutte entre les différents impérialismes n'est pas prédéterminée. Ben-Gurion et Weizmann peuvent être des agents américains avec le même enthousiasme qu'ils le furent au compte des Anglais pendant près de trente ans. Le récent terrorisme sioniste avait pour but d'effrayer l'Angleterre avec la possibilité d'un tournant du sionisme vers l'Amérique et en même temps de rendre plus facile aux politiciens britanniques s'ils le désirent, de permettre la construction d'un Etat Juif en dépit de l'opposition arabe. (Ils seraient ainsi capables de dire aux Arabes qu'il était devenu une nécessité matérielle et morale d'accorder quelque chose aux sionistes.)

Même si cette « solution » se réalisait — ce qui est loin d'être certain — ce ne serait qu'un délai temporaire et de peu de durée à l'enterrement du sioniste. Les Juifs de Palestine et les Arabes seraient entraînés par un tel plan dans des batailles sanglantes et de terribles sacrifices. La seule solution réelle pour les travailleurs juifs de Palestine est de tendre un pont sur l'abîme qui les sépare des dizaines de millions d'Orientaux en renonçant aux rêves sionistes de domination.

Les derniers actes terroristes —

dynamitage des voies ferrées réalisé avec la totale collaboration de toutes les organisations militaires sionistes (Hagana, National Military Organisation, et le Groupe Stern) — ne gêna pas l'impérialisme en réalité mais au contraire lui rendit un très grand service. Ils avaient l'intention « d'obliger » le gouvernement anglais à ouvrir les portes de la Palestine à l'immigration et la colonisation sioniste malgré l'opposition des Arabes habitant le pays et les pays voisins (les premiers ayant découvert la véritable face du sionisme en première main et les autres l'ayant appris par eux). Mais en fait cela ne fit qu'ajouter de l'huile sur le feu de la haine entre Juifs et Arabes. Le bombardement des voies ferrées à la veille du 2 Novembre était une arme excellente dans les mains des agents britanniques pour l'organisation des pogromes au Caire, à Alexandrie et à Tripoli.

Le sort des Assyriens

Un précédent et un avertissement

Les sionistes de la base sont trompés par leurs dirigeants qui leur font croire qu'ils ne sont pas de simples marionnettes maniées par l'impérialisme pour son profit et leur malheur. Ces faits ont de nombreux précédents dans l'histoire de la sanglante domination de l'impérialisme sur l'Orient. L'exemple le plus caractéristique, en miniature mais éclatant, de la technique de l'impérialisme est l'utilisation que l'Angleterre fit des Assyriens. Etant donné que cet exemple est riche, il est nécessaire d'entrer dans les détails.

Les Assyriens sont une tribu sémite qui parle un dialecte araméen. Avant la première guerre mondiale ils étaient environ 40.000 et habitaient les montagnes Hakari, en Turquie, au nord-est de la frontière actuelle de l'Irak. Dès l'éclatement de la première guerre mondiale, les montagnes Hakari revêtirent une grande importance stratégique étant à la frontière de la Russie, de la Turquie et de la Perse. Des officiers russes vinrent inciter les Assyriens à combattre la Turquie en leur promettant un Etat indépendant. Cette promesse fut confirmée par un officier britannique, le Capitaine Crace, de l'Intelligence Service, qui se rendit spécialement dans cette intention dans les montagnes Araki et d'au-

tres offres libérales furent faites aux Assyriens par des émissaires anglais et russes.

Les Assyriens furent gagnés à l'idée d'une possibilité de renaissance de leur ancien empire. Leurs rêves s'amplifièrent de plus en plus jusqu'à ce qu'ils furent imbus de l'espoir d'établir un royaume indépendant s'étendant de leurs montagnes jusqu'à Kifri, qui est au sud de Kirkuk — région habitée principalement par un autre peuple, les Kurdes. Le 10 Mai 1915, les Assyriens déclaraient la guerre à la Turquie.

A ce sujet la Société des Nations déclare : « Il n'y a aucun doute à ce que ce peuple ait engagé une révolte armée contre son gouvernement légal à l'instigation d'étrangers et sans aucune provocation de la part des autorités turques. Il est aussi établi que les conditions de vie dont jouissaient les Assyriens au sein de l'Empire Ottoman étaient bien meilleures que celles des autres chrétiens, étant donné qu'on avait concédé des formes larges d'autonomie patriarcale. » (Rapport de la Société des Nations, page 3, d'après Toynbee « Le monde musulman depuis la Conférence de la Paix », 1927, p. 483-4.)

Malek, un Assyrien qui écrivit un livre condamnant les Anglais, intitulé « La trahison des Assyriens » (1935), écrit : « Ils (les Assyriens) furent accueillis en Turquie durant les deux derniers millénaires et eurent la possibilité de préserver leur église et leur peuple en tant qu'entité nationale, jusqu'à ce qu'ils soient utilisés par les autorités britanniques comme une force militaire » (page 61).

A partir de ce moment commence le chapitre de leur pérégrinations et de leurs misères. Pendant des années, les Assyriens menèrent un combat inégal contre l'armée turque, furent rejetés de leur pays au cours de la lutte, mais continuèrent à combattre côte à côte avec l'armée anglaise. Lors de la conquête de l'Irak, les Anglais recrutèrent des régiments parmi les Assyriens, étant donné qu'ils ne réussissaient pas à en faire autant parmi les Arabes. A la fin de la guerre il y eut des révoltes de tribus en Irak et l'Angleterre eut besoin d'énormément d'argent et d'hommes pour les écraser. (Cela coûta aux contribuables anglais environ 80 millions de Livres pour écraser les révoltes de 1919-20). Dans cette entreprise les Anglais utilisèrent au mieux les services des Assyriens.

Les Assyriens continuèrent à être un jouet dans les mains des Anglais dans les combats qui suivirent avec les Turcs, les Kurdes (qui habitent la région de Mossoul si riche en pétrole), et les Arabes habitant l'Irak qui voulaient libérer leur pays de l'impérialisme. Comme le Dr W. A. Wigram, qui connaît de première main la situation des Assyriens, le déclare : « Comme le Haut Commissaire du moment l'a admis, ce furent les forces assyriennes qui nous évitèrent d'être balayés pendant les révoltes arabes de 1920 (Sir A. Wilson, « Mésopotamie » p. 291) et ce sont aussi elles qui repoussèrent l'invasion turque en Irak en 1922-23.... Mais ce fait même entraîna pour eux la haine des Iraniens. » RCAS Vol. II (Janvier 1934, p. 38-41).

Ainsi l'impérialisme britannique s'arrangea pour que les Assyriens fussent expulsés de Turquie, remplissent une tâche importante en exterminant cruellement les Kurdes et les Arabes en Irak, et qu'ainsi ils soient entourés de toutes parts d'une animosité aiguë. De cette manière ils devinrent de plus en plus attachés et de plus en plus dépendants de l'impérialisme britannique. B. S. Stafford, dans « The Tragedy of the Assyrians » put déclarer à juste titre que la question des Assyriens n'était pas une question religieuse, mais une question politique pure et simple.

Les Arabes et les Kurdes d'Irak crurent que l'Angleterre avait l'intention d'installer une enclave armée dans le nord du pays. Des articles et des discours furent publiés au Parlement d'Irak disant que c'était l'Angleterre qui avait incité les frictions en Irak. Les discours sur la défense des Assyriens avaient jeté l'Irak dans les pires complications en fonction de ses seuls intérêts et elle souhaitait alors créer un Etat Assyrien autonome dans le nord de l'Irak, c'est-à-dire elle entendait créer en Irak un second problème sioniste.

En 1930, le mandat sur l'Irak prit fin. Cela donna à l'Irak une indépendance qui était évidemment purement formelle, le contrôle de l'Angleterre sur les terrains pétroliers, trois aérodromes, etc., restant intact. Cela rendit néanmoins la conscription des Assyriens pour les besoins anglais superflue comme aujourd'hui d'ailleurs où l'Angleterre s'appuie principalement sur l'aviation et non sur une forte armée de terre. Mais les Assyriens avaient encore une utilité pour l'Angleterre — être massacrés comme boucs émissaires.

Avec la déclaration d'abolition du mandat, les Assyriens se tournèrent vers l'Angleterre en lui demandant avec insistance d'être démobilisés pour empêcher les Irakiens de craindre qu'ils soient utilisés pour attenter à l'intégrité territoriale et à l'indépendance de l'Irak. Mais Sir Francis Humphreys, le Haut Commissaire anglais, tenta de repousser cette demande par tous les moyens possibles, disant que la Société des Nations avait son mot à dire là-dedans, et cætera. Il fit une déclaration menaçant les Assyriens de n'être plus jamais utilisés dans n'importe quelle branche de l'administration gouvernementale s'ils étaient démobilisés. Sir Francis réussit dans son opération. Lorsque des articles anti-britanniques commencèrent à apparaître dans la presse irakienne, l'ambassade britannique intervint, et quelques journaux furent interdits. Mais lorsque la propagande commença à développer l'idée que la principale tâche des Irakiens était de combattre les Assyriens et que l'Angleterre était l'ennemi de l'Irak parce qu'elle défendait ces derniers, l'ambassade britannique resta alors silencieuse. Cela servit à encourager tous les éléments réactionnaires, le clergé et la réaction féodale, à hâter la préparation d'une croisade contre les Assyriens, victimes aveugles de l'impérialisme.

Le résultat de dix-sept années de politique anglaise produisit alors ses fruits. Il y eut des révoltes terribles contre les Assyriens sous le commandement des autorités irakiennes et avec la participation de l'armée. L'aviation britannique vola au-dessus de la région des massacres, prit des photographies, mais n'apporta aucune aide aux victimes.

Après ces massacres, l'Angleterre se rappela à nouveau ses promesses au sujet de l'établissement d'un grand Etat Assyrien indépendant, et décida qu'il était temps de permettre aux Assyriens de s'établir dans une portion continue de territoire, bien que réduite. Les uns après les autres les

plans surgirent pour l'installation des Assyriens (au Brésil, en Guyane, etc., mais ils furent tous rejetés sauf un d'entre eux qui projetait de les installer en Syrie, dans la région de Latakia. On décidait un programme d'établissement pour 30.000 personnes, qui devait coûter 1.140.000 livres sterling. D'après l'accord, l'Angleterre devait payer 250.000 livres sur cette somme, l'Irak 250.000, la France 380.000 et la Société des Nations 80.000. Comme on ne trouva pas de source pour les 180.000 Livres restantes, le projet tomba à l'eau.

Le 11 février 1936, l'archevêque de Canterbury interpella le gouvernement à la Chambre des Lords en lui demandant comment en définitive il avait l'intention de régler cette question qui, selon lui, restait un lourd fardeau sur la conscience des pays qui étaient parties contractantes dans l'accord et de l'Angleterre en particulier. Il proposa même de prendre part à la récupération de la somme manquante en en appelant au peuple britannique. Lord Stanope répondit au nom du gouvernement : « Le gouvernement comptait sur d'autres contributions volontaires après avoir lui-même pris part pour 250.000 livres, et il a influencé l'Irak pour qu'il double sa première offre en la portant à 250.000 Livres. Le gouvernement ne peut rien ajouter à cette contribution et il ne soutiendrait pas un appel de l'Archevêque ». Après tout, qu'est-ce que les Assyriens pouvaient attendre de ce pauvre impérialisme britannique, qui ramassait des millions chaque année dans les terrains de pétrole qui lui avaient été conservés par les Assyriens ?

Et le résultat final de tous ces vastes projets fut que neuf mille Assyriens réussirent à s'établir en Syrie sur la frontière Syrie-Irak, dans la région de Jezira !

(A suivre).

(Fin au prochain numéro: « Le rôle du stalinisme »).

Démocratie ou Bonapartisme en Europe ?

(Une réponse à Pierre Frank)

L'APHORISME employé par Lénine que nous vivons dans une époque de guerres et de révolutions auquel Trotsky ajoutait : « et de contre-révolutions », s'est pleinement vérifié dans l'histoire des trois dernières décades. Il y eut peu de périodes dans l'histoire qui furent marquées de si terribles convulsions et chocs entre les nations et les classes, et de telles transformations et manipulations kaléidoscopiques des régimes politiques à travers lesquelles le capital financier maintient toujours sa domination sur les peuples. De ce fait, il est doublement important pour ceux qui continuent l'enseignement scientifique du Marxisme, et qui seuls peuvent prétendre analyser théoriquement les événements, d'observer scrupuleusement et attentivement les transformations qui s'opèrent, s'ils veulent orienter correctement l'avant-garde, et guider les masses.

Critiquant la conception stérile du stalinisme qui, au moment de la « Troisième Période », identifiait tous les régimes politiques au fascisme, Trotsky caractérisait lumineusement la nature de l'époque comme étant celle de transformations et de fluctuations où des généralisations ne suffisent pas. Chaque étape doit être examinée concrètement par l'avant-garde qui ainsi seulement peut comprendre et interpréter les événements et en tirer les conclusions pratiques justes pour diriger son action. Il écrivait :

La grande importance d'une orientation théorique juste apparaît avec

le plus d'évidence dans une période de conflits sociaux aigus, de transformations politiques rapides et de situations changeantes. Dans de telles périodes, les conceptions et généralisations politiques sont vite usées et demandent à être complètement révisées (ce qui est plus facile) ou à être concrétisées, précisées et rectifiées partiellement (ce qui est plus difficile). C'est précisément dans de telles périodes que toutes sortes de situations et de combinaisons transitoires et intermédiaires se présentent, nécessairement, bouleversant le plan habituel et exigeant doublement une attention théorique soutenue. En un mot, si dans la période pacifique et « organique » (avant la guerre) on pouvait encore vivre des revenus de quelques abstractions toutes faites, de notre temps chaque nouvel événement ramène à la surface la plus importante loi de la dialectique : La vérité est toujours concrète.

(Bonapartisme et Fascisme.)

Parmi les cadres de la IV^e Internationale, il y a des camarades qui n'ont pas suffisamment compris cette leçon. Ils continuent à vivre des « revenus de quelques abstractions toutes faites », au lieu de concrétiser ou de rectifier partiellement des généralités précédentes. L'article de Pierre Frank en est un exemple frappant.

Frank essaye d'identifier tous les régimes d'Europe occidentale à l'image du « bonapartisme ». Ses généralisations vont même plus loin : il prétend

qu'il y a eu des régimes bonapartistes en France depuis 1934; qu'il est impossible d'avoir autre chose que des régimes bonapartistes ou fascistes jusqu'à la prise du pouvoir par le prolétariat en Europe. Et ceci, s'il vous plaît, au nom de la « continuité de notre analyse politique pendant plus de dix années de l'histoire française »! Une telle suffisance réduit la théorie à des abstractions formelles et dissimulant des erreurs inévitables et épisodiques en fait un système. Cela n'a pas de place dans la IV^e Internationale.

Le camarade Frank mélange sans discernement les termes de démocratie bourgeoise et de bonapartisme sans expliquer les traits spécifiques d'aucun d'eux. Il parle réciproquement de « bonapartisme », « d'éléments de bonapartisme », et il oppose les libertés démocratiques à « un régime que l'on peut justement définir comme démocratique ». Pourtant, le lecteur cherche en vain une définition de son « régime démocratique » idéal, se distinguant de la véritable démocratie bourgeoise. Il nie l'existence actuelle en Europe de régimes démocratiques, car « il n'y a littéralement pas place pour ceux-ci ».

Base économique et superstructure politique

Nous voulons répéter ici quelques idées élémentaires du Marxisme, afin d'arriver à une clarification nécessaire et à la compréhension des processus changeants et des transformations qui s'opèrent dans les régimes politiques d'Europe à l'heure actuelle — au moins en Europe occidentale. La moitié de l'Europe orientale étant dominée directement par la bureaucratie stalinienne, évolue dans une direction différente et dans des conditions différentes.

Le caractère politique d'un régime (bonapartiste, fasciste, démocratique) est déterminé fondamentalement par les relations entre les classes d'une nation, variant à des étapes différentes. Sa nature *fondamentale* est déterminée, en dernière analyse, par son *mode de production et ses rapports de propriété*, par son *caractère de classe*. Ainsi les régimes d'Hitler et de Roosevelt, d'Attlee et de Mussolini, de Franco et de Gouin, de Peron et Salazar, de Valera et Chang-Kaï-Shek, sont tous des gouvernements de la classe capitaliste, car ils sont

basés sur l'économie de l'exploitation capitaliste.

Pourtant, la *nature de classe* de ces régimes n'épuise pas le problème. Nous devons classer l'outil — qui diffère dans chaque cas — dont la bourgeoisie se sert pour assurer sa domination et son pouvoir. Le caractère de ce pouvoir n'est pas seulement établi par le désir *subjectif* et les besoins des capitalistes financiers, cela n'est qu'un facteur du processus, mais précisément par les inter-relations objectives-subjectives entre les classes à une étape donnée, ce qui est le produit de l'histoire et de l'évolution de la lutte des classes dans le pays.

C'est une vulgarisation du Marxisme — un matérialisme vulgaire de la pire espèce — que de prétendre que la superstructure d'une société est immédiatement déterminée par le développement de son économie.

La disparition des bases économiques sur lesquelles est fondée la « démocratie » des impérialistes, ne mène pas immédiatement à la disparition de la démocratie bourgeoise. Cela ne fait que préparer à la longue son écroulement. A proprement parler, l'évolution du capitalisme vers l'impérialisme au début de ce siècle, avait déjà rendu l'existence même de la démocratie bourgeoise caduque. Pourtant, nous voyons que la démocratie bourgeoise réussit à se maintenir durant des décades après la disparition de ses bases économiques. La première guerre impérialiste mondiale prouva déjà que le capitalisme avait survécu à ses fonctions historiques. Mais cela n'a pas, et en soi ne pouvait pas, mener au renversement du système capitaliste. La première guerre mondiale faisait naître des conditions favorables pour le renversement de la bourgeoisie à l'échelle mondiale. Mais les organisations que le prolétariat avait créées lui-même l'empêchèrent d'accomplir sa mission. La social-démocratie trahit la révolution et sauva de la destruction le système capitaliste. Pourtant pendant l'époque révolutionnaire qui suivit la première guerre mondiale, la bourgeoisie fut forcée de compter sur l'aide de la social-démocratie, seul appui sûr dont elle disposait pour maintenir son pouvoir.

Là où la bourgeoisie reposait sur de tels régimes basés sur la social-démocratie, *liant la répression contre les ouvriers révolutionnaires aux réformes et semi-réformes, ceux-ci ne pouvaient être caractérisés que comme régimes de « démocratie bourgeoise »*. C'est ainsi que Lénine et Trotsky

caractérisaient le régime contre-révolutionnaire en Allemagne en 1918, organisé par la social-démocratie, comme régime bourgeois démocratique.

Cela est l'A.B.C. que les libertés démocratiques furent conquises dans la lutte contre la bourgeoisie pendant tout un siècle; il a fallu lutter pour le droit de vote et l'arracher des mains de la bourgeoisie dans une période de montée capitaliste, à l'époque d'une démocratie bourgeoise florissante. Même dans les plus beaux jours, il n'y a pas eu d'état démocratique idéal sans intervention policière et sans utilisation de la force brutale.

Pourtant, même à cette étape, lorsque le capitalisme était encore une économie ascendante, il n'y avait pas que des régimes démocratiques, mais également des régimes bonapartistes. Au pays classique du bonapartisme, Louis-Napoléon, de même que Bonaparte lui-même, arrivèrent au pouvoir dans une période de « boom » qui, pour l'un d'eux, dura pendant deux décades. Suivant la conception du camarade Frank, il n'y avait pas de base pour le bonapartisme, nous n'aurions dû avoir que des démocraties bourgeoises. Mais nous voyons que le problème n'est pas si simple.

Et après Louis-Napoléon, la démocratie bourgeoise dura pendant des décades en France (avec une ou deux menaces de dictature — Boulangerisme). Suivant les conceptions mystérieuses de Frank, après le bonapartisme — signifiant que les bases économiques pour une démocratie ont disparu — il n'est plus possible pour la bourgeoisie d'avoir la démocratie, mais... uniquement le bonapartisme (1). Il est difficile de comprendre pourquoi le camarade Frank s'arrête en 1934 pour suivre les traces des régimes bonapartistes en France. Si nous suivons logiquement sa méthode, nous avons eu du Bonapartisme depuis le Coup d'Etat de Louis-Napoléon en 1851, ou peut-être depuis le premier Bonaparte!

S'il y a un grain de bon sens dans son cas, que la base économique des réformes a disparu, tout ce que cela prouve n'est pas qu'automatiquement et conséquemment le régime bonapar-

liste est embarrassé, mais que dans de telles conditions, le régime démocratique aura un caractère extrêmement instable, sera affligé de convulsions et de crises, qui doivent ouvrir la voie soit à la dictature révolutionnaire du prolétariat, soit à la dictature ouverte du capital financier par le bonapartisme ou le fascisme.

Le camarade Frank dit que l'existence des libertés démocratiques ne suffit pas à faire un régime démocratique. Quelle profonde observation! Que s'ensuit-il? L'existence de mesures bonapartistes ne fait pas non plus un régime bonapartiste, camarade Frank! Cet argument est presque aussi profond que ceux du « collectivisme bureaucratique » qui prétendent que nous avons l'intervention de l'Etat dans l'économie en Allemagne sous Hitler, en France sous Blum, en Amérique sous Roosevelt (N.R.A.), en Russie sous Staline... et qu'en conséquence tous ces régimes étaient identiques. Ce ne sont pas seulement les points de ressemblance, particulièrement des types différents de sociétés capitalistes — ce sont les traits décisifs qui déterminent notre définition des régimes.

Contre-révolution

sous une forme démocratique

Le R.C.P. britannique a caractérisé les régimes de l'Europe occidentale (France, Belgique, Hollande, Italie) comme des régimes de contre-révolution sous une forme démocratique. Le camarade Frank prétend que l'idée d'une « contre-révolution démocratique » est « dépourvue de tout contenu » (2). Il serait alors en mal d'expliquer ce qu'était la République de Weimar organisée par la social-démocratie en Allemagne. Il serait obligé de prétendre que ce qui se passait en 1918, en Allemagne, n'était pas la révolution prolétarienne trahie par la « contre-révolution sous une forme démocratique » (par la suppression non démocratique et sanglante du soulèvement de janvier 1919), mais que c'était une révolution démocratique qui renversa le Kaiser et remplaça son régime par celui de « pure »

(1) Le camarade FRANK donne l'exemple du régime de Bismark en Allemagne comme bonapartiste, tout à fait inconscient du fait que ceci est en complète contradiction avec sa thèse que le bonapartisme n'apparaît sur la scène que lorsque l'économie ne peut plus permettre une démocratie bourgeoise. Nous savons que le régime de Bismark était à l'apogée de la période du développement de l'économie capitaliste allemande.

(2) Si notre caractérisation de ces régimes comme contre-révolution de forme démocratique est fautive, alors qu'avons-nous eu dans ces pays? L'eût-elle la révolution démocratique comme le déclare l'I.K.D.? Cela ne peut profiter qu'aux tendances opportunistes de notre mouvement. Comme toujours, l'ultra-gauchisme fournit la base pour l'opportunisme.

démocratie bourgeoise! Le fait que ce régime fut introduit par la loi marziale et la conspiration des dirigeants de la social-démocratie avec l'état-major de la Reichswehr, les Junkers, et la bourgeoisie, justifie la conclusion de Lénine et de Trotsky disant qu'il y avait une contre-révolution « démocratique », la bourgeoisie utilisant la social-démocratie comme agent.

D'avance, Trotsky avait prévu une situation semblable et s'était préparé théoriquement pour le renversement du fascisme en Italie, lorsqu'il écrivait, dans une lettre, aux camarades italiens, en 1931 :

La période transitoire en Italie

Ensuite vient la question de la période « transitoire » en Italie. Il est nécessaire d'établir très clairement, dès le début : transition de quoi à quoi? Période de transition de la révolution bourgeoise (ou populaire) à la révolution prolétarienne — est une chose. Période de transition de la dictature fasciste à la dictature prolétarienne — est une autre chose. Si on envisage la première conception, alors se pose en premier lieu la question de la révolution bourgeoise, et ensuite se pose le problème d'établir quel rôle le prolétariat y joue, c'est seulement après que se pose la question, de la période transitoire vers la révolution prolétarienne. Si on envisage la deuxième conception, alors se pose le problème d'une série de luttes, de perturbations, de renversements de la situation, de tournants brusques, constituant dans leur ensemble les différentes étapes de la révolution prolétarienne. Ces étapes peuvent être numériquement nombreuses. Mais en aucun cas, elles ne peuvent contenir en elle une révolution bourgeoise ou son avortement mystérieux : La révolution « populaire ».

Cela veut-il dire que pour un certain temps l'Italie ne peut pas devenir de nouveau un Etat parlementaire ou devenir une « République démocratique »? Je considère — en parfait accord avec vous, je pense — que cette éventualité n'est pas exclue. Mais alors ce ne sera pas le résultat d'une révolution bourgeoise, mais le fœtus avant terme d'une révolution prolétarienne insuffisamment mûre et prématurée. Dans le cas d'une profonde crise révolutionnaire et de luttes de masses au cours desquelles l'avant-garde révolutionnaire n'aura pas été en mesure de prendre le pouvoir, il se peut que la bourgeoisie rétablisse

son pouvoir sur des « bases démocratiques ». Peut-on dire par exemple que la République allemande actuelle représente une conquête de la révolution bourgeoise? Une telle assertion serait absurde. Il y avait en 1918-1919 en Allemagne une révolution prolétarienne qui, dépourvue d'une direction, fut déçue, trahie et écrasée. Pourtant la contre-révolution bourgeoise se vit obligée de s'adapter aux circonstances résultant de cet écrasement de la révolution prolétarienne, ce qui eut comme résultat la constitution d'une République sous la forme du « parlement démocratique ». Est-ce que la même chose — ou à peu près la même chose — est exclue pour l'Italie? Non, cela n'est pas exclu. L'arrivée au pouvoir du fascisme était le résultat de l'inachèvement de la révolution prolétarienne en 1920. Seule une nouvelle révolution prolétarienne peut renverser le fascisme. Si cette fois non plus elle ne devait pas triompher (faiblesse du Parti Communiste, manœuvres et trahisons de la social-démocratie, des franc-maçons, des catholiques) l'étape « transitoire » que la contre-révolution bourgeoise serait alors forcée d'instaurer, sur les ruines de son pouvoir de forme fasciste, ne pourrait être rien d'autre qu'un Etat parlementaire et démocratique. »

Les événements d'Italie ont démontré les prévisions remarquables de Trotsky. La bourgeoisie s'est vue forcée de permettre que le Roi soit chassé, et les traîtres socialistes et staliniens ont entraîné le développement de la révolution prolétarienne dans la voie d'un « Etat parlementaire et démocratique ». Il est évident que cet Etat ne trouvera pas une base stable, mais qu'il sera sujet à des crises et à des soulèvements, mouvements créés par le prolétariat, et à des contre-mouvements, mouvements provoqués par les monarchistes et les fascistes.

Est-ce que Pierre Frank nierait maintenant la justesse des conceptions de Trotsky en prétendant que nous avons eu un Etat bonapartiste depuis la chute de Mussolini?

Il est incompréhensible que dans son argumentation Pierre Frank se réfère à ce même article de Trotsky qui défend exactement le point de vue opposé. Après le Fascisme quoi? demande le vieux, et il répond que pour empêcher la révolution devant des soulèvements de masses, la bourgeoisie choisira certainement l'établissement d'une République de démocratie bourgeoise. Nous notons à ce sujet que

l'introduction immédiate du bonapartisme (soit-disant parce que la démocratie n'a pas de base économique) n'était même pas prise en considération par Trotsky.

A la lumière de ceci, on peut voir que ce qui est vraiment « dépourvu de tout contenu », c'est la conception mécanique que la contre-révolution ne peut se manifester que sous la forme fasciste ou bonapartiste, c'est-à-dire une dictature militaire policière. L'expérience historique a montré, et les événements qui se déroulent actuellement en Europe en sont une preuve irréfutable, que les méthodes employées par la bourgeoisie dans sa lutte contre le prolétariat révolutionnaire varient largement et ne sont pas décidées, *a priori*. La bourgeoisie utilise différentes méthodes, s'appuie sur différentes couches, dépendant des rapports de force des classes, afin de renforcer ou de rétablir son pouvoir.

Il ne dépend pas seulement des intentions subjectives de la classe dominante, ou d'un aventurier quelconque de pouvoir, de manœuvrer les stalinistes ou de se servir de leurs agences social-démocratiques, fascistes ou bonapartistes; mais cela dépend à tout moment des conditions objectives et des rapports entre toutes les classes de la nation — bourgeoisie, petite-bourgeoisie et prolétariat. C'est substituer des catégories abstraites formulées sur la base d'expériences historiques partielles et insuffisantes ou avoir une vue étroite et incomplète de l'ensemble du processus, pour une analyse dialectique des événements que de répéter mécaniquement la conclusion que l'existence du capital financier est incompatible avec la démocratie bourgeoise dans la période contemporaine (ce qui est certainement correct dans certaines limites).

Pour comprendre la nature des régimes actuels en Europe occidentale, nous devons connaître l'arrière-plan sur lequel ils évoluent. Le mouvement révolutionnaire des masses après la première guerre mondiale fut paralysé et trahi par les social-démocrates, qui, eux seuls, furent capables de sauver le capitalisme de la destruction, sous le drapeau de la démocratie bourgeoise. La bourgeoisie se voyait forcée, afin de survivre, de s'appuyer sur ses agences social-démocratiques.

L'incapacité du prolétariat de prendre le pouvoir ne pouvait mener qu'à une plus profonde dégénérescence et décadence du capitalisme. La ruine de la petite bourgeoisie, à qui les organisations de masses du prolé-

ariat ne montraient pas d'issue, la fit devenir un instrument aux mains de la réaction fasciste. Coincée par les crises intolérables de son système dans un pays après l'autre, à travers plusieurs étapes transitoires, la bourgeoisie se dirigea vers la dictature ouverte et déchainée.

La vague révolutionnaire fut suivie par une vague de contre-révolution. En Italie, en Allemagne et dans d'autres pays, la bourgeoisie utilisa les forces de la petite bourgeoisie égarée pour détruire les organisations du prolétariat. A une étape ultérieure, la bourgeoisie fut forcée de se tourner contre la petite bourgeoisie et de se transformer en régimes bonapartistes, c'est-à-dire des régimes basés directement sur l'appui de l'appareil de la police et de l'armée, plutôt que des régimes ayant une base de masses.

Ceci ne pouvait pas résoudre les contradictions du système capitaliste à l'échelle nationale, mais l'effort frénétique de la bourgeoisie pour trouver une issue dans une nouvelle répartition du monde mena inévitablement à la deuxième guerre mondiale.

Pourtant, la seconde guerre mondiale mettait en jeu, encore plus que ne le fit la première, toute l'existence du capitalisme en tant que système. La bourgeoisie réalisait avec effroi que l'éclatement de la guerre déchaînerait une immense énergie révolutionnaire dans les masses et créerait à nouveau des conditions favorables pour le renversement du capitalisme à l'échelle continentale.

Les victoires des nazis et la conquête de pratiquement tout le continent européen eurent, comme sous-produit, l'effet temporaire de détruire dans les masses les bases de la réaction à travers l'Europe. La réaction, ainsi que le système capitaliste, s'appuyaient directement sur les baïonnettes des armées fascistes des nazis. Les Quisling tant haïs ne jouaient qu'un rôle secondaire. Le problème de la révolution socialiste était mis à l'ordre du jour dans toute l'Europe par les victoires de l'Armée Rouge et l'écroulement de Mussolini-Hitler. La réaction n'avait pas de base solide dans la population, *et ne possédait pas d'appareil policier-militaire fort et stable*. Les armées alliées ne pouvaient pas être un appui stable et de longue durée pour la réaction et une dictature militaire ouverte. Dans la plupart des pays européens, la bourgeoisie devait faire face à des insurrections des masses, *qu'elle ne pouvait pas réprimer par ses propres*

moyens. La Grèce en fut une exception. C'est seulement après une guerre civile et après une guerre d'intervention sanglante qu'il fut possible d'instaurer un régime semi-bonapartiste ou bonapartiste, qui essaye peu à peu d'installer un régime totalitaire dans ce pays. Les impérialistes se rendent compte de l'impossibilité d'utiliser de telles méthodes à l'échelle continentale. De plus, en Grèce, le pouvoir de la réaction devait être maintenu à tout prix, de peur que ce dernier repart de l'impérialisme britannique dans la péninsule balkanique ne tombe, avec le reste des Balkans, sous la domination de la bureaucratie stalinienne. Mais, même ici, il n'était pas possible de détruire définitivement les organisations de masses du prolétariat.

Rien d'autre ne sauva le système capitaliste en Europe occidentale que la trahison de la social-démocratie et du stalinisme. Lorsque la bourgeoisie s'appuie sur ses agents sociaux-démocrates et staliniens dans un but *contre-révolutionnaire*, quel est le « contenu » de cette contre-révolution? Bonapartiste, fasciste, autoritaire? Bien sûr que non! C'est une « contre-révolution sous forme démocratique ».

Il est évident que la bourgeoisie ne peut se stabiliser pour une longue durée sur la base de la contre-révolution démocratique. Là où la révolution est refoulée par les valets de la bourgeoisie, les forces de classes ne demeurent pas suspendues. Après une période qui peut être plus ou moins prolongée, suivant les développements économiques et politiques à l'échelle internationale et dans le pays donné, la bourgeoisie se tourne vers la contre-révolution bonapartiste ou fasciste. C'est ainsi que les événements se sont déroulés en Italie en deux années de recul de la vague révolutionnaire provoquée par la première guerre mondiale, et en Allemagne durant une période de quinze années. Le changement des rapports de classes s'est manifesté dans le changement de régimes de la démocratie, du bonapartisme préventif en fascisme, en la pure dictature bonapartiste militaire.

En dépit de la dégénérescence de ses bases économiques et politiques, et du fait que les ouvriers, encore une fois, furent incapables de prendre le pouvoir, de détruire le capitalisme et d'organiser une nouvelle société, des gouvernements de démocratie bourgeoise, basés sur la participation des staliniens et sociaux-démocrates, se sont établis en Italie,

en France et dans d'autres pays. Pré-tendre que la contre-révolution ou le pouvoir de la bourgeoisie ne peuvent se manifester dans la période actuelle que par des gouvernements bonapartistes, fascistes ou du type Franco, c'est abandonner les appréciations marxistes sur les processus dans la société moderne. Il aurait été possible, et c'était possible, de prévoir d'avance ce que seraient les développements de l'Europe occidentale en prenant en considération les nombreux facteurs inclus dans l'histoire de cette période et en tenant compte de la faiblesse du mouvement marxiste. Mais on ne peut comprendre ce processus qu'en considérant la réelle nature de la démocratie, du bonapartisme, du fascisme, et non en considérant seulement leur forme extérieure.

Les différents régimes de la société capitaliste

Le bonapartisme classique de Napoléon I^{er} naquit de la révolution bourgeoise-démocratique dans la période de la jeunesse et de la force du capitalisme. Le bonapartisme, « la loi de l'épée sur la société », représentait une situation où l'Etat s'attribuait une indépendance relative vis-à-vis des classes, en maintenant l'équilibre entre les classes hostiles et en jouant le rôle d'« arbitre ». Cependant, c'était avant tout un instrument dans les mains des grands capitalistes. En s'appuyant sur les paysans, Napoléon pouvait se maintenir pendant toute une période historique, étant donné le développement des forces productrices en France dans cette période.

De même pour Napoléon III, qui établit son pouvoir en France par le Coup d'Etat de 1851. Dans le *Dix-huit Brumaire*, Marx décrit ainsi la situation : « L'Etat est revenu à sa forme primitive où l'épée règne sans honte et où la loi du bâton prévaut. (Ce n'est guère l'image du régime de De Gaulle après la libération en France.) C'est ainsi que le coup de main de février 1848 fut suivi du coup de tête de décembre 1851. »

C'est là l'essence du bonapartisme : une dictature militaire policière ouverte, « l'arbitrage » avec l'épée. C'est un régime qui démontre que les antagonismes existant dans la société se sont tellement acérés, que la machine d'Etat, en « réglant » et en « ordonnant » ces antagonismes, s'al-

tribue une certaine indépendance vis-à-vis des classes, tout en restant un instrument aux mains des possédants. Un « juge national » concentre le pouvoir dans ses mains, « arbitre » personnellement les conflits éclatant dans la nation, jouant une classe contre l'autre, mais restant malgré tout un outil aux mains des possédants. Nous caractérisons en même temps le bonapartisme comme un régime où les forces fondamentales de classes de la bourgeoisie et du prolétariat s'équilibrent plus ou moins, permettant ainsi au pouvoir d'Etat de manœuvrer et d'équilibrer les camps ennemis, ce qui donne au pouvoir d'Etat une certaine indépendance vis-à-vis de la société.

Il y a pourtant une différence importante entre le rôle que jouait le bonapartisme dans la période de montée du capitalisme et dans la période de son déclin. Nous donnons ici deux citations de Trotsky expliquant cette différence avec un maximum de clarté, dans *Où va l'Allemagne* :

En son temps, nous avons désigné le gouvernement de Brüning comme un bonapartisme (« Caricature de bonapartisme »), c'est-à-dire, comme un régime de la dictature de police militaire. Dès que la lutte de deux couches sociales — ceux qui possèdent et ceux qui ne possèdent pas, les exploités et les exploités — atteint sa plus haute tension, les conditions sont données pour la domination de la bureaucratie, de la police, de l'armée. Le gouvernement devient « indépendant » de la société. Rappelons encore une fois : lorsque deux fourchettes sont piquées symétriquement dans un bouchon, celui-ci peut tenir même sur la pointe d'une épingle. C'est là précisément le schéma du Bonapartisme. Bien sûr, un tel gouvernement ne cesse pas d'être le commis des possédants. Mais le commis s'assoit sur le dos du patron, lui écorche la nuque en la frottant, et n'hésite pas, quelquefois, à lui lancer ses souliers à la tête.

On aurait pu croire que Brüning se serait maintenu jusqu'à la solution finale. Pourtant, au cours des événements, un autre chaînon s'est introduit : le gouvernement Papen. Pour être exacts, nous devrions faire un rectificatif à notre ancienne désignation : Le gouvernement Brüning était un gouvernement pré-bonapartiste. Brüning n'était qu'un précurseur. Comme forme parfaite, le Bonapartisme apparut sur la scène avec le gouvernement Papen-Schleicher.

Et plus loin :

Ce n'est que malgré les apparences de forces concentrées, que le gouvernement Papen, « en tant que tel », est plus faible encore que son prédécesseur. Le régime bonapartiste ne peut atteindre à un caractère comparativement stable et durable que dans le cas où il termine une époque révolutionnaire; lorsque les rapports de forces ont déjà été éprouvés dans les combats; lorsque les classes révolutionnaires sont déjà brisées; tandis que les classes possédantes ne se sont pas encore libérées de la peur : est-ce que demain n'apportera pas une nouvelle convulsion? Sans cette condition fondamentale, c'est-à-dire, sans un épuisement préalable de l'énergie des masses dans des combats, un régime bonapartiste n'est pas en mesure de se développer.

A l'étape de la montée du capitalisme, le bonapartisme, en s'élevant au-dessus de la société, en supprimant et en « arbitrant » les conflits éclatant dans cette société, en réglant les antagonismes de classes, est fort et sûr de lui. Dans les conditions d'un puissant développement des forces productives, le bonapartisme atteint une certaine stabilité. Mais le bonapartisme du déclin du capitalisme est affecté de sénilité. Naissant de la crise de la société capitaliste, il ne peut résoudre aucun des problèmes qui se posent à lui. La crise principale de la société, le conflit entre les forces productrices et la propriété privée et l'état national s'est tellement accru, l'antagonisme de classe qu'il engendre est devenu si intense, que cela même qui permet la naissance d'un bonapartisme sénile, en même temps et par conséquence le rend si faible et impuissant, que toute sa structure est tremblante et prête à s'écrouler au cours des crises auxquelles celle-ci devra faire face. C'est cette faiblesse du bonapartisme qui pousse la bourgeoisie et la clique militaire à abandonner le pouvoir au fascisme et à déchaîner les bandes voraces de la petite bourgeoisie insensée et du lumpen-prolétariat contre le prolétariat et ses organisations de classe.

Les différentes catégories de régimes, tout en étant d'une importance vitale pour la théorie et la pratique marxiste, ne sont pas des abstractions métaphysiques qui indiquent des différences rigides fixées et éternelles existant entre ceux-ci. Il y a tant de facteurs en jeu, qu'il est nécessaire d'examiner concrètement chaque régime, avant d'en définir sa position d'une façon catégorique.

Il suffit d'indiquer que, même dans chacune des catégories approximatives, on peut inclure des régimes qui diffèrent largement. L'Angleterre, avec ses restes du féodalisme (Chambre des Lords et monarchie) et son oppression barbare des peuples coloniaux, est une démocratie. La République fédérale suisse et la France avec ses lois basées sur le Code de Napoléon, les Etats-Unis, l'Allemagne de la République de Weimar et l'Eire — malgré leurs grandes différences, restent des « démocraties ». Quel est donc le lien qui place ces régimes sous un seul titre ?

Malgré leurs histoires différentes qui expliquent leurs différentes particularités nationales, ils ont tous certains traits spécifiques en commun. Ce sont là les traits qui sont décisifs pour déterminer la classification marxiste. Tous ont des organisations ouvrières indépendantes, des syndicats, des partis politiques, des associations, etc..., accompagnés de droits en conséquence : le droit de grève, le droit d'organisation, de vote, le droit de parole, de presse, etc..., et les autres droits qui furent le résultat de la lutte de classe du prolétariat dans le passé. (Ici nous pouvons ajouter que la perte d'un de ces droits ne serait pas décisive en soi pour notre analyse d'un régime. C'est le total des rapports qui est le facteur déterminant.) C'est, dans un sens, l'existence, dans le capitalisme, d'éléments de la nouvelle société. Ou, comme l'explique Trotsky dans *Où va l'Allemagne*, dans sa réponse aux ultra-gauches stalinien : « *Sous le régime de la bourgeoisie existent déjà des embryons du pouvoir de la classe ouvrière sous la forme des organisations ouvrières.* » Là où ses organisations existent et jouent un rôle important (en France et en Italie elles sont plus fortes que jamais), la bourgeoisie règne par l'entremise des dirigeants de ces organisations. Comme l'indiquait Lénine, il n'est pas sans intérêt de noter qu'à une certaine étape, la bourgeoisie régnait même par l'entremise des Soviets ou plus correctement des dirigeants mencheviks des soviets.

Le fascisme également a ses particularités. Les régimes de Franco, de Mussolini et de Pilsudsky sont tous compris dans cette conception. Pourtant, il existe de grandes différences entre eux. Ce qui unit fondamentalement la conception que nous avons de ces régimes, c'est la destruction complète de toutes les organisations de la classe ouvrière. Pourtant, même ici, nous pouvons voir que jusqu'à

l'éclatement de la guerre, le fascisme polonais, beaucoup plus faible que celui de l'Allemagne et d'Italie, n'avait pas réussi complètement à détruire les organisations ouvrières et aurait pu être renversé avant d'avoir réussi à le faire.

Le bonapartisme, également, montre des variétés semblables. Napoléon, Louis-Napoléon, Von Schleicher et Pétain, Pétain et les régimes fascistes devenus bonapartistes — tous étaient des régimes bonapartistes. Qu'ont-ils en commun ? L'indépendance de l'Etat, la concentration « personnelle » du pouvoir, s'appuyant directement et ouvertement sur la domination de la machine d'Etat à travers le pouvoir ouvert de l'appareil de police militaire : « La loi de l'épée ».

Quelles que soient les différences qui existent entre les régimes, l'existence d'organisations ouvrières avec des droits atténués ou limités dans certains cas, ils ont tous les traits communs que nous avons mentionnés ci-dessus. Les particularités spécifiques de chacun d'eux sont déterminées par l'histoire de chaque nation donnée, le développement des contradictions sociales qui ont permis le développement du bonapartisme, etc... Ainsi, le bonapartisme faible et sénile de Pétain et Von Schleicher de l'époque du déclin du capitalisme ne ressemblait que comme une caricature au règne vigoureux et puissant instauré par Napoléon dans la période ascendante. Dans le passage de la démocratie au fascisme, une ou peut-être plusieurs phases transitoires sont nécessaires. Donc, la nation divisée en deux camps hostiles — celui de la petite bourgeoisie fasciste et celui de la classe ouvrière organisée, prépare le passage au bonapartisme. Nominale, le pouvoir d'Etat s'attribue une indépendance vis-à-vis des deux camps, et le régime de police militaire qui est établi prépare la voie pour la remise du pouvoir au fascisme. (La bourgeoisie préfère de beaucoup régner avec des méthodes démocratiques. Pourtant, sous l'emprise des crises, elle utilise les bandes fascistes pour opérer, par le terrorisme, une pression sur le prolétariat, ce qui lui permet de faire aboutir des mesures de dictature bonapartiste. Tel fut, au moins, le processus en Italie et en Allemagne. Ce n'est qu'en dernière instance et à contre-cœur qu'elle remet le pouvoir aux fascistes.) Il dépend de plusieurs facteurs, en particulier de la politique des partis révolutionnaires du prolétariat, si les événements se développeront de façon quelque peu différente en Europe et

ailleurs, dans le cas où la réaction réussissait à se stabiliser temporairement.

Pourtant, il est important de constater que les régimes de Schleicher et Papan, de Pétain et du général Širovy en Tchécoslovaquie, après Munich, se sont tous développés en partant de régimes de démocratie bourgeoise (peut-être à travers des étapes intermédiaires). Les régimes pré-bonapartistes ou même bonapartistes de Doumergue, Laval et Flandin ont préparé la voie au Front Populaire en France qui, en retour, pavait le chemin à nouveau pour l'évolution vers le bonapartisme. Appeler le Front Populaire de Blum « bonapartiste », comme le fait le camarade Frank dans la citation que nous donnons ici, ne peut que causer une immense convulsion dans les rangs de la IV^e Internationale.

Mais le bonapartisme du capitalisme en déclin peut revêtir d'autres aspects. Dans certain cas, il est assez difficile de le reconnaître, par exemple dans le cas de gouvernements situés à gauche, très à gauche même, du type Front populaire notamment. Le bonapartisme s'y trouve si outrageusement maquillé par une pâte démocratique que beaucoup s'y laissent prendre.

Dans ces mots du camarade Frank se trouve la clef de la confusion dans la caractérisation des régimes. Il est facile de tomber dans de telles erreurs, car tout comme l'embryon de la nouvelle forme de société existe dans les organisations ouvrières, la possibilité du bonapartisme trouve ses racines dans la structure de la société en démocratie bourgeoise. Dans tous les Etats, les antagonismes de la société se reflètent, même dans la société de la plus libre démocratie bourgeoise. Comme l'écrivait Engels dans son livre *Les Origines de la Famille, de la Propriété privée et de l'Etat* :

L'Etat n'est donc pas du tout un pouvoir imposé du dehors à la société; il n'est pas davantage « la réalisation de l'idée morale », « l'image et la réalisation de la raison », comme le prétend Hegel. Non, il est un produit de la société parvenue à un degré de développement déterminé; il est l'aveu que cette société s'embarrasse dans une insoluble contradiction avec soi-même, s'étant scindée en antagonismes irréconciliables qu'elle est impuissante à conjurer. Mais afin que les classes antagonistes, aux intérêts économiques opposés, ne se consomment pas, elles et la société, en luttent

stériles, il est devenu nécessaire qu'un pouvoir, placé en apparence au-dessus de la société, soit chargé d'amortir le conflit en le maintenant dans les limites de « l'ordre » : ce pouvoir issu de la société, mais qui veut se placer au-dessus d'elle et s'en dégage de plus en plus, c'est l'Etat.

En dernière analyse, tout Etat est basé sur la force ouverte. Les officiers de l'armée, la clique militaire de l'état-major, la police et la bureaucratie des administrations civiles, tous entraînés et choisis pour servir les intérêts du capitalisme, fournissent le fumier sur lequel les complots et conspirations militaires se développent dans des conditions de crise et de fermentations sociales. Pierre Frank confond ici le rôle de l'Etat avec le bonapartisme. Une démocratie non basée sur la force, ne disposant d'aucun appareil s'élevant au-dessus de la société, n'a jamais existé et n'existera jamais. Mais cela ne fait pas le Bonapartisme.

Etant donné que chaque Etat s'appuie sur un corps d'hommes armés avec ses dépendances sous la forme de prisons, de tribunaux, etc..., et qu'ainsi, même sous le régime le plus démocratique, se cache la dictature du capitalisme, il ne s'ensuit pas que chaque régime de répression est nécessairement bonapartiste. La répression et l'abolition des droits acquis par les ouvriers dans des circonstances « exceptionnelles » se produisent dans tous les régimes, les régimes de démocratie inclus, lorsque les intérêts fondamentaux du capital sont menacés et jusqu'au retour des conditions « normales » — c'est-à-dire jusqu'à ce que les masses acceptent le joug du capital sans se rebeller. La bourgeoisie reste extrêmement souple, manipulant les régimes suivant la résistance des masses, le rapport de forces des classes, etc... Grâce à la trahison des directions ouvrières, il lui est permis d'agir ainsi.

Pronostics

à la lumière des événements

Quelle que fût, à l'origine, le désir ou la volonté de l'impérialisme anglo-américain d'imposer à l'Europe des régimes bonapartistes, il s'est rapidement rendu compte de l'impossibilité de ceci, étant donné les dangers incalculables que cela aurait entraîné, et il a préféré des régimes démocrati-

qués avec un prolétariat désarmé en Europe occidentale. Les événements qui se sont déroulés en France et en Europe occidentale ont confirmé l'erreur de la méthode de Pierre Frank. Partout en Europe occidentale, depuis la « libération », la tendance était celle d'un mouvement constant vers la *démocratie bourgeoise, et non vers des régimes de plus en plus dictatoriaux; vers un accroissement des droits démocratiques et non vers leur limitation*. A UNE ETAPE ULTERIEURE, CETTE TENDANCE SERA RENVERSEE, mais à l'heure actuelle, en Europe occidentale, *le mouvement est celui allant vers des régimes de démocratie bourgeoise*. Ainsi, par exemple, en Italie, nous voyons l'instauration de la République démocratique bourgeoise, des syndicats, etc...; en France, nous avons des élections, des partis politiques, des syndicats, etc...; en Belgique et en Hollande, nous avons des élections démocratiques. Le mouvement des masses vers le socialisme et communisme est prouvé dans le fait que ces partis ont obtenu le plus grand pourcentage des votes qu'ils n'ont jamais connus dans l'histoire. Afin de mobiliser contre eux la réaction petite-bourgeoise, la bourgeoisie ne se sert pas, *dans l'étape présente*, de la réaction fasciste (cela est gardé en réserve), *mais des partis Chrétiens et Catholiques qui s'appuient sur la démocratie parlementaire*. Ceci donne à la bourgeoisie le temps de souffler et de préparer, pour une étape ultérieure et dans les conditions nécessairement favorables, la transition par les régimes bonapartistes à la dictature totalitaire.

Il est évident que la situation actuelle est totalement différente de celle qui a précédé la victoire du fascisme en Allemagne et en Italie, où des partis fascistes de masses étaient organisés et où la situation permettait à l'Etat de manœuvrer entre les deux camps hostiles. Loin de là, en Italie et en France, les partis démocratiques-chrétiens collaborent avec les organisations ouvrières dans un gouvernement typique de coalition de démocratie bourgeoise. La bourgeoisie ne peut agir autrement, étant donné le danger des émeutes révolutionnaires de la part des masses.

La situation est semblable à celle de l'Allemagne sous la République de Weimar. Afin d'étouffer la révolution, la bourgeoisie organisa un gouvernement de coalition avec la Social-démocratie et le Centre catholique. Est-ce que cela était du bonapartisme? Evidemment non. Mais la politique de la

Social-démocratie eut comme résultat que la bourgeoisie fut punie par un tournant vers la réaction de la part de la petite-bourgeoise et la tentative d'instaurer un bonapartisme-monarchiste dans un coup d'Etat, lors du putsch de Kapp en 1920. Comme on sait, cette tentative d'un coup d'Etat bonapartiste fut vaincue par les masses et les communistes et socialistes participèrent à la grève générale. L'indignation des ouvriers — grâce à la politique correcte du Parti communiste qui les prévint du danger et constitua un front unique pour le repousser — provoqua la tentative des ouvriers de la Ruhr de prendre le pouvoir. Ensuite, la réaction se joignit aux sociaux-démocrates pour écraser ce mouvement des masses. Ceci, en retour, pava le chemin pour un régime instable de démocratie bourgeoise.

La position erronée au sujet de la nature des régimes en Europe découle d'une perspective fautive. Les camarades américains prétendaient que seuls des dictatures militaires du genre Franco seraient possibles en Europe, après la victoire des impérialismes alliés. Pierre Frank cite, en l'approuvant, une position erronée prise par le S.I. en 1940 :

Dans le cas où l'Angleterre installerait demain de Gaulle en France, son régime ne se distinguerait en rien du gouvernement bonapartiste de Pétain.

Une différence sans importance, camarade Frank! Pour les ouvriers, une différence décisive! Il est vrai que la classe capitaliste continua à régner sous de Gaulle, comme elle le fit sous Pétain. Mais prétendre, en 1946, qu'il n'y a pas de différence entre ces deux régimes, c'est tomber dans la stupidité sectaire des staliens en Allemagne qui ne pouvaient distinguer entre un régime capitaliste s'appuyant sur les organisations ouvrières et l'abolition de ces organisations par le fascisme.

La confusion de Pierre Frank est également démontrée, lorsqu'il déclare triomphalement que le régime de Pétain était bonapartiste. Trotsky disait que le régime de Pétain était bonapartiste. Mais Frank ne comprend absolument pas à quoi Trotsky voulait en venir. Dans leur période de dégénérescence et de déclin, Trotsky mentionnait les régimes de Hitler et de Mussolini comme étant de nature bonapartiste. La seule différence entre ces régimes et celui de Pétain

était que Pétain n'a jamais disposé d'une base de masses dans la petite bourgeoisie, comme ce fut le cas pour Hitler et Mussolini, et dans ce sens ne pouvait être désigné comme fasciste, mais comme bonapartiste. C'est pour cette raison que son régime était beaucoup plus faible et pouvait être plus facilement renversé par un mouvement des masses. Pétain devait s'appuyer sur des baïonnettes étrangères pour régner. Il n'y a pas d'autre différence entre les régimes de Franco, de Mussolini et de Hitler dans leur phase de décadence et celui de Pétain.

Le camarade Frank déclare :

Notre organisme international le plus responsable avait donc prédit qu'une simple substitution d'équipe, à la suite d'une victoire des Alliés, ne signifierait pas un changement de nature du régime politique. Les événements ont-ils vérifié ou non cette prévision? Nous nous trouvons en présence d'une appréciation à l'échelle historique, se basant sur des positions qui furent défendues pendant plusieurs années par la IV^e Internationale contre toutes les autres théories et étiquettes à bon marché répandues par les autres tendances et formations du mouvement ouvrier. Si une erreur fut commise, elle serait vraiment de taille et ce serait un devoir impérieux d'en chercher les raisons et de la rectifier. Quant à nous, nous ne croyons pas que notre organisation se soit trompée sur ce point.

La déclaration du S.I. en 1940 était erronée. Nous avons fait la même erreur. Etant données les circonstances, cela était excusable. Mais il est inexcusable de répéter, en 1946, une erreur qui était déjà évidente en 1943. Une résolution trotskyste anglaise écrite en 1943, par laquelle nous corrigeons nos erreurs, analyse comme suit la prochaine situation en Europe :

Dans l'absence des partis trotskystes expérimentés ayant une tradition et étant enracinés dans les masses, la première étape des luttes révolutionnaires en Europe sera probablement suivie d'une période de kerenskysme ou de Front Populaire. On peut déjà prévoir cela par les premières luttes des ouvriers italiens et les trahisons répétées de la social-démocratie et des staliniens.

Les événements ont démontré la justesse de cette analyse.

Au lieu d'avouer franchement une erreur de perspective, Frank fuit la

réalité et essaye de transformer une erreur en vertu.

Frank prend la France comme pierre de touche pour sa thèse. Il doit certainement regretter cela maintenant. Car c'est par-dessus tout la France qui a très clairement reflété le processus. La France représente la clef de l'Europe, et toute erreur sur la nature du régime en France pourrait être fatale aux jeunes cadres du trotskysme. Examinons donc la situation; Pierre Frank voit la situation comme suit : Du bonapartisme depuis 1934, étant donné que la bourgeoisie ne pouvait pas se permettre une démocratie, bourgeoise; Pétain était Bonaparte; de Gaulle était Bonaparte; le Front Populaire (Blum) était bonapartiste; en fait, comme diraient les métaphysiciens : « Dans la nuit, les chats sont gris. » La thèse dit qu'ils étaient tous des Bonaparte. Il s'ensuit que Gouin est Bonaparte, et que le prochain Gouvernement sera également bonapartiste. Si cette folie gagnait les Français, notre parti français serait dans un piteux état. Heureusement que ce danger ne semble pas exister.

Une appréciation marxiste serait quelque peu différente de celle de Pierre Frank. Quelle était l'évolution du régime — de quoi à quoi évoluait-il? Quelle est la position des classes? Une appréciation sérieuse de ce qui s'est passé durant les deux dernières années nous dirait que a) ici nous avons une révolution prolétarienne inachevée; résultat : b) une démocratie bourgeoise instable, une assemblée, des élections, une constituante, une constitution de démocratie bourgeoise; c) dans cet ensemble, un candidat Bonaparte. Le pouvoir réel réside dans les principaux partis de la classe ouvrière. Le prétendu Hitler voulant le pouvoir, et un Hitler au pouvoir ne sont pas la même chose. Un prétendu Bonaparte comme de Gaulle, et un vrai Bonaparte disposant de réel pouvoir personnel avec l'épée, sont deux choses différentes. De Gaulle pourrait encore être un Franco français, mais on ne considère pas son ennemi comme un vainqueur avant d'avoir engagé la bataille décisive.

A l'époque actuelle, le bonapartisme doit être, par sa nature même, un régime de transition — transition vers le fascisme, transition vers la démocratie ou même vers la révolution prolétarienne, une époque de manœuvres entre les classes. Qu'il y ait des éléments de bonapartisme dans la situation en Europe, cela va sans dire. Ces éléments peuvent être trans-

formés en éléments dominants, mais seulement dans certaines conditions. Lorsqu'on qualifie un régime de bonapartiste, alors les traits spécifiques du régime doivent être soulignés. Malgré la tentative ardente de Pierre Frank pour élever de Gaulle à une position à laquelle celui-ci ne fait qu'aspirer, le « Bonaparte » de Gaulle, calculant le rapport des forces, a été obligé de se retirer tristement de la scène pour attendre un moment plus propice. C'est là précisément que se trouve le nœud du problème : il est nécessaire de répondre à la propagande stalinienne et socialiste en prévenant du danger que leur politique entraîne inévitablement, le danger de la contre-révolution et du bonapartisme. Il faut avertir du danger de la dictature de la police et de l'armée qui plane au-dessus du prolétariat, s'il ne disperse pas les nids de bonapartisme composés des cadres de l'état-major de la police et de bureaucratie civile, et s'il ne prend pas le pouvoir en mains.

Les camarades ne doivent pas faire la même erreur que firent les communistes allemands en déclarant tout régime comme « fasciste » jusqu'à ce qu'à la fin, le vrai Hitler arrive, parce qu'ils avaient bien endormi et semé la confusion dans l'avant-garde. Il est évident que si Pierre Frank continue à répéter ceci assez longtemps, la réalité coïncidera sans doute, à la fin, avec sa définition, et nous aurons un régime bonapartiste en France et dans d'autres pays de l'Europe. Mais cela ne suffit pas pour des marxistes. Nous devons analyser très précisément, et nous devons expliquer tous les changements de gouvernement qui se produisent. C'est seulement de cette façon que nous pouvons nous préparer pour les futurs événements.

Le régime Kerensky

était-il « bonapartiste » ?

Tout au long de son article, Frank parle du « bonapartisme-à-la-Kerensky », le bonapartisme de Kerensky, prétendant ainsi que le bonapartisme avait, en fait, été instauré sous le régime de Kerensky. Cela ne se justifie absolument pas, lorsqu'on a étudié cette période.

Se servant d'une ou deux formulations conditionnelles de Lénine et de Trotsky au sujet du régime Kerensky en Russie, Frank essaye de les trans-

former en définitions fixes et solides. En réalité, les écrits parlent contre lui. Il est significatif que le chapitre auquel il se réfère dans l'Histoire de la Révolution russe, porte comme titre non pas « Bonapartisme », mais « Kerensky et Kornilov : *Éléments de bonapartisme dans la Révolution russe* ».

Trotsky était toujours particulièrement prudent dans ses définitions et quand il parlait « d'éléments », il ne voulait pas dire par là la chose elle-même; et pour de très bonnes raisons. Il n'y a pas de doute que Kerensky aurait aimé jouer le rôle de Bonaparte. Les possibilités, pour un bonapartisme, avaient leurs racines dans la situation. Mais le bonapartisme ne fut jamais atteint, étant donné que le Parti bolcheviek était fort et accomplit la révolution prolétarienne, ne laissant aucune possibilité aux aventuriers pour prendre le contrôle des événements. Bien des citations pourraient être données pour démontrer la nature conditionnelle de la caractérisation du régime de Kerensky en tant que bonapartiste. Dans le chapitre même que Frank cite, et duquel il ne cite qu'une seule phrase caractérisant Kerensky comme « le centre mathématique du bonapartisme russe », Trotsky écrivait :

« Les parties hostiles entre elles en appelaient à Kerensky, chacune voyait en lui quelque chose d'elle-même, toutes deux lui juraient fidélité. Trotsky écrivait de la prison : « Dirigé par des politiciens qui craignent tout, le Soviet n'a pas osé prendre le pouvoir. Représentant toutes les cliques de la propriété le parti cadet n'a pas encore pu s'emparer du pouvoir. Restait à chercher un grand conciliateur, un intermédiaire, un arbitre. »

Dans le manifeste que Kerensky publia sous son propre nom, il proclamait devant le peuple : « Moi en qualité de chef du Gouvernement... Je ne me crois pas en droit de m'arrêter devant ce fait que des modifications dans la structure du pouvoir... accroîtront ma responsabilité dans les affaires de la direction suprême... » C'est là, sans mélange, la phraséologie du bonapartisme. Et pourtant malgré l'appui de la droite et de la gauche, l'affaire n'alla pas au delà de la phraséologie. (*Éditions Rieder, tome III, p. 220, souligné.*)

Trotsky écrivait cela en historien, évaluant sobriement et pesant chaque mot. Et si l'on étudie les œuvres de Lénine consciencieusement, bien qu'el-

les aient été écrites dans le feu des événements, on ne peut s'empêcher de voir l'erreur de la position de Frank qui confond les germes avec la maladie. Lénine écrit, par exemple dans son livre *Vers la prise du Pouvoir* :

« *Le Gouvernement de Kerensky est indubitablement le premier pas vers le Bonapartisme* ». (Le Début du Bonapartisme.)

Ici on peut voir le caractère conditionnel de ce dont parlaient Lénine et Trotsky. Dans le chapitre même de « L'Etat et la Révolution » cité par Frank et dans lequel Lénine parle du gouvernement de Kerensky comme étant bonapartiste, dans les paragraphes qui suivent immédiatement on peut voir le caractère conditionnel de cette évaluation. Parlant de l'Etat et de tous ses aspects « Un instrument pour l'exploitation des classes opprimées » (C'est là le titre du chapitre dans lequel est mentionné le bonapartisme, et c'est de cela que Lénine s'occupe), il continue en disant :

« *Dans une République démocratique*, Engels continue, *les riches maintiennent leur pouvoir indirectement, mais d'autant plus efficacement, d'abord par la corruption directe de hauts fonctionnaires (Amérique); ensuite par l'alliance du gouvernement et de la Bourse (France et Amérique).*

A l'heure actuelle, l'impérialisme et la domination des banques ont « développé » jusqu'à l'art d'une finesse inhabituelle ces deux méthodes de défendre et de maintenir l'omnipotence de la richesse dans les républiques démocratiques de toutes sortes. Si, par exemple, dans les tout premiers mois de la République démocratique russe, on pourrait dire durant la lune de miel de l'union des « Socialistes » — Socialistes révolutionnaires et Menchevicks — avec la bourgeoisie...

Pour préciser la chose, Lénine continue dans un autre chapitre, de la même brochure au sujet de la même période, en opposant un pouvoir parlementaire au pouvoir soviétique :

« *Un organisme de travail et non parlementaire — ceci touche le point sensible des parlementaires d'aujourd'hui et les bichons parlementaires social-démocratiques! Prenez n'importe quel pays parlementaire, de l'Amérique à la Suisse, de la France à l'Angleterre, la Norvège et ainsi de suite, le travail effectif de l'Etat y est fait derrière la scène et accompli par les services, les bureaux et les directions. Le Parlement lui-même est*

abandonné aux discours dans le but but spécial de tromper « le peuple ».

Cela est tellement vrai que même dans la République russe, une république de démocratie bourgeoise, tous ces buts du parlementarisme furent révélés, même avant qu'un vrai parlement fut créé...

Nous devrions réduire les écrits de Lénine à une masse de stupides contradictions si nous nous servions de la méthode de Pierre Frank. Pour lui il n'existe pas de vraies contradictions car il ne fait aucune distinction entre la démocratie bourgeoise et le bonapartisme. S'il continuait ainsi il devrait prétendre que nous avons en même temps la démocratie bourgeoise et le bonapartisme en France, et son objection contre le terme de régime de « démocratie bourgeoise » devient tout à fait incompréhensible.

Frank indique que les camarades britanniques ont parlé du gouvernement du Labour Party en Angleterre comme d'un régime Kerensky, et dit ensuite que c'est une erreur étant donné que nous n'avons pas de régime bonapartiste dans ce pays.

« *Puisque nous mentionnons ici la résolution des camarades anglais, notons qu'elle qualifie le nouveau gouvernement travailliste de « kerenskysme ».* Le bonapartisme qu'ils ignorent a trouvé le moyen de se faufiler dans leur document sous un nom bien particulier. Mais nous ne pensons pas que le présent gouvernement Attlee soit un bonapartisme à la Kerensky ». (P. Frank).

Ceci sert seulement à démontrer que Pierre Frank n'a pas compris le sens du kerenskysme ou du bonapartisme. Le kerenskysme est le dernier ou « l'avant-dernier » gouvernement de gauche avant la révolution prolétarienne, ou, pouvons-nous ajouter, avant la contre-révolution bourgeoise. Dans certaines conditions, les tensions sociales et les conflits entre les classes dans une telle période peuvent provoquer des conspirations et complots bonapartistes. C'est précisément cela qui se produisit dans la révolution russe et c'est à cause de cela que Lénine et Trotsky mentionnèrent les tendances bonapartistes dans le régime de Kerensky. Pourtant, pour le profit du camarade Frank, ceci n'était pas du tout une évaluation définitive, mais une analogie que nous avons placée là avec toute la prudence nécessaire. Afin de ne créer aucun doute, nous extrayons de notre résolution le passage suivant :

« A une étape ultérieure, la partie la plus décidée de la bourgeoisie commencera à chercher une solution dans une dictature royaliste ou militaire du régime espagnol de Primo de Rivera ou une solution similaire. Des bandes royalistes ou fascistes formées par d'anciens combattants ou des associations patriotiques commenceront à apparaître ».

« Les événements peuvent accélérer ou ralentir le processus, mais ce qui est certain, c'est l'accroissement des tensions sociales et des haines de classes. La période de la réaction triomphante est terminée, une nouvelle époque révolutionnaire s'ouvre en Grande-Bretagne. Avec bien des flux et reflux, sur un rythme plus ou moins rapide, la révolution commence. Le gouvernement travailliste est un gouvernement Kerensky. Cela ne veut pas dire que le rythme de l'évolution sera pareil à celui des événements en Russie après mars 1917; au contraire, la révolution aura probablement un caractère très lent, mais elle constituera l'arrière-plan sur lequel sera construit le parti révolutionnaire de masses. ».

Heureusement que pour donner une perspective nette, Trotsky a donné une définition du kerenskysme (Il ne le qualifiait pas de bonapartisme!) lorsqu'il parlait de la fausse position du Komintern vis-à-vis de la Révolution espagnole de 1931 :

« ...Nous voyons que le fascisme (nous pourrions ajouter le bonapartisme. Ed.) n'est pas du tout le seul moyen dont dispose la bourgeoisie dans sa lutte contre les masses révolutionnaires. Le régime qui existe aujourd'hui en Espagne (un gouvernement de coalition entre les républicains bourgeois et le parti Socialiste tel que nous l'avons aujourd'hui en Italie et en France. Ed.) correspond mieux à la conception du kerenskysme, c'est-à-dire le dernier (ou l'avant-dernier) gouvernement de gauche que la bourgeoisie peut seulement instaurer dans sa lutte contre la révolution. Mais cette sorte de gouvernement ne prouve pas nécessairement la faiblesse ou le marasme. Dans l'absence d'un parti révolutionnaire du prolétariat fort, une combinaison de demi-réformes, de phraséologie de gauche et de gestes toujours plus à gauche et de reprises peuvent s'avérer d'une plus grande utilité pour la bourgeoisie, que le fascisme ». (Nous pouvons ajouter dictature militaire ouverte. Ed.)

On peut voir quelles vagues notions le camarade Frank a de la démocratie

et du bonapartisme dans les citations qu'il donne tout au long de son article. Pour fournir quelques exemples :

« ...L'emploi des mots d'ordre démocratique — combinés aux mots d'ordre transitoire — se justifie plus précisément parce que les possibilités de régime démocratique sont inexistantes... »

« ...Précisément parce que nous n'avons généralement pas en Europe à l'heure présente de régime démocratique, parce qu'il n'y a littéralement pas place pour eux... »

« ...Il ne faut pas plus confondre le bonapartisme de droite avec le fascisme que le bonapartisme de gauche avec la démocratie. Nous avons vu que le bonapartisme prend ses formes très différentes suivant les conditions dans lesquelles se trouvent les deux camps mortellement opposés; nous constatons ainsi que l'existence de libertés démocratiques, même de très larges libertés démocratiques ne suffit pas pour faire d'un régime un régime démocratique. Les bonapartistes à la Kerensky, Front populaire, sont même caractérisés par un débordement de libertés démocratiques jusqu'au point où la société capitaliste risque d'en perdre son équilibre et de chavirer. Les libertés démocratiques ne proviennent pas, comme dans un régime qu'on peut correctement qualifier de démocratique, de l'existence d'une marée de réformes du capitalisme, mais tout au contraire d'une situation de crise aiguë résultant de l'absence de toute marge de réformes. »

« ...Le régime du Front Populaire n'était pas un régime démocratique (1), il renfermait en lui de nombreux éléments de bonapartisme, comme nous allons le voir plus loin ».

La conception de la démocratie telle que nous la présente le camarade Frank n'a jamais existé ni sur terre, ni dans le ciel. Elle n'existe que dans l'idéalisme du libéralisme. La démocratie, c'est-à-dire la démocratie bourgeoise a toujours été construite sur la base de la répression. Toute constitution ou régime bourgeois comporte son article 48 comme dans la Constitution de Weimar, l'existence même d'une société de classes présuppose un régime d'oppression. Mais c'est seulement celui qui a abandonné la discipline de pensée marxiste et qui

(1) Tous les régimes capitalistes renferment en eux des éléments de bonapartisme, quelques-uns plus profondément que les autres. Cette assertion ne sème donc que plus de confusion.

opère sur la base des catégories métaphysiques qui peut identifier la démocratie au bonapartisme, ou dans ce cas au fascisme. Malgré quoi de nombreuses similitudes existent entre ces régimes et les éléments du pouvoir militaire ouvert dans ces régimes à un degré ou à un autre. Mais la quantité se transforme en qualité. Ce qui détermine la nature d'un régime n'est pas tel ou tel élément mais ses traits fondamentaux. La démocratie d'aujourd'hui peut devenir le bonapartisme de demain et être transformée en fascisme le surlendemain. Ainsi que nous l'avons vu, le fascisme peut être transformé en démocratie, et ce processus se répéter.

La méthode marxiste n'est pas de grouper indistinctement tous les régimes ensemble. C'est la méthode facile mais qui conduira à embrouiller les choses et à semer la confusion. La méthode marxiste consiste à examiner les choses dans leur processus de transformation et d'évolution; examiner chaque gouvernement et en établir les traits spécifiques et les tendances; se préparer à des changements rapides et à des transitions, ce qui est la caractéristique fondamentale de notre époque et ainsi recueillir et délimiter, lorsque c'est nécessaire la caractérisation que nous faisons de chaque étape successive. Les pénibles réserves de la méthode de Pierre Frank (qu'il appelle marxiste, mais qui est en réalité de l'impressionnisme) se trouvent dans ses propres mots :

« Le terme « bonapartisme » n'épuise pas toute la caractéristique d'un régime, mais il est indispensable de l'employer dans l'Europe actuelle, si

l'on veut aller de l'avant avec le moins de chance d'erreurs. Ajoutons enfin que le marxisme n'est pas seul à posséder de telles notions générales importantes; toutes les sciences sont dans le même cas. Ainsi les chimistes appellent carbures des corps plus différents les uns des autres que le bonapartisme de Schleicher de celui de Kerensky, et la chimie ne s'en porte pas plus mal pour cela, bien au contraire ».

Les stalinistes ont employé la même méthode dans la troisième période avec des résultats lamentables en Allemagne. Partant du point de vue généralement correct que tous les partis depuis les sociaux-démocrates, jusqu'aux fascistes étaient des agents de la classe capitaliste... ils concluaient en disant qu'à cause de cela... il n'y avait aucune différence entre eux, tous étaient des fascistes de différentes sortes. Pour la science comme pour le marxisme, le problème commence là où il se termine pour Frank. Un chimiste peut classer des corps différents sous une étiquette générale de carbures. Mais un chimiste qui s'arrêterait à cette définition n'irait pas bien loin! Si par exemple, partant du point de vue qu'un chimiste aurait défini le carborundum et le carbure de calcium sous le titre général de « carbures », on essayait de faire marcher une lampe à acétylène sur une bicyclette avec le premier au lieu du second, les résultats seraient tristes. Il ne serait pas possible de voir le chemin devant soi.

Avec la méthode de Frank, nous ne pouvons pas plus faire la lumière sur la nature des régimes en Europe.

NOUVELLES DU MOUVEMENT OUVRIER ET DE L'INTERNATIONALE

Un appel de solidarité pour les travailleurs grecs

Aux prolétaires de l'Angleterre et de l'Europe

Camarades.

Deux ans à peine après la guerre des « démocraties » contre le « fascisme », la dictature militaire et policière s'installe en Grèce.

Une répression terrible qui rappelle les formes que Mussolini, Hitler et Franco ont utilisées pour écraser le mouvement ouvrier, s'est abattue depuis plusieurs mois sur ce dernier et va s'accroissant. Après le remplacement de la C.G.T. grecque et de tous les syndicats par des hommes de paille du gouvernement monarchiste de Tsaldaris, et la soumission de fait des organisations syndicales au contrôle policier, nous sommes maintenant à la veille de la mise hors la loi de toutes les organisations ouvrières indépendantes.

Pour que le pays accueille dans le « calme » et l'« ordre » le dictateur royal que le referendum truqué de septembre remet sur son trône sanglant, la loi martiale s'est étendue sur toute la Grèce et des opérations combinées de l'armée, de la police et des bandes réactionnaires armées des villes et des montagnes, ont été déclenchées pour un dernier « nettoyage ».

La bourgeoisie grecque, sortie exsangue et décomposée économiquement de la guerre n'aurait jamais été capable d'entreprendre une telle offensive réactionnaire si elle n'avait pas, dès le début, été activement soutenue par l'impérialisme britannique.

L'assaut réactionnaire des masses grecques contre la réaction indigène en décembre 1944 a été brisé par les tanks, les canons et les Spitfires anglais.

Depuis, la bourgeoisie grecque a pu en partie reconstruire ses forces de répression, grâce au sentiment de sécurité que lui inspirait la présence des troupes de l'impérialisme britannique en Grèce, et grâce aussi à son aide financière, aux armes qui ont été livrées aux instructeurs qui ont pris en main la réorganisation de l'armée et de la police.

Il restera une tache de sang ineffaçable sur l'histoire du gouvernement travailliste anglais actuel, celle d'avoir soutenu en Grèce, par la présence des troupes britanniques d'occupation, par son aide matérielle et technique, par sa diplomatie, les forces de la pire réaction contre les masses exploitées du pays.

Pour que la Grèce serve de tremplin dans la politique anglo-saxonne contre l'U.R.S.S., dans les Balkans, pour qu'elle reste une base stratégique et militaire de l'impérialisme britannique dans le bassin oriental de la Méditerranée protégeant la route du pétrole du Moyen-Orient et la route des Indes par le canal de Suez, le gouvernement travailliste s'est engagé à consolider une nouvelle dictature dans ce pays.

PROLETAIRES D'ANGLETERRE! PROLETAIRES D'EUROPE!

Une victoire complète de la réaction en Grèce aura un retentissement bien au delà des frontières de ce pays. Il y a deux ans les ouvriers et les paysans grecs étaient à l'avant-garde de la lutte pour que la réaction et le fascisme soient effectivement enterrés, pour que les libertés démocratiques soient réellement garanties, pour que la voie reste libre vers le socialisme. Leur sang a abondamment scellé cette lutte. Aujourd'hui ils subissent le choc d'une coalition des forces réactionnaires qui risque d'écraser leur résistance pour plusieurs années. Dans les défaites partielles du prolétariat, la réaction mondiale puise une force toujours plus grande pour briser ailleurs la résistance prolétarienne, et replonger peu à peu l'Europe entière et le monde dans la barbarie fasciste et la guerre.

La lutte du prolétariat est une, et la solidarité prolétarienne internationale ne doit pas être un vain mot. Que toutes les organisations prolétariennes établissent un Front Unique.

- a) Pour exiger le départ immédiat des troupes britanniques d'occupation de la Grèce;
- b) Pour protester auprès de leurs gouvernements et des autorités diplomatiques grecques:

Contre la terreur en Grèce — Contre la décapitation du mouvement syndical de sa direction élue et sa soumission au contrôle policier — Contre la mise hors la loi projetée des organisations ouvrières.

PROLETAIRES D'ANGLETERRE!

Vous avez porté au pouvoir le Labour Party comme un rempart ouvrier contre l'exploitation, la réaction capitaliste que représentaient les Tories, et le gouvernement travailliste a forgé les chaînes qui ont lié les mains de vos frères en Grèce.

Soulevez dans vos syndicats et dans vos organisations politiques une tempête de protestations contre cette politique réactionnaire, exigez, vous les premiers, le départ immédiat des troupes britanniques d'occupation.

Soldats britanniques!

Refusez de servir les buts de rapine et d'exploitation de l'impérialisme.

Exigez votre rapatriement, fraternisez avec les ouvriers et paysans grecs luttant pour leurs libertés.

VIVE LA SOLIDARITE PROLETARIENNE INTERNATIONALE!

- Le Comité Exécutif International de la IV^e Internationale.
- Le R.C.P. (Section anglaise de la IV^e internationale).
- Le Parti Communiste Internationaliste de Grèce.

20 septembre 1946.

GRÈCE

L'UNIFICATION

des trois organisations trotskystes

Fin juillet 1946, s'est tenu le Congrès d'unification des trois organisations qui, en Grèce, se réclamaient de la IV^e Internationale.

L'unification a été réalisée dans le Parti Communiste Internationaliste de Grèce, dont la reconnaissance comme section officielle de la IV^e Internationale en Grèce sera à l'ordre du jour d'une prochaine réunion du Comité Exécutif International.

Nous publions le manifeste adressé au lendemain de l'unification par le Parti à tous les exploités du pays, pour définir sa ligne politique actuelle.

CAMARADES,

Une longue période de division et de dispersion des forces qui, en Grèce, lutent pour le programme du marxisme révolutionnaire et de la révolution socialiste prolétarienne prend fin.

Se plaçant au-dessus des divergences politiques secondaires, les organisations qui se réclament du programme de la IV^e Internationale et luttent pour son application en Grèce ont décidé, à l'unanimité, de réaliser leur unification dans une organisation unique qui revendiquera sa reconnaissance comme section officielle grecque de la IV^e Internationale.

Un pas d'une grande importance a été ainsi accompli dans la voie de la création, en Grèce, d'un véritable parti prolétarien révolutionnaire qui saura conduire, en suivant les enseignements de Marx, de Lénine et de Trotsky, le prolétariat et les masses exploitées du pays à leur seule délivrance du joug capitaliste et impérialiste : *la révolution prolétarienne socialiste*.

Le mouvement ouvrier grec est arrivé à un tournant critique.

Dans le pays sorti saigné, ruiné, disloqué de la longue tyrannie de la dictature métaxiste et de l'effroyable épreuve de la deuxième guerre impérialiste et de l'occupation, mais dont les masses exploitées ont fait preuve d'optimisme et de dynamisme révolutionnaires, la réaction sociale la plus noire relève de nouveau la tête et passe à l'offensive.

Ayant gagné, avec l'appui actif de l'impérialisme britannique, une première victoire sur les aspirations révolutionnaires des masses en décembre 1944, la classe dominante des banquiers, des gros industriels, des gros négociants, des armateurs marche aujourd'hui vers la consolidation d'un nouveau régime de dictature qu'elle espère sanctionner par la restauration de la monarchie.

Le pouvoir d'état, l'armée, la police, les tribunaux, les bandes para-militaires réactionnaires des Khi, etc..., développent une activité permanente qui s'accroît chaque jour contre toute manifestation de lutte et toute organisation des masses qui ont pour tâche l'amélioration de leurs conditions de vie et la défense de leurs libertés politiques.

Les assassinats quotidiens dans les villes et les villages, les mesures de terreur contre les organisations politiques et syndicales de la classe ouvrière, les poursuites, les emprisonnements, les déportations, les exécutions se multiplient chaque jour et plongent de plus en plus le pays dans le moyen âge d'une réaction semblable à celle que l'humanité a connue avec les régimes d'Hitler et de Mussolini.

Dans ses quelques mois d'existence, le gouvernement « Par la grâce du Peuple » des monarchistes réactionnaires a fait pâlir la sauvagerie et la tyrannie du régime métaxiste.

C'est dans cette atmosphère de terreur sans précédent déchaînée dans tout le pays et de condamnation à la mise dans l'illégalité de fait du mouvement syndicaliste et politique que se prépare le « référendum » pour le retour du dictateur royal.

Malgré la défaite de décembre 1944 et la capitulation de Varkiza qui a ouvert la voie à l'offensive capitaliste, la classe ouvrière et les autres masses exploitées de la ville et de la campagne ont montré, par de grands combats de classe et leur mobilisation, dans des grèves, des meetings et des manifestations de rue, qu'elles n'ont pas fléchi, qu'elles disputent, pied à pied, le terrain à la réaction bourgeoise, qu'elles résistent, qu'elles luttent.

Mais la direction à laquelle elles croient encore dans leur grande majorité — le P.C.G. — s'avère de plus en plus incapable d'organiser autre chose que défaites sur défaites.

Le Parti Communiste Grec, comme tous les Partis Communistes dans le monde, n'est plus aujourd'hui que l'agent de la politique de la bureaucratie sovié-

tique s'occupant avant tout de ses propres intérêts de caste privilégiée et non des intérêts de la révolution prolétarienne.

En Grèce, le Parti Communiste règle avant tout sa politique suivant la politique extérieure de la Russie soviétique.

Tant que l'intérêt de la Russie soviétique l'orientait vers une collaboration étroite avec les impérialistes anglais et américains, contre l'impérialisme allemand, le Parti Communiste Grec se pliait complètement et toujours aux exigences des impérialistes anglais et du capitalisme grec qui les suivait (*Liban, Kazerta, participation au gouvernement Papaandreou*). Quand les impérialistes anglais et les capitalistes grecs ont considéré comme superflus et dangereux les services du P.C.G., de l'E.A.M. et de l'E.L.A.S. et ont voulu appliquer exclusivement leur loi pour assurer le maintien de la Grèce en dehors de l'influence russe dans les Balkans, le P.C.G. voulut s'y opposer, mais trop tard, sans aucune préparation idéologique, sans perspective et il livra la bataille désespérée de décembre.

La capitulation de Varkiza et, plus tard, les avances du P.C.G. aux libéraux pour les élections furent les dernières tentatives du P.C.G. pour aboutir à un compromis avec l'impérialisme britannique et avec la fraction « démocratique » de la bourgeoisie grecque.

Mais la logique de la lutte des classes est infiniment plus implacable que les calculs opportunistes de la direction petite-bourgeoise et aventurière de ce parti. Malgré lui et malgré ses sermons nationalistes, malgré sa politique de conciliation et de collaboration des classes, le Parti Communiste Grec groupa autour de lui les forces que l'Histoire avait mises en mouvement et qui, en dernière analyse, étaient les forces de la révolution prolétarienne. Avec son instinct de classe aigu, la bourgeoisie avait vu, dans les masses qui se dressèrent contre elle en décembre, les ouvriers et les paysans armés, les grévistes, les femmes et les enfants des quartiers ouvriers qui assistaient les combattants des barricades et des batailles de rues, le spectre de la révolution sociale. Et quand la capitulation de Varkiza lui permit de reprendre l'initiative, sa réponse fut impitoyable. Aux pleurnicheries du P.C.G., à tous ses bavardages petit-bourgeois répugnants pour la « conciliation », à tous ses vains flirts avec une fraction « démocratique » inexistante de la bourgeoisie, elle répondit par une série de mesures dont le but final est *l'écrasement et l'anéantissement pour une longue durée de toute riposte sérieuse de la classe ouvrière*. Telle est la logique inexorable de la lutte des classes, quand les masses exploitées ont par malheur, à leur tête, dans leur lutte décisive, non le véritable parti de la révolution prolétarienne, mais l'état-major petit-bourgeois des théoriciens politiquement lâches et confus de la « démocratie populaire ».

CAMARADES,

Un temps précieux a été perdu, et ce temps a été mis à profit par la réaction bourgeoise. Si la classe ouvrière continue à suivre passivement la voie de la retraite sans combat et de la capitulation que lui indique la direction du P.C.C., la réaction, à coup sûr instaurera dans le pays un régime de dictature totale plus tyrannique que celui de Metaxas et de l'occupation. Pour les masses exploitées, il n'y a qu'une seule voie de salut : *La voie de la lutte de classe systématique dans l'unité d'action*.

Les ouvriers, les paysans pauvres et les autres exploités ne doivent se fier qu'à leurs propres forces. Ils n'ont pas d'autres alliés.

L'illusion la plus dangereuse qui paralyse l'action des masses et que développe le P.C.G. est celle qui consiste à croire qu'en dehors des masses exploitées, il existe

d'autres masses « démocratiques » dans le pays, une soi-disante fraction démocratique de la bourgeoisie avec laquelle nous devrions collaborer et à laquelle nous devrions confier la direction politique de la lutte contre la réaction.

Nous, au contraire, disons aux masses : la lutte contre la réaction bourgeoise dont l'expression particulière immédiate est la restauration monarchique qui signifiera l'instauration d'un régime de dictature totale, doit s'appuyer exclusivement sur les forces de l'*Alliance Ouvrière* des ouvriers, des paysans pauvres et de tous les exploités de la ville et de la campagne. Dans chaque usine, dans chaque syndicat, dans chaque quartier et dans chaque village, des comités de l'*Alliance Ouvrière* doivent être élus démocratiquement et proportionnellement par toutes les tendances du mouvement ouvrier. Ces comités doivent avoir comme programme de lutte immédiat :

- L'ajournement dans la mesure du possible du référendum jusqu'au rétablissement des libertés démocratiques élémentaires;
- Le vote contre la monarchie au cas où le référendum aurait lieu;
- La dissolution, dans tous les cas, de la « Chambre » bâtarde des réactionnaires monarchistes, et de nouvelles élections libres à une assemblée constituante avec droit de vote pour tous, hommes et femmes, à partir de 18 ans;
- L'organisation de gardes ouvrières;
- L'amnistie générale pour tous les militants de la classe ouvrière;
- Les revendications économiques immédiates et les libertés syndicales et politiques des ouvriers, des paysans pauvres et de tous les exploités.

La réalisation de ce programme minimum est impossible sans unité d'action de tous les partis qui parlent au nom de la classe ouvrière et avant tout du P.C.G., du Parti Socialiste, du Parti Archiomarxiste et du Parti Communiste Internationaliste. C'est à ces partis qu'incombe avant tout la tâche de prendre l'initiative pour couvrir le pays d'un réseau serré et puissant de *Comités d'Alliance Ouvrière* qui se mettront à la tête de la lutte des masses.

La réaction bourgeoise qui cherche à réaliser ses projets sous le couvert de la restauration monarchique ne sera pas brisée par des mots, ni des pleurnicheries et par des utopies petites-bourgeoises, mais en se heurtant au roc de la lutte de classe des ouvriers et des autres exploités. Seule, l'organisation des *Comités d'Alliance Ouvrière* serait aujourd'hui en mesure de regrouper les énergies révolutionnaires dispersées en un torrent unique qui balayerait la réaction bourgeoise sous sa forme monarchique actuelle et ouvrirait de nouveau, dans toute son étendue, la voie vers la révolution socialiste prolétarienne.

Ouvriers, paysans pauvres et autres exploités de Grèce,

La voix qu'élève aujourd'hui le *Parti Communiste Internationaliste*, c'est la voix du marxisme révolutionnaire de Marx, de Lénine et de Trotsky que la direction stalinienne des partis communistes s'efforce d'étouffer systématiquement.

Minuit va sonner, et alors le mouvement pour la libération des travailleurs en Grèce sera étouffé pour de longues années sous le joug de la réaction la plus noire.

Le salut est entre vos mains, et seulement entre vos mains. Pendant qu'il en est temps, exercez toute la pression possible sur les directions des partis ouvriers en qui vous avez encore confiance pour qu'elles mettent fin à leur politique criminelle de collaboration de classe et pour qu'elles entrent dans la voie des *Comités d'Alliance Ouvrière*. Rejoignez les rangs du seul parti révolutionnaire de Grèce, le *Parti Communiste Internationaliste*. La lutte de votre classe n'a, en dernière analyse, de sens et de valeur que sous son drapeau, le drapeau de la IV^e Internationale.

(Publié dans le journal *Lutte Ouvrière* du 12 août 1946).

Des discussions communes entre P.C. et P. C. I.

Il y a un mois environ le secrétaire du Parti Communiste Grec Zachariades a proposé par l'organe central de son Parti « Rizospastis » au Parti Communiste Internationaliste (IV^e Internationale) l'organisation commune d'une série de Conférences sur les divergences existantes entre les deux Partis. Zachariades proposait de tenir les Conférences dans une salle centrale à Athènes louée moitié-moitié par les deux organisations et de limiter l'accès de la salle à un nombre égal des membres des deux partis. A ces propositions la direction du P.C.I. a répondu en suggérant :

- a) Que la discussion entre les deux partis se fasse aussi par la presse pour qu'elle soit suivie par tous les militants du pays;
- b) Que l'entrée pour les Conférences soit libre à tous les ouvriers désirant suivre les Conférences;
- c) D'accepter comme troisième rapporteur pour ces Conférences un représentant de l'organisation centriste des Archionarxistes.

Ces contre-propositions n'ayant pas été acceptées la direction du P.C.I. a signé l'accord écrit suivant avec les représentants du Parti Communiste grec :

« Pour le meilleur déroulement des Conférences communes décidées par le Parti Communiste Grec et le Parti Communiste Internationaliste (IV^e Internationale) les conditions suivantes ont été acceptées d'un commun accord :

- 1^o Le sujet de la première Conférence sera : « La situation intérieure de la Grèce et la position de la classe ouvrière »;
- 2^o Pour les sujets des conférences qui vont suivre (2^e, 3^e, etc...) chaque organisation fera des propositions et en cas de désaccord la question sera tranchée par tirage au sort;
- 3^o Une commission sera formée composée par un représentant de chaque Parti pour l'organisation technique des Conférences selon les stipulations de l'accord écrit;
- 4^o La première Conférence se tiendra, dans un théâtre ou une salle centrale d'Athènes, le 22 septembre 1946;
- 5^o La discussion sera dirigée par un présidium commun de deux membres, dont chacun sera président pendant le temps de parole du représentant du Parti opposé.

Le service d'ordre sera assuré par dix membres responsables de chaque Parti;

- 6^o Il y aura 4 orateurs, deux de chaque Parti parlant le premier pendant 30 minutes, le second pendant 15 minutes et l'orateur fermant la discussion pendant 20 minutes;

5 questions seront posées en tout aux orateurs de chaque Parti, chacune de 2 minutes;

- 7^o L'orateur du Parti qui a proposé le sujet de la Conférence, prendra le premier la parole, ensuite l'orateur du Parti opposé suivis des deux autres orateurs;

- 8^o L'auditoire sera composé par des membres, des sympathisants et des ouvriers organisés, invités par chaque Parti avec des cartes d'invitation qui seront imprimées par la commission d'organisation et distribuées responsablement par les deux Partis;

- 9^o Les rapports des deux Partis pour chaque Conférence doivent être écrits et déposés avant la Conférence au Présidium.

Tout le matériel, après examen pour garantir son exactitude, sera donné à la commission d'organisation pour être publié en brochure et vendu publiquement;

- 10^o Tous les frais des Conférences, etc..., seront payés moitié-moitié par les deux Partis;

- 11^o A la fin de chaque Conférence les auditeurs auront le droit d'exprimer leur opinion en écrivant sur un papier le nom du Parti avec les thèses duquel ils sont d'accord et en jetant ce papier dans une urne spéciale à la sortie de salle.

Une commission spéciale composée de deux membres de chaque Parti examinera ce vote.

Après proposition du Parti Communiste Internationaliste (IV^e Internationale) les sujets suivants ont été acceptés pour la deuxième fois et troisième Conférence :

- République Populaire ou République Socialiste Soviétique en Grèce;
- La guerre de 1939-1944, la position des Communistes envers elle et le danger d'une nouvelle guerre.

Athènes, le 11 septembre 1946

Pour le P.C.G.

Pour le P.C.I.

Signature :

Signature :

C'est la première fois depuis la scission de la III^e Internationale en 1927 qu'un accord pareil a été réalisé entre un Parti stalinien et une organisation trotskyste.

Le fait ne peut avoir aucune autre explication que la profonde crise intérieure que traverse actuellement le Parti Communiste Grec, à laquelle sa direction cherche une diversion.

HOLLANDE

SOLDATS ET OUVRIERS LUTTENT pour l'indépendance de l'Indonésie

Nous avons reçu d'Amsterdam l'information suivante :

L'indignation croissante envers la politique impérialiste du gouvernement socialiste-catholique de Hollande qui réprime la lutte des Indonésiens pour leur indépendance, a entraîné la semaine dernière, chez les soldats, des mouvements de protestation organisés qui se transformèrent en manifestations de masse samedi dernier et en grève générale à Amsterdam qui commença lundi et se termina dans la nuit de mardi.

Le Parti Communiste (stalinien) n'a pris que récemment en considération ce sentiment d'indignation croissant et il tente de le détourner sur des voies inoffensives sous la forme d'une campagne de protestations écrites au gouvernement. Les réformistes et les politiciens bourgeois du gouvernement, serviteurs des intérêts des cartels internationaux en Indonésie, ne portent naturellement pas grande attention à cette dérisoire agitation stalinienne. Les ouvriers et les soldats, d'autre part, ne pouvaient être apaisés par ce genre d'agitation.

Au cours de la deuxième semaine de septembre, les soldats du camp d'Harderwijk près d'Amsterdam furent informés qu'ils allaient embarquer pour l'Indonésie. D'après la Constitution hollandaise, seuls les volontaires peuvent être embarqués outre-mer pour des tâches militaires. Protestant contre l'ordre du gouvernement donné en fonction d'un décret de temps de guerre, les soldats refusèrent obstinément de partir. Ils formèrent un Comité représentant au début 150 hommes et se rendirent au quartier général communiste (stalinien) pour y chercher un soutien pour obtenir le respect de leurs droits constitutionnels, étant donné que beaucoup d'entre eux étaient membres du Parti Communiste. Les dirigeants de ce dernier refusèrent tout appui. Le Comité de soldats se tourna alors vers les autres organisations ouvrières.

La semaine dernière, le Comité de soldats sortit deux tracts, l'un adressé aux autres soldats, l'autre aux ouvriers d'Amsterdam. Le premier appelait les soldats destinés à être embarqués à faire entendre leur voix, à entreprendre des actions de masse contre l'embarquement pour l'Indonésie, mais à éviter les actes de résistance individuelle aux ordres du gouvernement, expliquant que les soldats et les ouvriers conscients avaient le devoir de rester avec la masse de leurs camarades et de gagner la majorité à leurs vues. Le même tract appelait aussi les soldats, s'ils étaient envoyés en Indonésie, à fraterniser avec les travailleurs et les paysans de ce pays combattant justement pour leur indépendance. Le deuxième tract s'adressait aux dockers en particulier et aux syndicats en général, leur demandant de soutenir la cause des soldats et de montrer leur désapprobation des buts impérialistes du gouvernement en s'opposant par la grève à tout ordre d'embarquement.

Ces deux tracts firent une très forte impression dans la ville, particulièrement lorsqu'ils furent distribués par des soldats du rang et placardés sur les murs de la ville. Des meetings dans la rue eurent lieu dans plusieurs parties de la ville sous les auspices du Comité de soldats. Les soldats et les travailleurs réagirent avec une sympathie massive. Des manifestations se déroulèrent dans la nuit de samedi dans tous les quartiers d'Amsterdam, au cours desquelles un soldat fut tué dans une bataille avec la police militaire. Le Comité de soldats grandissait constamment. L'indignation se répandait devant la sauvagerie des attaques de la police contre les manifestants. Lundi matin, les employés des tramways d'Amsterdam se mettaient en grève. Le mardi matin ils étaient suivis par les communaux, les dockers et les imprimeurs. Dans l'après-midi de mardi la grève était générale.

Le Revolutionnair-Communistische Partij, section hollandaise de la IV^e Internationale, fut la première organisation ouvrière, et la seule parmi les partis politiques, à proclamer sa sympathie avec les vues des soldats et à leur apporter un soutien total, par des tracts en son nom propre, par des affiches et en aidant à la fraternisation entre soldats et ouvriers.

Au point le plus élevé de l'action, les staliniens furent forcés d'en tenir compte et de se joindre aux revendications générales. Dans un meeting de masse convoqué par eux à Amsterdam, la demande de cessation des hostilités en Indonésie et de la cessation des transports de troupes fut acclamée dans l'enthousiasme. Les staliniens promirent de porter l'affaire devant le Parlement et, sur cette promesse, les ouvriers et les soldats acceptèrent de cesser la grève pour le moment.

Nous attirons l'attention de toutes nos sections et de toutes les organisations ouvrières sur ces événements extrêmement importants, et nous les appelons à suivre de près leurs développements ultérieurs et à montrer leur solidarité envers les travailleurs et les soldats hollandais, particulièrement si des capitalistes de Hollande et leur gouvernement tentaient de prendre des mesures policières et judiciaires contre ces derniers.

Tan Malaka, Soebardjo et d'autres lutteurs indonésiens en danger de mort

L'information suivante vient juste d'arriver d'Amsterdam :

Frans Goedhart, ancien staliniens et actuellement député du parti réformiste « Partij van de Arbeid » au Parlement, est rentré récemment d'un voyage en Indonésie. Au cours d'une conférence de presse, il a déclaré entre autres choses :

« Tan Malaka, Soebardjo et 200 autres, qui ne sont pas communistes, mais so-disant trotskystes, et qui agissent dans le but politique de maintenir le chaos, passeront en jugement dans peu de temps. Il est probable qu'un certain nombre d'entre eux seront condamnés à mort. »

D'après nos camarades hollandais, le gouvernement Sjahrir d'Indonésie est devenu quelque chose d'à peine meilleur que celui de Tchang-Kai-Chek en Chine. Il n'hésitera pas à assassiner Tan Malaka en vue de montrer aux impérialistes hollandais qu'ils peuvent conclure tranquillement un compromis pourri.

Depuis lors, des communiqués parus dans la presse (dépêche de l'A.P. du 25 septembre de Batavia), montrent que dans la coulisse, il y a déjà eu des arrangements dans le sens de la reconnaissance par les impérialistes hollandais du gouvernement Sjahrir comme gouvernement « de facto ». En raison du refus obstiné des hollandais dans le passé de prendre une telle voie, ce fait est significatif et semble confirmer les appréhensions de nos camarades hollandais. Les camarades conclurent par un appel : « Pouvez-vous faire que toutes les sections envoient des protestations? »

Nous faisons nôtre complètement la proposition du Revolutionnair-Communistische Partij de Hollande et appelons toutes les sections à promouvoir un large mouvement de protestation pour sauver Tan Malaka et ses courageux camarades de la menace d'exécution. Pour la libération immédiate de Tan Malaka et de ses camarades ! Pour l'Indépendance complète de l'Indonésie !

FRANCE

Le 3^e Congrès du P.C.I.

Le III^e Congrès du P.C.I. (section française de la IV^e Internationale), s'est tenu à Paris du 7 au 11 septembre 1946.

Y assistaient environ 150 délégués dont 103 mandatés. Le Congrès a enregistré avec satisfaction les progrès accomplis par le Parti depuis novembre dernier.

Le rapport politique a donné lieu à une vive discussion politique qui se cristallise autour de cinq motions différentes.

Nous publions ci-dessous le texte de la motion de la nouvelle majorité qui s'est dégagée du Congrès, ainsi que celui de la motion défendue par Marcoux-Frank, de l'ancienne majorité du Parti.

Résolution majoritaire

(adoptée par 52 mandats)

La situation n'a pas évolué — contrairement aux prévisions adoptées par le II^e Congrès du P.C.I. — dans le sens d'une attaque directe du pouvoir bourgeois par le prolétariat, à partir d'un commencement de transformation de la deuxième guerre impérialiste en guerre civile.

Au contraire, la classe ouvrière, sans avoir subi de défaite décisive, a perdu d'importantes positions de combat, et une partie considérable de son pouvoir d'achat (législation antiouvrière et suppression du contrôle des prix aux U.S.A.; liquidation en Europe des organisations armées et des comités populaires, etc...).

En France:

a) Les dernières élections montrent que les partis bourgeois se sont renforcés. Les partis ouvriers traditionnels perdent des voix. Les 800.000 voix qui leur manquent pour maintenir leur proportion avec le bloc bourgeois, leur enlèvent la majorité à la Constituante.

b) L'absence de luttes de masses depuis le II^e Congrès signifie que, malgré les déboires dus à la politique de concessions incessantes des grandes organisations ouvrières, les masses prolétariennes n'ont pas abandonné leurs illusions dans la possibilité d'améliorer leur sort sans briser le cadre de la démocratie parlementaire bourgeoise.

c) Depuis août 1944, la bourgeoisie française a sans cesse consolidé sa domination politique sous la face de la démocratie bourgeoise parlementaire. Elle prépare maintenant le retour du Sénat, la destruction de l'école laïque, le renforcement de

l'Exécutif et la restauration du pouvoir personnel.

d) La bourgeoisie a réussi à ranimer son économie, grâce aux sacrifices que le P.S. et le P.C. ont fait accepter aux masses laborieuses. La ranimation économique crée les conditions favorables pour la lutte pour les salaires et, en général, pour les luttes revendicatives dans les entreprises.

e) Cette stabilisation politique et économique du régime bourgeois est très relative, car les difficultés financières, la dislocation de l'Empire colonial et la faiblesse de l'équipement économique français par rapport à celui des Etats-Unis, engendreront de nouvelles crises.

La politique du P.C.I.

a) La volonté de la bourgeoisie d'instaurer un Etat fort qui tombe de moins en moins sous le contrôle des masses, fait des revendications démocratiques un levier puissant pour réaliser l'unité d'action des travailleurs contre le pouvoir bourgeois. A l'heure actuelle, avec la nécessité pour la bourgeoisie de réduire les libertés ouvrières pour conserver ses profits, chacune des revendications démocratiques (assemblée unique et souveraine, révocabilité des élus, représentation proportionnelle intégrale, suppression des écoles libres, enseignement laïque et nationalisé, etc.) prend une valeur d'assaut contre la domination politique de la bourgeoisie.

b) Notre mot d'ordre « gouvernement P.S.-P.C.-C.G.T. » tel qu'il était formulé par le II^e Congrès, doit être abandonné. Un tel gouvernement ne peut plus être instauré qu'à l'aide d'une puissante pression

de la classe ouvrière dans la rue et dans les usines. Ce serait alors le « gouvernement ouvrier et paysan » appuyé sur les masses armées et organisées dans des comités. La nécessité de cette forme de la dictature du prolétariat doit être patiemment expliquée dans la propagande. Elle ne peut faire l'objet d'une agitation en vue de la lutte directe et immédiatement possible. Ce qui est immédiatement possible, c'est la rupture de la coalition gouvernementale entre partis ouvriers et partis bourgeois, et le soutien des revendications ouvrières par toutes les organisations de classe.

c) Le P.C.I. doit partir de toutes les luttes politiques et économiques, de toutes les revendications posées par les travailleurs; il doit intervenir dans ces luttes en proposant les revendications transitoires et en travaillant à l'unité d'action et au front unique. La lutte pour le Front unique est, pour le parti révolutionnaire, le meilleur moyen de démontrer aux travailleurs qu'il est digne de la confiance des masses et que son programme est le seul juste.

d) En intervenant dans les luttes reven-

dicatives de la classe ouvrière, le P.C.I. doit:

— travailler au succès complet de ces luttes, même les plus élémentaires;

— lier chaque revendication au programme transitoire;

— mettre en avant le contrôle ouvrier comme le meilleur moyen de garantir les avantages acquis en sapant le pouvoir bourgeois;

— défendre la démocratie ouvrière et l'unité d'action des travailleurs.

Sans se faire d'illusions sur la proximité de la prise du pouvoir par le prolétariat,

Pleinement conscient que la période qui vient est celle des combats de la classe ouvrière pour la défense de son niveau de vie et de ses libertés,

Convaincu de la nécessité pour le parti révolutionnaire de gagner au cours de ces luttes la confiance des masses ouvrières,

Le III^e Congrès du P.C.I. appelle tous les combattants d'avant-garde du prolétariat à faire du P.C.I. le parti révolutionnaire de masses, instrument indispensable à la victoire du socialisme.

Résolution minoritaire Marcoux - Frank

(46 mandats)

La crise révolutionnaire, issue des contradictions du régime capitaliste exacerbées par la guerre impérialiste, n'est pas terminée. La première vague caractérisée en France par l'apparition ou le développement d'organismes de dualité de pouvoir (août 1944), a pu être canalisée par les dirigeants stalinien et réformistes. Leur tâche a été grandement facilitée par l'affaiblissement économique du pays, la présence des troupes victorieuses de l'impérialisme américain, anglais et français, enfin par l'absence d'un parti révolutionnaire vraiment lié aux masses.

De ce fait, aucune grande lutte revendicative n'a pu naître pendant près de dix-huit mois. Ceci a facilité le détournement de l'attention des masses vers la scène parlementaire, ce à quoi ont tendu, d'une façon délibérée et consciente, les dirigeants stalinien et réformistes.

Cette vague a abouti pour les vieux partis ouvriers à la perte de la majorité sur le plan parlementaire, et au piétinement qui a marqué la période de la fin de la II^e Constituante.

La deuxième vague est déclenchée par la remise en marche de la production. L'absence de défaite importante de la classe ouvrière, au cours de la première vague, permet aux travailleurs de se lancer dans le combat revendicatif avec toutes leurs forces.

Ces luttes se différencient de celles qui se sont développées avant guerre, ou de

celles qui ont eu lieu aux Etats-Unis, par exemple, du fait que la bourgeoisie ne dispose plus de réserves pour accorder des satisfactions réelles aux besoins des masses. De là découle:

1^o Une généralisation de ces luttes peut facilement briser la courbe de la reprise économique, ce qui d'ailleurs rétrécit les possibilités déjà étroites de la bourgeoisie;

2^o Une généralisation des luttes peut aboutir à une crise aiguë sur le plan politique, rendant de plus en plus difficile à la bourgeoisie le contrôle des masses travailleuses par les vieux partis ouvriers.

Parler dans ces conditions d'une stabilisation de la bourgeoisie, c'est en réalité s'hypnotiser sur les faits du jour, hors de toute perspective générale. En réalité, toute lutte revendicative plus ample, entraînant de larges couches de la classe ouvrière, déborde fatalement du plan économique sur le plan politique, et peut rendre les masses réceptives au problème de la rupture de la coalition gouvernementale.

Dans ces conditions, le parti révolutionnaire doit définir:

a) Une stratégie des grèves à partir des mots d'ordre revendicatif;

b) Un ensemble de mots d'ordre démocratiques transitoires pouvant crever l'enveloppe de la démocratie bourgeoise et permettant à la fois la mobilisation des masses et leur passage sur la voie qui mène en définitive à la conquête du pouvoir;

c) Des mots d'ordre permettant d'entraîner les masses au niveau le plus élevé de leurs luttes, vers le combat pour le pouvoir.

Revendications et stratégie des grèves

Dans cette conjoncture, la stratégie du parti révolutionnaire, en ce qui concerne les revendications économiques, part des deux préoccupations cardinales :

a) Le parti soutient toute revendication partielle mise en avant par les masses en lutte (même dans un combat isolé) pour la revalorisation de leur pouvoir d'achat, mais il s'efforce de relier ces revendications aux mots d'ordre du minimum vital, de l'échelle mobile et du contrôle ouvrier, qui, face à la hausse constante du coût de vie, apparaîtront comme une nécessité de plus en plus évidente pour les masses. Seuls ces mots d'ordre peuvent poser concrètement la question d'une revalorisation réelle du pouvoir d'achat et permettre de surmonter les particularités corporatives et géographiques, comme ils l'auront dû de faire dans la grève des postiers. En outre, ils portent atteinte à l'équilibre de l'Etat bourgeois.

b) Le parti lutte pour l'extension et la généralisation de chaque lutte. Cette généralisation est possible aujourd'hui sur la base de la préoccupation de l'ensemble de la classe ouvrière, de revaloriser son pouvoir d'achat.

c) Dans la période qui s'ouvre, les luttes revendicatives se déclencheront et se dérouleront souvent contre la volonté des dirigeants traîtres. Pour vaincre cette opposition, pour entraîner dans la lutte l'ensemble des ouvriers et pour leur donner une direction de combat unie, le parti propage l'idée de la constitution des comités de grève, élus par la base, et fonctionnant sous son contrôle.

d) La lutte d'une opposition révolutionnaire dans les syndicats ne s'oppose pas, mais au contraire constitue un des points d'appui principaux pour lancer et propager l'idée des comités de grève.

e) Dans la même perspective, nous aurons la possibilité de remettre à l'ordre du jour le mot d'ordre de milice ouvrière que pose en termes concrets l'apparition de piquets de grève.

f) Le parti lutte également pour la constitution de comités populaires du rattachement.

Mots d'ordre démocratiques transitoires

Dans la période actuelle de crise révolutionnaire et face à la nécessité, pour la bourgeoisie, d'imposer un pouvoir fort, les mots d'ordre démocratiques sont particulièrement aptes à réveiller l'intérêt des masses dans la lutte politique, à les mobiliser pour des objectifs compréhensibles pour elles et à les entraîner à crever l'enveloppe de la démocratie bourgeoise. Ces mots d'ordre démocratiques employés en tant que mots d'ordre d'action des mas-

ses, loin d'entretenir les illusions parlementaires des masses, servent au contraire à les dissiper. Le parti révolutionnaire ne doit pas se réfugier derrière l'apathie des masses à l'égard des mots d'ordre démocratiques, mais au contraire à le devoir de les mobiliser. Face à la Constitution et au Parlement qui en résulteront, et qui préparent la liquidation des libertés ouvrières et de la démocratie bourgeoise dans son ensemble, le parti révolutionnaire qui permet aux masses de faire la transition de leurs illusions démocratiques actuelles vers la compréhension de la nécessité de la démocratie soviétique (tel qu'il a été exprimé dans la « Vérité ») :

a) Chambre unique et souveraine, élue sur la base de la représentation proportionnelle, révocabilité des élus au gré des électeurs.

A bas le Sénat (toute seconde Assemblée).

Pas de Président de la République.

b) Election dans les organes judiciaires, militaires et administratifs, de tous les magistrats, à tous les degrés, et révocabilité des élus au gré des électeurs.

c) Dissolution de l'armée, de la police, garde mobile, etc., armement du peuple et instruction militaire des travailleurs sous le contrôle des syndicats, reconstitution des gardes civiques.

d) Autonomie des communes, Paris inclus, et des départements, suppression des préfets et de la Préfecture de police.

e) Défense de toutes libertés : presse, réunions, associations, grèves.

f) Défense de la laïcité, d'abolition des écoles libres et des congrégations religieuses.

g) Droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, retrait des troupes françaises de l'« Empire » et des zones occupées, indépendance complète du Viet-Nam, de l'Afrique du Nord et de toutes les colonies.

h) Abolition de la démocratie secrète, publication de tous les traités, abolition des réparations.

Débordement du stalinisme

et gouvernement ouvrier et paysan

L'opposition des dirigeants bureaucratiques aux luttes ouvrières rend objectivement possible le débordement du stalinisme et du réformisme, et rend objectivement possible le développement du parti révolutionnaire.

1° Cependant, le rythme et l'extension du débordement sont subordonnés au caractère hétérogène des différentes couches de la classe ouvrière, à l'entrée de ces couches, à des moments différents, dans la lutte et à l'ampleur différente de leur combat ;

2° En outre, l'hostilité présentée par la bourgeoisie à la politique stalinienne de conquête de l'Etat met un cachet pseudo-révolutionnaire aux mesures réactionnaires

du P.C.F. et ralentit encore le rythme du débordement.

En somme, cela signifie :

a) Qu'il faudra une série d'expériences successives, de victoires et même de défaites, à l'échelle de l'entreprise ou de la corporation, avant que des masses très larges se détachent complètement du stalinisme.

b) Que même quand le débordement du stalinisme se sera produit à une grande échelle (par exemple, grève générale), il restera probablement encore à l'ensemble des masses laborieuses à faire l'expérience des vieux partis au pouvoir.

Au moment où les masses entrent sur une large échelle en lutte contre la bourgeoisie (mobilisation des masses sur la base revendicative ou des mots d'ordre démocratiques transitoires), elles sont perméables à l'idée de la rupture de la coalition gouvernementale avec les partis bourgeois et à l'instauration d'un gouvernement ouvrier et paysan. A ces moments, le parti révolutionnaire concentre toute son agitation sur ce mot d'ordre.

Aussi longtemps que les dirigeants du parti socialiste, du P.C.F. et de la C.G.T. seront suivis par de très larges couches des masses laborieuses, le mot d'ordre gouvernemental ouvrier et paysan se concrétisera sous la formule gouvernement P.S.-P.C.F.-C.G.T.

Le parti révolutionnaire entend donc :

a) Partir du sentiment sain des masses qui veulent rompre avec la bourgeoisie ;

b) Lutter pour cette rupture, car elle favorise le passage des masses à une étape plus haute des luttes.

Cependant, un gouvernement P.S.-P.C.F.-C.G.T. ne peut être un gouvernement ouvrier ou paysan que dans la mesure où il applique un programme de véritable défense des intérêts de la classe ouvrière contre la bourgeoisie. Une politique pareille ne peut surmonter le sabotage constant de la bourgeoisie qu'en s'appuyant sur l'action et les organes autonomes des masses, en s'orientant vers une politique hardie d'expropriation des banques et des trusts, et en appliquant une politique d'internationalisme prolétarien.

Les grèves

« Les mouvements de grève qui se manifestent depuis quelques semaines ne s'apaisent ici que pour reprendre là. A la grève des postiers a succédé celles des fonctionnaires des Finances et des agents des régies financières. Nous sommes maintenant menacés d'une grève des employés de banque et d'une grève de la police. » Ainsi s'exprimait « Le Monde » du 26 septembre.

Depuis un mois, une épidémie de grèves sévit en France, qui concernent toutes une revalorisation des salaires et traitements, quelle que soit la forme particulière que cette revendication prend dans chaque corporation. Un aspect de ces grèves est qu'elles se produisent en dépit des directions syndicales ou, comme dans le cas des fonctionnaires des Finances, en accord avec leur syndicat de catégorie, mais en opposition avec l'instance syndicale supérieure, l'Union Générale des Fédérations de Fonctionnaires. Une autre caractéristique liée à celle-ci, c'est l'opposition ouverte des dirigeants du Parti Communiste, tandis que les chefs socialistes se permettent l'hypocrisie de dire leur accord avec les revendications tout en déplorant et en condamnant les mouvements. Enfin, il faut aussi observer que ces mouvements partent et conservent plus d'ampleur en province qu'à Paris, du fait que c'est dans la capitale que se fait sentir le

plus lourdement le poids des appareils bureaucratiques.

Dans la grève des fonctionnaires des Finances, un comité de grève fut constitué, mais bureaucratiquement, par l'appareil syndical lui-même. Le mouvement qui ébranlait fortement tout le fonctionnement de l'Etat qui ne pouvait ni effectuer ses paiements, ni recevoir les impôts, qui voyait ses frontières traversées au grand jour par des milliers et des dizaines de milliers de fraudeurs, tourna court, en l'absence d'une généralisation du mouvement et même d'un torpillage ouvert par les dirigeants staliniens du syndicat des instituteurs.

Dans ce pullulement de grèves, la question de leur généralisation nécessaire pour aboutir à une victoire réelle (alors que les 25% du mois de juillet ont déjà été engloutis par la hausse du coût de la vie) ne peut être réglée qu'en reliant les revendications de catégories à des revendications générales, celle du salaire minimum vital et celle de l'échelle mobile. C'est ce que propagent les militants du P.C.I. et la « Vérité ». Dans les mouvements actuels qui, d'une façon générale, n'aboutissent à rien de précis, ni à une victoire, ni à une défaite, va mûrir l'idée de la grève générale sur un programme commun à tous les travailleurs.

BELGIQUE

La grève des dockers

Un mouvement d'une force peu commune s'est déclenché dernièrement dans les ports de Belgique. La bureaucratie syndicale de la Centrale du Transport a été complètement débordée. Par ses trahisons successives, par son attitude dictatoriale, elle a ouvert les yeux de milliers de dockers. Brisant tous les freins, ceux-ci s'engagent dans la voie qui leur permet d'aborder la lutte contre le patronat et l'Etat capitaliste dans de meilleures conditions. Ils trouvent dans leurs Comités d'Action et de Grève le moyen de mener une lutte autonome de classe pour leurs revendications.

Les causes de la grève. — Tous les jours les dockers doivent se présenter deux voire trois fois à l'embauche. Ils restent ainsi à Anvers près de quatre heures à la disposition du patronat. S'ils ne se présentent pas au « marché d'esclaves », ils ne reçoivent pas leur contrôle. C'est contre ce système d'embauche que les dockers luttent depuis des dizaines d'années et exigent l'application d'un système d'embauche à tour de rôle, revendication que les patrons et les bureaucrates syndicaux craignent comme la peste, car elle leur enlève l'arme du favoritisme. A cette revendication les dockers joignent depuis longtemps celle de la sécurité d'existence qui consiste en une indemnité décente pour les jours où ils ne trouvent pas d'embauche. Si l'on ajoute à cela les salaires de famine, l'aversion des dockers envers les dirigeants de la Centrale du transport, le contrat signé par leurs dirigeants en ce qui concerne la sécurité d'existence, le licenciement de près de 6.000 dockers à Anvers, on peut avoir une idée des causes du présent conflit.

Les dirigeants syndicaux vendus. — Il y a un mois, les dirigeants publiaient qu'ils avaient signé avec la Fédération Maritime (patronale), un contrat sur la sécurité d'existence qui accordait aux ouvriers non embauchés une indemnité de 90 francs par jour. Ils y ajoutaient que les pères de famille continueraient à toucher les allocations familiales.

Les dockers se méfiaient de cette « victoire », ils appréhendaient que des concessions aient été faites aux patrons et que c'était une manœuvre contre le système d'embauche à tour de rôle. Et ils avaient raison.

La première de ces concessions tomba comme un coup de massue. Six mille dockers recevaient une lettre leur signifiant qu'ils n'étaient plus considérés comme dockers. Cette provocation reçut une

réponse immédiate : tous les dockers cessèrent le travail à Anvers.

Ainsi les dockers purent se rendre compte du prix payé par la bureaucratie pour les avantages obtenus. Avant tout c'était une attaque contre le droit de grève, car en cas d'arrêt du travail l'indemnité n'aurait pas été versée. Deuxièmement, en échange, la bureaucratie syndicale faisait cadeau du paiement des journées fériées légales. Encore plus, elle admettait de considérer l'index salaire, qui est effectivement à 196, comme étant à 210, consacrant ainsi à l'avenir une baisse de 14 %.

La grève s'étend : les travailleurs créent leur propre direction. — Dès le début de la grève, des Comités d'Action et des Comités de grève se formèrent. Ces Comités étaient formés d'environ 40 dockers de toutes tendances politiques. Les mensonges et la trahison de la bureaucratie syndicale, au lieu d'affaiblir ces Comités, provoquèrent une puissante solidarité entre les Comités et la masse des dockers.

Lorsque les bureaucrates syndicaux, de concert avec des centaines de policiers, installèrent des pick-up pour persuader les dockers de reprendre le travail, des milliers de voix demandèrent que Vanden Branden (stalinien) et Doremans (syndicaliste internationaliste) parlent. Les bureaucrates allèrent jusqu'à provoquer Van den Granden pour le faire arrêter par la police avec deux autres travailleurs. Ceci entraîna une puissante manifestation devant la Mairie et le Palais de Justice et ils furent relâchés.

La bureaucratie organisa des réunions séparées dans les communes environnantes pour essayer de racoler des travailleurs arriérés et des jeunes. Elle camoufla quelques employés de la régionale en dockers pour leur faire jouer la comédie de l'embauche...

Le 2 septembre, trois jours après le début de la grève à Anvers, les dockers de Gand, sans connaître les origines de la grève, et sans contact, se mirent en grève à leur tour. A Bruxelles, un petit port, les dockers se mirent aussi en grève. Craignant que les grévistes n'aillent rejoindre le syndicat exclu, les dirigeants du Syndicat Chrétien et de la Centrale des Transports donnèrent leur accord pour l'arrêt du travail.

Les stalinien trahissent à leur tour. — L'ampleur prise par cette lutte risquait en se prolongeant, après avoir tenu en échec les réformistes et les bureaucrates

syndicaux, de tenir en échec aussi pour les stalinien.

Ayant reçu les instructions de son Parti, Van den Branden, principal représentant des stalinien dans le Comité d'Action dut briser la discipline du C.A. et lancer en son nom personnel une circulaire dans laquelle il abandonnait la revendication qu'il avait défendue durant la grève: celle

du système d'embauche à domicile. Il empêcha aussi la constitution d'un Comité d'Action National. En pleine réunion du C.A. d'Anvers, renforcé par les délégations venues de Gand et de Brüssel, il déserta son poste de secrétaire.

Peu après la grève se terminait, les ouvriers ayant reçu au moins une satisfaction partielle.

ETATS-UNIS

La grève des marins

La grève générale nationale lancée par l'A.F.L. Maritime Unions, après avoir paralysé tout transport maritime pendant une semaine, s'est terminée par une victoire des grévistes le 15 septembre. Mais alors que les 500.000 grévistes de l'A.F.L. Maritime Unions reprenaient le travail, le C.I.O. Maritime Union donna l'ordre de grève pour les mêmes revendications que celle de l'A.F.L. Maritime Unions et 300.000 marins affiliés au C.I.O. se mirent en grève à leur tour.

En juin dernier, les marins syndiqués obtinrent une importante augmentation de salaires à la suite de négociations appuyées par une courte grève. Les armateurs durent céder sur l'augmentation, mais le « Wages Stabilisation Board » (Organisme gouvernemental pour la stabilisation des salaires) rejeta les accords sous prétexte que les augmentations étaient trop élevées et « inflationnistes ». Un vote de grève fut immédiatement lancé par l'A.F.L. Maritime Unions qui provoqua la grève générale nationale le 6 septembre. Immédiatement le C.I.O. Maritime Union apporta son soutien, car l'issue de la grève intéressait également les deux syndicats. En juin dernier ce fut l'A.F.L. qui avait appuyé de la même façon la menace de grève lancée par le C.I.O. obligeant ainsi le gouvernement à abandonner son projet de briser la grève.

Le « Wages Stabilisation Board » repoussa à nouveau les demandes d'augmentation de salaires pour le 12 septembre formulées par les grévistes qui réclamaient 27,50 dollars par mois pour les marins de la côte Est et 22,50 dollars par mois pour ceux de la côte Ouest. Des préparatifs pour une grève générale nationale étaient en cours lorsque le Président Truman intervint par-dessus la tête du « Wages Stabilisation Board » et accepta les revendications des marins. Les marins

des remorqueurs et les dockers avaient déjà cessé le travail; les marins affiliés au C.I.O. et à l'A.F.L. avaient formé des piquets dans tout le pays. Au même moment continuait la grève des 6.000 camionneurs de l'A.F.L. à New-York. Le Maire O'Dwyer a utilisé de puissantes forces de police pour empêcher les piquets de stopper les camions qui ne s'étaient pas joints à la grève. Malgré l'ordre de reprendre le travail, lancé par Daniel Robin, le dirigeant réactionnaire des Teamsters Union (camionneurs), la grève continuait. Le Maire O'Dwyer déclarait qu'il s'agissait « ... de la pire révolte des syndiqués dans l'histoire des ouvriers camionneurs ».

Le 21 septembre, après 47 jours, le Syndicat Indépendant des « Maritime Firemen » de la côte Ouest et le Syndicat des marins affiliés au C.I.O. donnèrent l'ordre de cesser la grève. La « U.S. Maritime Commission » réunie à la hâte avait été obligée d'accepter que des salaires égaux soient payés à tous les marins américains sur la base des augmentations obtenues par les grévistes à l'A.F.L. Au cours de la grève, les marins affiliés à l'A.F.L. Maritime Union qui avaient repris le travail après avoir obtenu satisfaction le 13 septembre refusèrent de passer le barrage des grévistes affiliés au C.I.O. Maritime Union qui continuaient toujours la grève.

La solidarité sans précédent de tous les marins — A.F.L., C.I.O. et Indépendants — a permis d'arracher l'égalité des salaires au taux le plus élevé qui ait jamais été obtenu dans la marine marchande.

Elle força également l'organisme de Truman, le « Wages Stabilisation Board » à revenir sur une décision tendant à diminuer de 10 dollars par mois les augmentations de salaires négociées par l'A.F.L. Maritime Union.

Les salaires de base obtenus sont de 172.50 dollars pour les marins et de 177.50 dollars pour les spécialistes. De plus les marins qui faisaient 56 heures en 7er, obtinrent le paiement de 8 heures supplémentaires pour les dimanches en vertu de l'accord sur la semaine de 48 heures de travail, arraché dès le 15 juin par les syndicats du C.I.O.

Cette grève fut la plus importante de

toute l'histoire des syndicats de marins, non pas par le nombre des grévistes mais par la solidarité entre deux centrales syndicales qui s'étaient âprement combattues dans le passé. Ceci représente bien une nouvelle étape dans la lutte de la classe ouvrière américaine. La solidarité du mouvement ouvrier s'accroît et avec elle les revendications politiques des ouvriers américains.

JAPON

Grèves grandioses

Un réveil grandiose du mouvement ouvrier japonais englobant presque un million de travailleurs — un tiers des forces ouvrières organisées — a commencé, le 10 septembre, à Tokio par une grève générale totale du Syndicat des marins japonais. Celle-ci fut suivie peu de jours après par une grève de 536.000 travailleurs de la C.G.T. japonaise et de 330.000 ouvriers agricoles organisés dans le Syndicat National Agraire du Japon.

Cette puissante grève se poursuit contre le décret dictatorial promulgué par le général Mac Arthur il y a deux semaines, décret soutenu par le gouvernement marionnette, interdisant « les grèves, abandons de travail et autres formes d'arrêt de travail ».

Ce décret de style hitlérien ainsi que la menace faite par Mac Arthur d'utiliser les troupes d'occupation comme briseurs de grève réussirent à briser une grève de trois jours des marins à Sasebo.

Pendant la nouvelle grève, suivant les rapports syndicaux, 3.899 bateaux ont été immobilisés, paralysant virtuellement la marine marchande japonaise. Des grèves de solidarité du Syndicat des Travailleurs des ports japonais et du Syndicat des Marins Côtiers ajoutèrent 60.000 grévistes aux 54.000 marins de la marine marchande qui avaient quitté les bateaux. Plusieurs équipages japonais de Liberty Ships qui devaient retourner aux U.S.A., se sont joints à la grève.

Les revendications des marins. — Le Syndicat des marins japonais exigeait une augmentation de 100 % des salaires. De plus, les marins étaient fermement déterminés à empêcher le gouvernement de réaliser sa menace de licenciement de 80 % des marins, sans consultation avec les syndicats.

Le syndicat déclara que ces licenciements massifs non seulement ne sont pas nécessaires, mais d'après le « Christian Science Monitor » du 12 septembre, « peuvent à l'heure actuelle représenter un effort pour arrêter la croissance du mouvement ouvrier sous prétexte de nécessités économiques ».

Le Congrès des syndicats ouvriers (équivalent du C.I.O. américain) a ordonné aux principales centrales affiliées de se mettre en grève et de tenir bon jusqu'à ce que « le gouvernement réactionnaire de Yoshida s'effondre ».

L'ordre de grève a été donné aux mineurs, aux métallurgistes, aux travailleurs des industries chimiques, aux imprimeurs, aux électriciens et à d'autres corporations. La grève des travailleurs agricoles suit l'ordre de grève de la C.G.T. japonaise, étant donné l'impossibilité d'arriver à un accord entre le syndicat et les grands propriétaires fonciers sur l'augmentation des salaires et les conventions collectives.

La C.G.T. japonaise est forte de 1.600.000 membres, comprenant 600.000 cheminots. La Fédération Générale des Cheminots a aussi lancé l'ordre de grève à la suite de la menace du gouvernement de licencier 75.000 cheminots sous prétexte « d'économiser », le même prétexte utilisé pour menacer les marins d'un licenciement massif.

Le Gouvernement est accusé. — Le Syndicat des cheminots accuse le gouvernement de ne s'occuper que de payer les intérêts des bons de défense nationale émis pendant la guerre, et ceci aux dépens des ouvriers. Ce sont les mêmes profiteurs capitalistes japonais qui firent massacrer les travailleurs durant la guerre impérialiste, qui profitent aujourd'hui de ces paiements et sont protégés par Mac

Arthur. Le Syndicat se prépare à la grève pour protester contre le fait que ce sont les travailleurs qui sont les victimes des « déficits » faits « dans le but de mener la guerre ».

Cette menace de grève a fait reculer le gouvernement, et le Ministère des Transports a retiré ses ordres de licenciements massifs. Le Syndicat des cheminots par la suite adopta une attitude de trêve temporaire.

VICTOIRE DES MARINS

Après dix jours de grève, celle-ci se termina par une victoire des principales revendications des marins.

D'après une dépêche de l'A.P., le Comité de la Marine Marchande Civile accepta qu'« aucun licenciement n'aurait lieu avant qu'une commission commune

ne règle la question, le droit de regard du Syndicat sur les questions personnelles, l'augmentation moyenne des salaires de 35 % pour tout salaire de moins de 550 yens (33 dollars) par mois; allocations familiales, assurances sociales et fonds pour les activités culturelles ».

D'après une dépêche de Tokio au « Christian Science Monitor » du 17 septembre, « trois jours avant la fin de la grève, des équipages américains de Liberty Ships à Yokohama, où environ 70 navires japonais sont bloqués par la grève, sympathisèrent avec les grévistes japonais et manifestèrent à plusieurs reprises leur désir de se joindre à la grève ».

La grève des marins avait entraîné près de 1.000.000 de travailleurs, le tiers des forces organisées du mouvement ouvrier, comprenant les principaux syndicats affiliés à la C.G.T. japonaise ainsi que les travailleurs agricoles organisés.

AFRIQUE DU SUD

La grève des mineurs du Rand

Le 11 août 1946 commença la plus grande grève des travailleurs africains noirs, la grève des mineurs africains de Witwatersrand. Ces travailleurs, les plus opprimés et les plus arriérés d'Afrique du Sud, secouèrent et terrorisèrent pendant quelques jours, par leur action de masse, les magnats des mines d'or qui sont l'épine dorsale de la classe dominante en Afrique du Sud. Jamais on n'avait vu une telle terreur et une telle hystérie se répandre dans la presse capitaliste que durant cette grève.

La grève avait touché environ 100.000 travailleurs de 15 mines ou plus, dont 8 étaient complètement arrêtées, parmi lesquelles se trouvèrent de très importantes mines du Reef, comme City Deep, Robinson Deep, Nourse Mines, Brakpan Mines, New Kleinfontein, Van Byk, Marievale, Van Ry Estates, Sub-Nigel et d'autres.

La grève fut décidée le 4 août lors d'un meeting de masse des mineurs au Market Square de Johannesburg. Cette décision fut prise après des années de patientes et modestes revendications du Syndicat auprès de la Chambre des Mines et du Gouvernement. D'après une déclaration du Comité Exécutif du Syndicat, ces revendications furent continuellement ignorées par la Chambre des Mines qui ne répon-

dit que très rarement aux lettres du Syndicat. Même les modestes recommandations de la Commission Lansdown demandant une enquête sur les salaires dans les Mines en 1943, furent presque totalement ignorées par les patrons. Le salaire actuel des mineurs africains est le même qu'en 1900. Les principales revendications des grévistes étaient un salaire minimum de 10 shillings par jour et de meilleures conditions de travail.

La classe dominante était consciente de l'importance vitale de cette grève qui menaçait le cœur de tout le système d'oppression des blancs dans ce pays et tous les moyens furent employés pour l'écraser brutalement. Pendant cinq jours les travailleurs tinrent bon face à la police qui fit preuve d'une violence et d'un terrorisme encore jamais vus dans le pays. Jamais encore il n'avait été aussi clairement démontré que sous le régime capitaliste, les forces de police sont l'instrument de la domination des capitalistes et des millionnaires des mines d'or sur les travailleurs exploités et opprimés.

La grève fut brisée à coups de mitraillettes, de triques et de fusils dans une vague de terrorisme et de violence sans précédent dans l'histoire des conflits du travail de ce pays. Dans les mines elles-mêmes on assista à des scènes de violence

ce exacerbée lorsque la police tira à plusieurs reprises sur les travailleurs africains qui ne se défendaient qu'avec des bâtons et des pierres. A plusieurs reprises la police chargea à coups de triques pour repousser les travailleurs dans les puits.

Le mardi 13 août, les grévistes de l'East Rand se rassemblèrent pour marcher vers le bureau de la Chambre des Mines et de la « Witwatersrand Native Labour Association » à Johannesburg, afin de poser leurs revendications aux propriétaires des mines. Près de Brakpan, la police armée les arrêta et leur ordonna de retourner en arrière. Les grévistes marquèrent leur refus en s'asseyant dans la rue d'une attitude déterminée. La police chargea alors les grévistes à coups de triques. Devant cette sauvage attaque de nombreux grévistes s'enfuirent. La police poursuivant les grévistes isolés à travers les barrières, les champs et les fossés blessa des dizaines de travailleurs noirs sans défense, en les frappant à coups redoublés.

Le lendemain, mercredi, des scènes semblables eurent lieu lorsque les grévistes de la mine Simmer and Jack près de Germiston, tentèrent de marcher sur Johannesburg « pour voir la Chambre des Mines ». A leur tour ils furent assaillis par la police lourdement armée et transportée dans des camions militaires. Des témoins oculaires déclarent que des postes de mitrailleuses furent installés aux points stratégiques de la Reef Road joignant Johannesburg à l'East Rand. De nombreux travailleurs furent gravement blessés et transportés à l'hôpital.

Le samedi 17 août la grève était finie. Elle avait été écrasée dans le sang, brisée par la puissance de la machine d'Etat. Les dirigeants de la grève furent arrêtés, les locaux syndicaux perquisitionnés et des membres du syndicat ainsi que quelques Hindous ou travailleurs noirs qui avaient distribué des tracts aux travailleurs furent arrêtés. Dans une rafle destinée à ramasser toute personne liée à la grève, de nombreux imprimeurs furent perquisitionnés et les tracts de la grève confisqués. Les locaux du Parti Communiste furent perquisitionnés et les documents

confisqués. Le secrétaire de Johannesburg, du Plessis, fut arrêté et quelques travailleurs hindous, noirs et chinois sont en train de passer en jugement comme agitateurs et pour avoir incité à la grève.

Jamais une grève du Rand n'avait eu de si larges répercussions. Un appel à la grève générale fut décidé et on sait que 1.000 ouvriers du tabac déclenchèrent une grève de solidarité. La grève générale fut arrêtée par les menaces de la police (interdiction du meeting du 15 août à Market Square en y envoyant des forces de police et en plaçant des escouades de police partout où les travailleurs pouvaient se rassembler — stations d'autobus, de chemin de fer, etc... — la police appréhendant tout individu appelant les Africains à continuer la grève) et du fait que les attaques des forces policières avaient réussi à écraser la grève des mines avant que ne puisse s'organiser la grève générale, ce qui a découragé et désorienté les travailleurs des autres industries.

Une grève de 10.000 travailleurs de Pretoria décidée pour le lundi 19 août échoua à cause de la police et surtout du fait que la grève des mines était terminée.

Il est évident qu'il manque une organisation suffisante pour organiser et diriger une action aussi importante qu'une grève générale. Néanmoins, si les mineurs avaient pu tenir quelques jours de plus, il est très probable qu'une grève très étendue (sinon générale) se serait produite dans les autres industries. Cela aurait certainement stimulé la grève des mineurs, l'aurait renforcée et lui aurait permis de s'étendre à de grandes mines comme Crown Mines, E.R.P.M. et Consolidated Main Reef, qui n'ont pas été touchées par la grève.

Cela aurait été un barrage contre la classe dominante! On ne sait jusqu'où une telle explosion aurait pu aller... La force policière aurait été incapable de briser une telle grève et rien n'aurait pu l'arrêter si ce n'est l'appareil militaire. Les conséquences en auraient certainement été un pement d'organisme de dualité de pouvoir la guerre civile.

(Reportage envoyé par des camarades Sud-Africains)

IV^e Internationale

Organe du Comité Exécutif International
de la Quatrième Internationale

Abonnements pour six publications:

FRANCE	100 Francs
BELGIQUE	60 Francs belges
SUISSE	10 Francs suisses

L'assassinat de Léon Trotsky

Une brochure de 64 pages. Prix : **30 frs**

L'U. R. S. S. au lendemain de la guerre et la politique des partis communistes

Matériel de discussion préparatoire au Congrès Mondial
de la IV^e Internationale. Une brochure de 48 p^{es}. Prix : **25 frs**

Adressez votre correspondance à :

Mme Demazière, 9 bis, rue d'Alésia, Paris XIV^e
Compte Chèque Postal : Mille De Gans, 5.301.04 Paris



IMPRIMERIE SPÉCIALE DE LA IV^e INTERNATIONALE

" BROCHURE DE PROPAGANDE "